

Etranger

Deux échéances électorales en Europe

GRANDE-BRETAGNE : les conservateurs modérés sont impuissants devant le radicalisme de M^{me} Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

Avec sa haute stature et cette abondante crinière qui, après cinquante-quatre printemps, tarde à grisonner, « Tarzan » ne passe pas inaperçu. « Je suis Michael Heseltine, candidat conservateur. Votez-vous pour les Tories ? »

L'ancien ministre de la défense a la coquetterie de se présenter, mais il sait pertinemment qu'on ne peut manquer de le reconnaître. Il est toujours l'une des personnalités les plus célèbres de la politique britannique. Sa démission et son éclatant différend avec M^{me} Thatcher, voici un an et demi, ne l'ont pas du tout rejeté dans l'ombre.

Dans la très résidentielle circonscription de Henley, où il est quasiment assuré d'être élu, et partout ailleurs où il se rend, M. Heseltine tend la main à tout le monde et presque tout le monde lui rend un sourire de sympathie, à peine moins marquée que celles des « groupes » emportés d'enthousiasme dans son sillage. L'une d'elles arbore un tee-shirt proclamant son amour : « I love Tarzan ». Ce surnom lui a été donné ce jour de 1976 où à la Chambre, dans un geste théâtral, il avait osé, pour en menacer un adversaire travailliste, se saisir de la « masse » d'argent, symbole sacré de l'autorité et de l'indépendance de la « mère des Parlements ». Depuis, quelque peu assagi mais toujours aussi dynamique, M. Heseltine a su faire de sa caricature un véritable atout.

Celui qui chaque année au congrès du Parti conservateur bat des records à l'applaudimètre, n'a pas son pareil pour mobiliser ou réveiller l'ardeur militante de la droite. M. Heseltine, pourtant ne bénéficie pas des fonds électoraux du parti. Il ne peut compter que sur ses propres moyens financiers — abondants — pour mener sa campagne... et celle des autres. Quelle campagne ! Avec une organisation à faire pâlir d'envie certains ministres en poste, M. Heseltine, apparemment généreux à l'extrême et peu

rancunier, aura visité en trois semaines une centaine de circonscriptions dans tout le pays. Il répand ainsi fidèlement la bonne parole conservatrice, à cette nuance près, qui est de taille : dans aucun de ses discours il ne prononce le nom du premier ministre dont il a contribué à stigmatiser l'autoritarisme.

« Debout et non à genoux »

Autre marginal qui risque à son tour de payer le prix de la contestation : M. John Biffen. Auprès de lui, M. Heseltine fait figure de poids lourd. M. Biffen ne manque pas de soutien parmi ses collègues du Parlement. Ce n'est pas par hasard qu'on lui a confié l'importante tâche de chef du groupe des Tories à la Chambre, et à ce titre une place au gouvernement. Mais ce champion de la petite phrase subtile inquiète trop. Il devine qu'il va bientôt être écarté, comme tous ceux qui ont manifesté trop d'indépendance d'esprit à l'égard de M^{me} Thatcher, et de ceux, plus ou moins ultras, qui depuis dix ans constituent le principal courant du Parti conservateur.

L'an passé, tandis que le gouvernement était fortement ébranlé par les remous de l'affaire Westland, M. Biffen s'était par exemple permis de déclarer que le parti aurait sans doute besoin à l'avenir d'un « ticket » plus « équilibré » ; sous-entendu qu'il était souhaitable de trouver une équipe susceptible de contrebalancer l'image, à ses yeux trop tranchée, du thatcherisme. Et M. Biffen de suggérer qu'il fallait commencer à envisager une succession que M^{me} Thatcher n'est toujours pas disposée à préparer puisqu'elle n'exclut pas aujourd'hui l'hypothèse d'un quatrième mandat.

Ni M. Heseltine ni M. Biffen ne sont vraiment des « modérés », mais ceux-ci, qui représentaient autrefois sous le leadership de M. Edward Heath la tendance majoritaire au sein du parti, se font à présent extrêmement rares. M. Heseltine et Biffen ne remettent pas en cause les traits fondamentaux de la politique thatcherienne, mais ils sont de ceux qui reconnaissent que le gouvernement, sans se remuer, devrait davantage développer les investissements, notamment dans le domaine social. Ils sont de ceux qui, chez les Tories, redoutent l'accentuation des inégalités et des divisions dans le pays. Ils n'hésitent pas à le faire savoir, mais il ne fait pas bon en ce moment de se démarquer de la sorte sous peine d'être écarté. M. Biffen ne l'ignore pas et annonce lui-même qu'il sera prochainement remercié. Non sans

une réaction de fierté qui pourrait être aussi interprétée comme un encouragement adressé à ses pairs : il vient de déclarer qu'il quitterait le gouvernement « assés tôt » mais « debout et non à genoux ».

M^{me} Thatcher ayant depuis huit ans écarté de son cabinet tous les modérés, comme par exemple MM. James Prior, Francis Pym ou Sir Ian Gilmour, il ne reste plus guère que M. Pierre Walker, ministre de l'énergie et animateur du groupe Réforme, pour faire de temps à autre entendre une voix discordante. Mais ne dit-on pas que M. Walker serait lui aussi condamné ? A la veille de la campagne, M^{me} Thatcher a promis plus de thatcherisme, une radicalisation supplémentaire du programme gouvernemental. Le manque de contradicteurs dans son propre parti l'y autorise.

Pour le moment, on ne voit pas se manifester, même à terme, une personnalité capable de briser la relève de M^{me} Thatcher. Sauf M. Heseltine qui, satellié en attendant d'être en mesure de rentrer dans l'atmosphère du pouvoir, fait tout pour qu'on ne l'oublie pas. Cet homme impétueux est tenu à la patience. Sait-on jamais ? Un accident pourrait survenir le 11 juin : une improbable défaite des Tories, ou encore pour ceux-ci l'obligation de former une coalition avec l'alliance centriste, ce qui pourrait provoquer un changement à la tête des conservateurs, et donc le choix d'un premier ministre moins intriguant que la « dame de fer ». Mais il s'agit là d'un mince espoir.

FRANCIS CORNU.

Après la fermeture du consulat iranien à Manchester

Londres s'attend à des représailles de la part des autorités de Téhéran

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement britannique redoute de nouvelles mesures de rétorsion de la part des autorités de Téhéran après avoir annoncé, jeudi 4 juin, la fermeture du consulat d'Iran à Manchester et le départ des cinq membres du personnel diplomatique qui y était attaché.

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a indiqué que cette décision avait été prise parce que le gouvernement iranien n'a pas répondu à des demandes répétées d'« explications » et d'« excuses » concernant l'enlèvement et les brutalités dont a été victime le semaine dernière M. Edward Chaplin, numéro deux de la mission britannique à Téhéran (le Monde daté 31 mai-1^{er} juin). Sir Geoffrey a redit qu'il y avait tout lieu de penser, faute d'explications, que cet « acte intolérable » avait été commis en représailles contre l'arrestation et l'incarcération de M. Ali Akbar Mohtashemi Bostani, agent consulaire iranien à Manchester. Déclarant que l'établissement d'un tel lien était totalement « injustifié », le secrétaire au Foreign Office a souligné que la réaction britannique manifestait une volonté de « fermeté » mais n'était pas « excessive ».

Cette affaire retient d'autant plus l'attention des Britanniques qu'elle se produit en pleine campagne électorale et que M^{me} Thatcher, ces der-

nières années, s'est prévalu d'une sévérité exemplaire à l'égard notamment de la Libye et de la Syrie. M. Dennis Healey, porte-parole de l'opposition travailliste pour les affaires étrangères, a critiqué l'attitude gouvernementale en faisant observer que la sanction visant le consulat iranien pouvait être interprétée comme un compromis, puisqu'elle permettrait à M. Ghassemi d'échapper à la justice. Ce dernier, libéré sous caution, aurait dû comparaître le 11 juin devant un tribunal de Manchester. Il est un nombre de personnes ayant reçu l'ordre de quitter le territoire britannique dans un délai d'une semaine, c'est-à-dire avant cette date.

Le Foreign Office a mis en garde le chargé d'affaires iranien à Londres, M. Akbar Mohtashemi Bostani, contre de nouvelles représailles auxquelles, en réponse à cette sanction, pourraient être soumis diplomates, ressortissants ou intérêts britanniques à Téhéran. Mais, paraissant ignorer cet avertissement et maintenant que M. Ghassemi avait été « maltraité » par les policiers de Manchester et aurait dû jouir d'une immunité diplomatique, qui lui a été refusée, M. Bostani a déclaré qu'il fallait attendre des autorités iraniennes « d'autres mesures » dans les « prochains jours ».

A Téhéran, M. Chaplin, relâché vingt-quatre heures après son « interpellation », est toujours menacé d'« inculpations » diverses.

F. C.

DANEMARK

Echec à l'antitabagisme

COPENHAGUE
de notre correspondant

Les croisés de la lutte antitabac ont subi à Copenhague une défaite cuisante qui restera inscrite dans les annales de la vieille Europe. Par 81 voix contre 67 et 31 abstentions, le Folketing (la Chambre unique danoise) a rejeté un projet de loi visant à imposer une interdiction totale de fumer dans tous les lieux publics, des tribunaux aux cantines, des vestiaires aux transports en commun.

Les partisans de ce texte s'imaginaient pourtant qu'il passerait comme une lettre à la poste... Voici des années que, avec le soutien efficace de la presse, ils faisaient campagne dans ce sens. En mai 1986, une majorité de l'Assemblée n'avait-elle pas chargé le gouvernement de préparer cette importante

réforme dans les délais les plus brefs ?

Les débats passionnés qui ont précédé ce scrutin historique ont montré que le problème n'était pas simple. Les adversaires du projet ont essentiellement mis en avant la défense de la liberté de la vie privée. « Une démocratie authentique, ont-ils souligné, n'a pas à se transformer en une tour d'interdictions multiples et stupides. » Un des plus ardents porte-parole du camp des « non » n'était autre que le ministre des affaires étrangères, M. Ellenør Jensen, qui quitte rarement sa place.

Une personne a dû se réjouir de ces résultats : la reine, qui n'a jamais eu l'hypocrisie, malgré les critiques qui lui ont été faites, de cacher le plaisir que lui apporte une cigarette.

CAMILLE OLSEN.

ITALIE : tous les partis en présence sont à la recherche d'une nouvelle « formule » d'alliance gouvernementale

ROME
de notre correspondant

M. Bettino Craxi, « le meilleur animal politique de ce pays », selon Eugenio Scalfari, son ennemi intime, directeur du journal *La Repubblica*, semble au mieux de sa forme, alors que s'approchent les élections législatives. Il a participé, de même que les dirigeants des principaux autres partis politiques, à une série de rencontres avec la presse organisée par le quotidien romain, dont il ressort que personne, à la veille de cette consultation, ne semble avoir de vision précise du type de gouvernement qui pourrait sortir des urnes les 14 et 15 juin.

Il faudra pourtant bien trouver une solution au lendemain des élections. M. Craxi a en tête le modèle d'un François Mitterrand, renversant le rapport des forces entre socialistes et communistes, même si, en Italie, le PCI recueille 30 % des suffrages, contre 11,5 % au PSI. M. Craxi a en la subtilité d'appeler ses concubines qui ne seraient pas séduites par le PSI à voter pour un des partis dits « laïques », afin de renforcer la « troisième position », aujourd'hui bien à l'écart entre une DC, de nouveau à l'attaque, et un énorme PCI, bien décidé à ne pas camper éternellement dans l'opposition.

Et si, décidément, aucune indication claire ne devait sortir des urnes ? Eh bien, il faudrait imaginer « une solution pour gagner le temps nécessaire afin que se rétablissent les rapports entre les partis ». Mais, de toute façon, une solution il y en aura une : « Vous imaginez les parlementaires transportant encore à leurs bancs le 15 août ? »

M. Alessandro Natta, secrétaire du Parti communiste, fait penser à un des lutins de Blanche-Neige. « Prof » très précisément, dont il a la taille modeste, le côté un peu sentencieux ! On le dit vieillissant et au bord d'une retraite destinée à mettre en selle son dauphin, M. Achille Occhetto. Mais la passion de la politique le tient toujours.

Le PCI serait-il prêt à renouer avec la formule du « compromis historique », dont Enrico Berlinguer fut le théoricien dans les années 60 et qui fonctionna de 1976 à 1979 avec le démocrate-chrétien Andreotti à la présidence du conseil ?

« Trois congrès communistes ont depuis lors redit notre préférence pour une alternative démocratique », non pas une répétition du Front populaire PCI-PSI de 1948, dont la défaite a installé la DC au pouvoir pour les quatre décennies suivantes, mais une « coalition des forces réformatrices », dépassant le cadre des partis et incluant aussi bien des « laïques » que des « catholiques », dit M. Natta.

La balance blanche

Le PCI, pourtant, serait-il prêt à faire un bout de chemin avec la DC, en vue de réformer les institutions de la République, qui semblent peser comme un poids de blocage et à propos desquelles on évoque tant la IV^e République française, tant celle de Weimar ou la période « pré-fasciste » ? « Rien ne peut se faire en ce domaine sans le PCI, sans la DC ou sans le PSI », répond M. Natta. Mais il est certain que si la proposition socialiste d'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ni celle de la DC qui veut accorder une « prime » en sièges aux partis ayant indiqué leurs futures alliances de gouvernement se convertissent au PCI, le parti n'a officiellement rien qu'une seule hypothèse de réforme : la suppression d'un des deux Chambres — en grand dam de tous les autres partis.

M. De Mita, secrétaire de la démocratie chrétienne, n'est, quant à lui, d'accord que sur un seul point : « Oui, la DC et le PCI sont alternatifs. » Autrement dit : on ne les verra jamais dans la même coalition gouvernementale. Il a répété cela, sur tous les tons depuis l'ouverture de la campagne. Mais rien n'y fait : beaucoup d'Italiens ne parviennent pas à écarter totalement cette éventualité.

Pour le reste, M. De Mita joue à merveille son rôle d'homme public

mal aimé par les médias, mais, beaucoup pour son parti, suivi par un tiers de l'électorat. Il fut un jour caractérisé par le président de la Fiat, M. Agnelli, comme « un intellectuel de la grande Grèce », et est de tous les leaders politiques italiens le plus mal à l'aise devant les journalistes. Il ne parvient à répondre directement et simplement à aucune question. Sans doute est-il plus à l'aise dans sa région, en Midi ou en Toscane, dont il est issu, où les faits, les services rendus, comptent plus que les promesses électorales. M. De Mita est ainsi à l'image de son parti, qu'on a surnommé « la balance blanche » : faconde, d'apparence inutile, pour qui ne connaît pas les choses de la mer, mais tellement à l'aise dans son élément, où nul ne peut alors lui tenir tête.

M. Giovanni Spadolini, secrétaire du Parti républicain, est-il vraiment le quatuorzième « grand » de cette compétition ? Avec 5,1 % des voix en 1983, il paraît difficile de le penser. Lui, pourtant, en est convaincu et affirme que son parti est « le fleau de la balance ». On a vu M. Spadolini se dépenser beaucoup ces dernières années, dès qu'une difficulté surgissait dans la coalition à cinq, pour « récupérer les raisons de l'alliance », comme il dit. Cela lui a réussi, puisqu'il fit, dix-huit mois durant, en 1981-1982, président du conseil, alors que le PRI n'avait que seize députés sur six cent trente. Et il ne dément pas être un candidat possible, voire le seul possible, pour diriger, après le 15 juin, un éventuel cabinet « de passage », le temps que les impasses échangées durant la campagne entre les partisans de la gauche soient un peu effacées.

JEAN-PIERRE CLERC.

« Coup de fil antiterroriste. — Une opération policière à travers l'Italie a permis l'arrestation d'un membre présumé des Brigades rouges, et-on après le jeudi 4 juin, de sources policières. Par ailleurs, la police a annoncé l'arrestation à Rome, le même jour, d'un membre présumé des Brigades rouges, Stefano Caracciolo Sebregondi, à des soupçons d'avoir en provenance du Brésil. Enfin, la police a indiqué que l'Union des communistes combattants (UCC), dont cinq membres présumés ont été arrêtés le 28 mai, préparait des attentats contre plusieurs hauts fonctionnaires italiens, parmi lesquels Renato Ruggiero, directeur du ministère des affaires étrangères et personnage-clé dans l'organisation du prochain sommet de Venise. — (Reuters.)

130 CV

Plus vite, moins cher !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

DANEMARK

Echec à l'antitabagisme

COPENHAGUE
de notre correspondant

Les croisés de la lutte antitabac ont subi à Copenhague une défaite cuisante qui restera inscrite dans les annales de la vieille Europe. Par 81 voix contre 67 et 31 abstentions, le Folketing (la Chambre unique danoise) a rejeté un projet de loi visant à imposer une interdiction totale de fumer dans tous les lieux publics, des tribunaux aux cantines, des vestiaires aux transports en commun.

Les partisans de ce texte s'imaginaient pourtant qu'il passerait comme une lettre à la poste... Voici des années que, avec le soutien efficace de la presse, ils faisaient campagne dans ce sens. En mai 1986, une majorité de l'Assemblée n'avait-elle pas chargé le gouvernement de préparer cette importante

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 45.95.72 F
Tél. MONDIPAR 45.23.96-91
TEL : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Autres directeurs :
Hubert Bourvois (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lévy (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bourvois, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sala

ABONNEMENTS
BP 587 09
75421 PARIS CEDEX 09
TEL : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 288 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGERS (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse obligatoire en prévoyant un délai de deux semaines avant l'envoi de la nouvelle adresse. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapis LEMONDE

Inclus
de 10 à 15
7,5 de bande
PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2637

Le Monde (USPS 785-910) is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde
of the Americas, 46-48 28th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde of the Americas, U.S.A.,
P.O. Box 46-48 28th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Diplomatie

Le débat sur le désarmement

La procédure d'une négociation sur la réduction en Europe des forces conventionnelles oppose Paris et Washington

Le chancelier Kohl a officiellement entériné jeudi 4 juin l'acceptation par la RFA de l'option double zéro de démantèlement en Europe de tous les missiles nucléaires intermédiaires américains et soviétiques, tout en formulant d'importantes réserves sur ce sujet.

« Il ne pouvait être question pour la RFA, particulièrement exposée géographiquement, d'accepter sans conditions la proposition soviétique sur le désarmement des missiles intermédiaires de courte portée (500 à 1000 kilomètres) », a dit le chancelier.

« Il n'existe pas dans un avenir prévisible d'alternative à la riposte graduée de l'OTAN, et la RFA ne peut partager les efforts en vue de l'élimination totale des armes nucléaires en Europe. » M. Kohl a ajouté que, pour les Allemands, « l'inquiétude provoquée par le déséquilibre en faveur des pays du pacte de Varsovie, dans le domaine des systèmes d'une portée inférieure à 500 kilomètres, ne peut que croître avec l'élimination » des SRINF (de 500 à 1000 kilomètres). Affirmant ne pas vouloir

« accepter longtemps un tel état de choses », le chancelier a insisté sur la nécessité de l'élargissement du processus de désarmement à tous les types d'armes.

M. Kohl a réaffirmé son opposition à l'inclusion dans la future négociation des soixante-douze missiles Pershing-1A de l'armée de l'air ouest-allemande, dont les charges nucléaires appartiennent à l'armée américaine. Toujours selon lui, une convention sur une interdiction mondiale des armes chimiques doit être « passée le plus vite possible ». — (AFP).

BRUXELLES
de notre correspondant

Il y a une belle lettre que les Etats-Unis et la France ne s'étaient pas opposés avec une telle vivacité au sein de l'alliance atlantique. Les deux pays sont en effet en plein désaccord à propos des conditions dans lesquelles pourraient être engagés des négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. A trente-cinq dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), comme le préconisent les Français ? Ou bien seulement à vingt-trois, c'est-à-dire en limitant les invitations aux seuls membres de l'alliance atlantique et aux sept pays du pacte de Varsovie, comme le veulent les Américains ?

Le dernier projet de mandat proposé voici deux semaines par Paris pour cette nouvelle conférence de désarmement n'a pas plu à Washington davantage que les précédents. Le débat entre les deux parties, auquel assistent, médiateurs, les autres partenaires de l'alliance, vit à l'aigre-doux. Sauf accord à l'extrême au niveau des experts, le dossier devrait être abordé par les ministres des affaires étrangères de l'alliance lors de leur session de printemps, les 11 et 12 juin à Reykjavik.

L'adoption d'une position commune concernant l'option double zéro n'étant plus, sans surprise après

le feu vert de Bonn, qu'un problème de formulation, cette affaire pourrait même occuper la première place dans les conversations des ministres.

Personne ne conteste, au siège de l'OTAN, à Bruxelles, qu'il s'agit du plus mauvais effet que les seize membres de l'alliance, qui insistent auprès des Soviétiques sur la nécessité de parvenir à un meilleur équilibre des forces classiques, se montrent incapables d'adopter une position commune sur la manière dont le problème devrait être traité.

Le point de départ remonte au printemps dernier, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance à Halifax : les seize s'étaient alors prononcés en faveur d'une nouvelle négociation qui concernerait l'ensemble des forces conventionnelles stationnées sur le territoire européen « de l'Atlantique à l'Oural », à laquelle participeraient les Français.

On programmait là un exercice sensiblement plus ambitieux que la négociation sur les MBFR, qui cherche depuis treize ans, sans succès, à parvenir à une réduction équilibrée des forces en Europe centrale, et à laquelle la France a toujours refusé de s'associer.

Les Etats-Unis voudraient que cet exercice soit complètement détaché du processus d'Helsinki. Une telle négociation, expliquent-ils, doit être limitée aux pays qui sont directement intéressés, à savoir les vingt-

trois pays de l'OTAN ou du pacte de Varsovie, sans que les neutres et les non-alignés, qui participent à la CSCE mais dont ce n'est pas l'affaire, puissent avoir leur mot à dire.

« L'état de rage »

Les Français tiennent compte de ces arguments, mais ils insistent pour que la négociation demeure « chapeautée » par la CSCE. Dans leur esprit, le mandat devrait être approuvé par les Trente-Cinq, mais on donnerait à Washington la garantie que, sur la substance, le dossier serait traité à vingt-trois, quitte à ce que rapport soit fait périodiquement aux Trente-Cinq. Les Soviétiques, expliquent-ils, sont intéressés par les problèmes militaires. Si ceux-ci sont traités dans le cadre de la CSCE, l'Occident gardera un moyen de pression pour inciter Moscou à assouplir sa position sur les droits de l'homme ou sur la coopération économique. Ce levier disparaîtrait si les problèmes de sécurité, ou du moins les plus importants d'entre eux, étaient détachés de la CSCE. Les Français soulignent surtout qu'il doit s'agir d'une négociation entre Etats où chacun a son mot à dire, et non pas d'une négociation de bloc à bloc, dont ils craignent qu'elle soit strictement prise en main par les Américains et par les Soviétiques.

« C'est un débat idéologique. Pour des raisons quasi historiques, des réticences des démocrates entre le général de Gaulle et l'OTAN, les Français se trouvent mal à l'aise dans un contexte de bloc à bloc », commente un diplomate belge, qui ajoute que, de leur côté, « les Américains exagèrent ». Déplorant « l'état de rage » qui a atteint les deux principaux protagonistes, il observe que « les quatorze autres pays de l'alliance pourraient facilement se mettre d'accord sur une formule raisonnable ».

Car il y a urgence. Au cours des consultations entre alliés sur l'élaboration des euro-missiles, les Européens ont dit et répété qu'un accord américano-soviétique devrait être suivi de pourparlers visant à réduire le déséquilibre qui affecte les forces conventionnelles au profit du pacte de Varsovie. « Il n'y a pas de liens organiques entre ces deux négociations », celle sur les euro-missiles et celle sur les forces conventionnelles, « mais elles font partie d'un tableau politique d'ensemble », observe un diplomate français.

Pour nous, le cadre de la CSCE constitue un must », affirme notre interlocuteur français. Déjà, certains prétextes aux Américains l'intention d'élargir le cadre géographique des MBFR et de négocier sans la France... Décidément, les pays de l'alliance éprouvent les plus grandes difficultés à s'entendre sur une stratégie de désarmement.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Au Sénat, M. Lecanuet juge la position de la France « fragile »

Le Sénat a consacré sa séance du jeudi 4 juin à un débat de politique étrangère que M. Jacques Chirac s'était engagé à tenir au début de la session parlementaire de printemps. La formule retenue — discussion à partir de questions orales — réservait in fine les discours de MM. Jean-Bernard Raimond, Bernard Bosson et Didier Bariani, respectivement ministre des affaires étrangères, ministre délégué chargé des affaires européennes et secrétaire d'Etat. Comme l'a fait remarquer M. Maurice Couve de Murville (RPR, Paris), il aurait été préférable que le gouvernement expose en préalable sa politique, puis que les orateurs en discutent.

La grande majorité de la quinzaine d'intervenants qui se sont succédés à la tribune ont consacré leurs propos aux négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires en Europe et, en conséquence, aux questions de défense de l'Europe.

Comme il l'avait fait lors de l'examen de la loi de programmation militaire, il y a quelques semaines, M. Jean Lecanuet (Un. centr., Seine-Maritime), président de la commission des affaires étrangères et de la défense, a mis l'accent sur le « piège » que constituent à ses yeux les initiatives de M. Gorbatchev.

La crainte d'une dérive allemande

Qu'il y ait en ce domaine « reculé », les Etats-Unis, le président de l'UDF n'en disconvient guère, mais, dit-il, les Européens « ne sont pas sans reproche puisqu'ils éprouvent beaucoup de difficultés à élaborer une position commune ». Ces difficultés ne peuvent, ajoute-t-il, que susciter la satisfaction du numéro un soviétique : des progrès sont accomplis « vers les objectifs inlassablement poursuivis par l'Union soviétique, à savoir la dénucléarisation de l'Europe, le découplage de l'Europe des Etats-Unis et la séparation de l'Allemagne de l'Europe occidentale ». Dans ce contexte, l'ancien ministre juge la position de la France « fragile », dans la mesure où elle ne dit pas que sa défense « commence sur l'Elbe ».

Aussi invite-t-il le gouvernement à « balayer les derniers tabous qui le paralysent » en participant pleinement aux travaux de l'alliance, en prenant sa place au comité des plans de l'OTAN, « ce qui n'implique,

nuance-t-il, aucun retour à l'intégration militaire ». Sa conclusion n'offre comme perspective que la dislocation de l'Europe si elle ne se dote pas d'une défense commune.

Pour M. Pierre-Christien Taittinger (RI, Paris), il est grand temps de se débarrasser de l'héritage de Yalta et de faire comprendre aux Soviétiques que les Européens sont « désormais responsables dans la recherche de leur sécurité ». Cela passe, explique ensuite M. Couve de Murville, par un accord franco-allemand. Sur ce thème, M. Jacques Genton (Un. cent., Cher) apporte une note de pessimisme en observant que l'Allemagne donne l'impression de vouloir se désengager, « comme si l'opinion outre-Rhin croyait davantage à la grande Allemagne qu'à l'Europe ». Ce sentiment, M. André Bettencourt (RI, Seine-Maritime) le traduit par la formule : « Dans ce pays, le pacifisme ne s'habille plus seulement de vert ». Il faut, poursuit-il, si les Pershing s'en vont, se rendre compte que « la nécessité s'imposera tôt ou tard de resanctuariser l'Allemagne par d'autres moyens ».

De tels propos ne font que conforter la démonstration des communistes, dont le porte-parole, M. Jean Garcia (Seine-Saint-Denis), souligne le poids du pacifisme en Allemagne, qui conduit le chancelier allemand à accepter l'option double zéro. M. Raimond relativise la discussion en faisant remarquer qu'« en regard des douze mille têtes stratégiques démantelées actuellement de chaque côté, les quelque six cents missiles qui se trouveraient affectés, en Europe, par un accord sur les Forces nucléaires intermédiaires ne constituent que les préliminaires du désarmement nucléaire et non son objet principal ». Selon lui, ce sont « le rapprochement de politiques et la mise en œuvre effective en 1992 du marché unique qui devraient favoriser, à terme, une harmonisation des conceptions en matière de sécurité ».

A. Ch.

La préparation du sommet de Venise

Un entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

« Vous dites qu'un sommet est réuni ? Il y a un objectif précis. Quel devrait être l'objectif précis de Venise ? »

« Les chefs d'Etat et de gouvernement devraient essayer de répondre aux inquiétudes monétaires et économiques qui se développent. Ou bien ils se contentent de dire les généralités déjà proférées à de nombreuses reprises, et l'impact du sommet sera faible. Ou bien ils prouvent qu'ils ont la volonté politique de prendre les problèmes au corps à corps. »

« Comment voyez-vous ces problèmes ? »

« Ils sont quatre : le déficit budgétaire américain, le fort excédent des échanges extérieurs des pays occidentaux, essentiellement le Japon, et, dans une certaine mesure, l'Allemagne fédérale ; la crainte que le retour vers l'équilibre ait un effet dépressif sur la conjoncture internationale ; et le blocage de la pensée et de l'action sur le problème de l'endettement du tiers monde. »

« Sur ces sujets, on peut redire les banalités habituelles ou on peut essayer d'aller vers un système de décisions. Quelles seraient ces décisions ? Avant d'aborder le problème japonais, il faut traiter le problème américain, qui est la cause centrale des déséquilibres actuels et exerce une très forte pression sur le président Reagan pour qu'il donne une indication chiffrée sur le montant des nouvelles ressources fiscales qui permettraient de réduire le déficit budgétaire des Etats-Unis et sur sa volonté de les proposer au Congrès. »

« Les pressions causées par un solde commercial de l'ordre de 90 milliards de dollars seront telles que, de toute façon, des mesures protectionnistes seront prises aux Etats-Unis, et par la Communauté européenne. Le Japon a annoncé une série de mesures dont l'ordre de grandeur est de 42 milliards de dollars. Mais elles portent sur une période de plusieurs années. Leur mise en œuvre est vague, et certaines de ces décisions avaient déjà été prises. Il faut donc demander au premier ministre Nakasone de dire précisément quelle sera l'ampleur des mesures

mises en œuvre en 1987 et en 1988. Il faut obtenir des engagements précis, car il est vraisemblable que les chiffres actuellement envisagés par les autorités japonaises ne sont pas suffisamment importants. »

« Vient ensuite le problème des taux de croissance. On ne peut et on ne doit le poser que s'il y a une action efficace sur les deux premiers points. Car la nouveauté de la conjoncture, c'est qu'après la forte baisse des taux apparents d'inflation en 1986, due à la baisse du prix du pétrole, on revient à des taux un peu supérieurs, de l'ordre de 3,5 % à 4 %. On ne peut donc demander des politiques expansionnistes que s'il existe des engagements précis de réduction du déficit budgétaire américain et du surplus commercial japonais. A ce moment-là, en effet, on peut insister pour qu'interviennent certaines actions de stimulation de la demande en Allemagne fédérale et au Japon. »

La dette

« Le quatrième sujet, c'est la dette. Il s'est passé deux choses très importantes cette année : la première est la reconnaissance, par le système bancaire américain, du fait que, vraisemblablement, le recouvrement d'une partie des créances ne pourra s'opérer. Deuxièmement, c'est la prise de conscience de la communauté gouvernementale internationale qu'il ne s'agit pas d'effectuer des ajustements temporaires mais de maîtriser une situation politique, dans laquelle il est irréaliste de demander à un certain nombre de pays en voie de développement de respecter leurs échéances. C'est là qu'il faut prendre en compte, en partie, les initiatives japonaises, puisque, à côté du programme budgétaire de 42 milliards de dollars, il existe un autre programme qui prévoit une tranche d'aide extérieure. Les prêts nouveaux ne doivent pas être de simples opérations de crédit, mais des prêts d'investissement, c'est-à-dire qu'il y aura injection de capital dans l'économie des pays bénéficiaires. Il faut qu'il y ait transfert continu d'épargne en direction des pays en voie de développement. Pour cela, il faut analyser de beaucoup plus près la situation de ces pays. Vous savez, par exemple, que les trois pays les plus grands emprunteurs ne sont pas parmi les plus pauvres, puisque ce sont le Mexique, le Brésil et l'Argentine. Il existe des pays beaucoup plus pauvres, notamment les pays africains. Il faut les traiter autrement. Je crois que les prêts gouvernementaux aux pays les plus pauvres doivent faire l'objet, pour certains, d'une convention en aide,

et pour d'autres d'allongement de leur durée à des taux réduits. Pour les autres, il faut passer d'un investissement de crédit à une optique d'investissement. »

« Vous croyez vraiment que ces quatre points vont être traités à Venise ? »

« Ils peuvent l'être, et c'est là que la volonté politique sera décisive. Prenons le déficit budgétaire américain. Une première chose est de dire au président des Etats-Unis : « Vous avez encore un an et demi d'exercice du pouvoir, êtes-vous décidé à prendre les mesures permettant de ramener d'ici à un an le déficit budgétaire à un niveau compatible avec l'équilibre international ? » Si oui, dit-le nous. Si vous ne voulez pas le faire, ce n'est pas la peine de dire dans le communiqué qu'on le fera. L'affaire japonaise est du même ordre : « Si vous voulez revenir en deux ans à un niveau de solde commercial supportable par la communauté internationale, alors, parlez-en. Nous allons rechercher un calendrier ensemble. » Il est essentiel d'aller jusque-là. C'est l'objet même de ces sommets, et les circonstances de l'économie mondiale le justifient amplement. »

« Donc, pour vous, le résultat d'un sommet ne devrait pas être prévisible ? »

« Il doit résulter des discussions. Je suis tout à fait hostile à la réduction des avant-projets de décision. Mais je reviens aux Allemands, et à la politique expansionniste. »

« S'il n'y a pas d'expression de volonté claire de la part des Etats-Unis et du Japon, on ne voit pas pourquoi on exerceait une pression forte sur les Allemands pour qu'ils

soient la croissance de leur économie. C'est pourquoi il paraît important que la France manifeste à Venise sa solidarité avec l'Allemagne fédérale. Dans la période récente, on a en l'impression que lors des sommets, le front européen se dilatait, et que chacun cherchait ses intérêts nationaux. Or nous vivons en solidarité étroite avec les Allemands, nous avons un système monétaire commun et bientôt, j'espère, une politique monétaire commune. Je souhaite que la France montre qu'elle est consciente des enjeux pour l'Allemagne fédérale. S'il apparaît des avancées significatives dans la voie de la réduction des grands déséquilibres, la France doit chercher avec les Allemands la contribution qu'ils peuvent alors apporter. S'il n'y a pas ces avancées, que la France ne donne pas l'impression de faire pression sur les pays qui ont discipliné leur économie la responsabilité de compenser les écarts de ces autres. »

« Enfin, une dernière idée. Si le sommet aboutit à des orientations quantifiées, à des objectifs chiffrés, au moins comme ordre de grandeur, il serait bon de prévoir un certain suivi. Une des raisons qui donne cet aspect d'inefficacité, de fugacité, à ces sommets, c'est que le surlendemain, il ne se passe plus rien. C'est terminé, les feux de la rampe sont éteints, et tout le monde est reparté chez soi. Que peut-on imaginer ? De confier à quelqu'un ou à quelques-uns, le soin de procéder, d'ici à la fin de l'année, à un examen de ce qui a été réellement entrepris, et, si nécessaire d'en faire le rapport au prochain sommet. »

Propos recueillis par JACQUES ALMARIC.

La visite du ministre argentin des relations extérieures M. Mitterrand se rendra à Buenos-Aires au mois d'octobre


Le président François Mitterrand se rendra en visite officielle en Argentine au mois d'octobre, a indiqué, jeudi 4 juin, le ministre argentin des relations extérieures et du culte, M. Dante Caputo, qui terminait lui-même une visite officielle de deux jours à Paris. Au terme d'une conversation d'une heure avec le chef de l'Etat français, M. Caputo a tenu à rendre hommage à la « solidarité active » de M. Mitterrand à l'égard de la démocratie argentine au moment de la tentative de putsch militaire de la semaine sainte.

M. Caputo a clos, par ailleurs, avec son homologue français M. Jean-Bernard Raimond, la session de la commission générale

franco-argentine. De source officielle argentine, on indique que les deux pays sont convenus, pour la coopération économique, de mettre davantage l'accent sur le secteur privé. La France a aussi pris bonne note du souhait de l'Argentine pour qu'une ligne de crédit soit ouverte en faveur du rééquipement des petites et moyennes entreprises. A la veille du sommet des pays industrialisés de Venise, M. Caputo a aussi exprimé l'espoir que les Sept « prendront en considération » les préoccupations des pays d'Amérique latine concernant « leur endettement et l'augmentation des taux d'intérêt ». — (AFP).

GRAND PRIX LITTÉRAIRE
DES LECTRICES DE
ELLE

Jack-Alain
LÉGER



Wanderweg
roman
552 pages - 100 F

GALLIMARD *nrf*

Proche-Orient

Pour la première fois depuis vingt ans

Un Palestinien partisan de l'OLP veut présenter une liste aux élections municipales de 1988 à Jérusalem

Jérusalem
de notre correspondant

A la veille du vingtième anniversaire de la guerre de six jours, vendredi 5 juin, M. Hanna Siniora, rédacteur en chef du quotidien arabe de Jérusalem-Est *Al Fajr*, et partisan déclaré de l'OLP, a créé la sensation en annonçant son intention de se présenter à la tête d'une liste palestinienne aux prochaines élections municipales en novembre 1988.

Cette décision, si elle est suivie d'effet, marquera un tournant majeur dans l'attitude des « Palestiniens de l'intérieur » envers l'Etat juif. Car c'est la première fois en vingt ans d'occupation qu'un dirigeant des territoires, fidèle à l'OLP, propose à son peuple, non sans courage, de participer au système politi-

que israélien et d'utiliser à son profit les institutions en place.

Jusqu'à présent, les Palestiniens de l'intérieur préconisaient, conformément à la ligne de l'OLP, soit « la lutte armée » dans les territoires, soit un processus diplomatique avec la participation des grandes puissances, des Etats arabes et de l'OLP.

A Jérusalem, cette attitude de « non-collaboration » les avait conduits à boycotter le conseil municipal afin de ne pas cautionner l'annexion de la ville, proclamée par Israël « capitale éternelle ».

Lors des dernières élections, en novembre 1983, 15 % des soixante-huit mille électeurs arabes de Jérusalem avaient néanmoins choisi de participer au vote et de soutenir en grande majorité le maire sortant,

M. Teddy Kollek, qu'ils contribuèrent à réélire.

Résident de Jérusalem connu pour son pragmatisme et animateur du plus influent journal arabe de la ville, M. Siniora redoute par-dessus tout les effets néfastes de l'immobilisme. « Le processus diplomatique est en panne et le restera sans doute longtemps », explique-t-il.

Localement, nous devons montrer aux Israéliens que nous pouvons influencer ce processus. M. Siniora se défend d'avaliser l'occupation israélienne de Jérusalem : « Je souhaite que la ville reste unifiée sous une double souveraineté, qu'elle devienne à la fois la capitale d'Israël et d'un futur Etat Palestinien ».

A Jérusalem, un peu moins d'un habitant sur trois est arabe. Selon M. Siniora, une liste palestinienne

pourrait obtenir sept sièges au conseil municipal et y jouer un rôle pivot semblable à celui des partis religieux au Parlement israélien.

De manière très significative, la décision de M. Siniora a été favorablement accueillie par les « modérés », qu'ils soient Palestiniens ou Israéliens, et rejeté par les extrémistes. Pour M. Kollek, comme pour M. Elias Freij, maire de Bethléem, c'est une initiative « positive ».

C'est aussi l'avis de plusieurs députés travaillistes, du Likoud et du centre-gauche. En revanche, les communistes israéliens et l'extrême droite se rejoignent dans leur condamnation. Pour les premiers, M. Siniora est « un vendu », pour les seconds, « un emissaire de l'OLP ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

EGYPTE

Onze blessés lors d'un attentat contre un journaliste

LE CAIRE
de notre correspondant

Un attentat contre le rédacteur en chef de l'hebdomadaire officieux *Al Mousawwar*, M. Makram Mohamed Ahmad, mercredi 3 juin, peu avant minuit, a fait onze blessés légers, selon des sources hospitalières au Caire. Outre M. Mohammad Ahmad, légèrement touché à la main, trois ouvriers ont été superficiellement atteints après avoir tenté d'empêcher la fuite des agresseurs, tandis que sept étudiants qui dînaient à la terrasse d'un restaurant ont, eux aussi, été blessés par les balles perdues. L'attentat a eu lieu à Bal-el-Louk, au centre du Caire, une place qui reste animée à toute heure du jour et de la nuit ; les

agresseurs, au nombre indéterminé, ont ouvert le feu sur le journaliste avec un fusil automatique.

M. Mokram Mohamed Ahmad a estimé que l'attentat pourrait être l'œuvre de maximalistes musulmans. Le journaliste, considéré comme un proche du président Mubarak, a précisé que l'attentat pourrait être lié à la série d'éditorialistes anti-islamistes qu'il a publiés à la suite de la tentative d'assassinat de l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Hassan Abou Bacha, début mai.

M. Ahmad est la troisième victime d'une vague d'attentats au Caire, qui, en moins d'un mois, ont visé, outre le général Abou Bacha, des diplomates américains et Israéliens.

ALEXANDRE BUCCIANI

LIBAN

Démission du président du Parlement

Le président du Parlement libanais, M. Hussein Hussein, a annoncé, le vendredi 5 juin, sa démission. Il l'a fait au cours d'une conférence de presse improvisée dans sa résidence de Beyrouth-Ouest (secteur musulman), sans expliquer les raisons de sa décision. Celui-ci intervient cinq jours après l'attentat qui a coûté la vie au premier ministre Rachid Karumé.

Chinois, ancien secrétaire général du mouvement Amal, M. Hussein (46 ans), est député depuis 1972 et avait été élu à la présidence du Parlement le 16 octobre 1984. Cette fonction revient traditionnellement à un chrétien. — (AFP, Renter.)

Le colonel Kadhafi invite le président Waldheim

Le chef de la Révolution libyenne, le colonel Mouammar Kadhafi, a adressé au président de la République autrichienne, M. Kurt Waldheim, une invitation officielle à se rendre en Libye, à savoir, jeudi 4 juin, l'agence de presse libyenne. Cette invitation a été envoyée dans le cadre de la consolidation des relations cordiales entre les deux pays et a été transmise par « voie diplomatique », a précisé l'agence officielle libyenne.

Elle intervient après la tentative d'assassinat à Vienne, le 20 mai dernier, contre l'ancien ambassadeur libyen en Autriche, M. Ezzedin Al Ghadimi ; la police autrichienne avait mis en cause la Libye. Cette invitation, enfin, est formulée alors que Washington a placé le président Waldheim sur la liste des « personnes indésirables » aux Etats-Unis, en raison de ses activités dans la Wehrmacht pendant la seconde guerre mondiale.

QUI VEUT « COULER » L'IMA ?

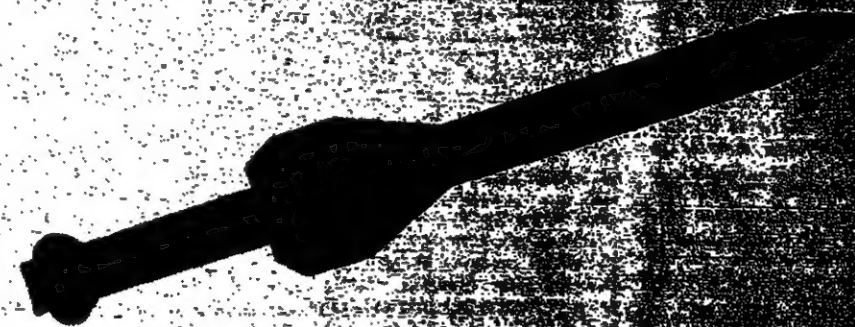
L'Institut du Monde arabe vient d'être inauguré en grande pompe, sur les bords de Seine. Mais le nouveau-né est l'objet de nombreuses convoitises.

Une enquête publiée dans le numéro de juin d'ARABIES, en kiosques et en librairies. 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46-22-34-14.

الحوار AL HIWAR

— le magazine international des Arabes, dans les kiosques à partir du 8 juin.
— Au sommaire du n° 1, un dossier spécial à l'occasion du vingtième anniversaire de la guerre de six jours.
— Un document inédit : les révélations explosives de l'ex-chef d'état-major de l'armée égyptienne, le général Chazal.

Pour tout renseignement, écrire à :
DAR AL HIWAR,
28, rue Saint-Augustin
75002 Paris



aerospatiale

L'Exocet, tout le monde connaît !
C'est Aerospatiale.

Il y en a plus de 2 000 qui veillent
à bord des navires de combat occidentaux :
de quoi faire réfléchir les gens d'en face !

Le redoutable anti-char Milan, c'est aussi
Aerospatiale. Tout comme le Roland,
choisi par l'armée américaine pour
défendre ses bases en R.F.A.

Les missiles tactiques, les missiles stratégiques
du plateau d'Albion et des sous-marins
nucléaires : c'est toujours Aerospatiale.

En fait, c'est simple :
toutes les armes qui font la force de
notre dissuasion sont signées Aerospatiale.

Et si la France est en paix,
c'est un peu grâce à nous !



aerospatiale

Asie

SRI-LANKA : regain de tension avec New-Delhi

L'aviation indienne a largué 25 tonnes de vivres et de médicaments sur la péninsule de Jaffna

NEW-DELHI
de notre correspondant

« Un acte de lâcheté. La pire forme de pollution. La décision indienne de parachuter jeudi, au-dessus du bastion tamoul de Jaffna, 25 tonnes de vivres et de médicaments, a provoqué la fureur de M. R. Premadasa, premier ministre srilankais. Une note de « protestation ouverte » a été remise aux autorités indiennes, dénonçant avec fermeté « cette violation pure et simple de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale. (...) Cette action unilatérale constitue une atteinte à notre indépendance et une violation des principes du droit international. L'Inde portera la responsabilité des conséquences de son acte ».

Colombo a réclamé une réunion d'urgence des pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) (1). Il n'est pas exclu que l'affaire soit portée devant l'Assemblée générale des Nations unies et le Mouvement des non-alignés dont les deux pays sont membres. Le secrétaire général de l'ONU est tenu informé par les ambassadeurs indiens et srilankais de la situation. M. Perez de Cuellar a demandé aux deux parties de « faire preuve du maximum de retenue ». M. Rajiv Gandhi, de son côté, a fait part de son intention d'écrire, vendredi, à un certain nombre de dirigeants étrangers pour expliquer son action.

Jeddi, à New-Delhi, M. Natwar Singh, numéro deux de la diplomatie indienne, avait reçu, tout à tour, des représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Les diplomates des autres pays membres du Conseil de sécurité, ainsi que les ambassadeurs des pays de la SAARC, ont également été informés par les Indiens.

New-Delhi a, en substance, expliqué que la réaction srilankaise à la « croisière humanitaire » de la veille ne lui laissait pas d'autre choix : « L'Inde ne peut pas rester impassible face aux souffrances infligées aux Tamouls de Sri-Lanka ».

Comme on pouvait l'imaginer après le fiasco maritime de la veille et l'humiliation infligée à

l'Inde, dénoncée par les journaux, l'opération Miséricorde fait presque l'unanimité dans la capitale indienne. « Enfin une vraie politique ! », se félicitent les editorialistes, deux ou trois seulement se permettant de souligner que tout cela « peut devenir dangereux ». Pris à leur propre jeu, les partis d'opposition à M. Gandhi, qui avaient tendance ces derniers temps à se livrer à la surenchère à l'égard de la « cause tamoule », n'ont eu d'autre choix que d'applaudir l'opération à deux mains. Le premier ministre les a habilement réunis jeudi soir et a communiqué communément l'action du gouvernement a été publiée.

A Colombo, l'euphorie de jeudi matin — « L'Inde a reculé ! », titraient les journaux pro-gouvernementaux — a fait place à la consternation et à la fureur. Une manifestation non violente a défilé jeudi soir devant l'ambassade indienne. Des slogans anti-indiens ont été criés et des graffitis sont apparus sur quelques murs de la capitale. « Il faut tuer tous les Indiens », disait l'un d'eux. A titre de précaution, le personnel de l'ambassade, les hommes d'affaires et les journalistes indiens présents à Colombo ont abandonné temporairement leurs résidences pour s'installer, avec leurs familles, dans les hôtels internationaux gardés jour et nuit par la police. « Nous nous tenons pour responsables de la sécurité de nos citoyens », a fait savoir New-Delhi aux autorités srilankaises.

Signifiée « trente-cinq minutes avant », selon Colombo, au gouvernement srilankais, l'opération Miséricorde a, semble-t-il, atteint son objectif de politique intérieure indienne.

P.C.

(1) Dominée par le poids de l'Inde — supérieure aux six autres réunis — la SAARC comprend, outre le Sri-Lanka, le Pakistan, les Maldives, le Népal, le Bhoutan et le Bangladesh.

Sous la protection de Mirage-2000

L'opération « Miséricorde »

PÉNINSULE DE JAFFNA
(à bord d'un Antonov-32
de l'armée de l'air indienne)
De notre envoyé spécial

« Attention, ici formation algie, mission Miséricorde en provenance de l'Inde. Nous approchons avec un chargement de vivres à destination des malheureuses populations de Jaffna. Me recevez-vous ? Je répète, me recevez-vous ? » Rien à faire. Le message aura beau être répété sur plusieurs fréquences radio tout au long du vol, les Sri-Lankais ne donneront pas signe de vie. Ils protesteront, plus tard, fermement et dans les formes appropriées.

Les cinq Antonov-32, appareils de transport de fabrication soviétique, ont décollé de Bangalore, capitale du Karnataka, à 18 h 55, jeudi 4 juin. Vingt minutes plus tard, le Boeing-737 qui ramenait à Delhi les cent journalistes témoins du fiasco maritime de la veille dans le détroit de Palk, avait été détourné de sa destination initiale. « Un briefing important vous attend à Bangalore, avait dit le pilote. Je n'en sais pas plus ».

Aux bas de la passerelle, une trentaine d'officiers de l'armée de l'air faisaient le pied de grue. Un peu plus loin, carlingues métalliques chauffées à blanc sous le soleil, les cinq Antonov attendaient. On y a vu tout d'abord, trente-six journalistes, moitié indiens, moitié étrangers ; sept par appareil. Et en route pour la revanche de Golferi sur David. Jaffna est à 400 kilomètres de Bangalore, l'opération, au total, prendra moins de deux heures et demie.

D'abord, quarante minutes de vol sans histoire au-dessus du sol national. Les Antonov-32 sortent de gros oiseaux bruyants et assez lents, mais sûrs. Six hommes d'équipage, sept envoyés spéciaux, l'avion est plein. Sur des rails, de gros colis surmontés de parachutes sont calés les uns contre les autres. On nous affirme qu'ils s'agit des

vivres et des médicaments promis la veille. Personne n'a de raisons d'en douter. Mais, contrairement à ce qu'affirment plus tard, le ministère indien des affaires étrangères, aucun journaliste n'a pu vérifier le contenu des paquets.

Les gros oiseaux, en formation « algie », s'approchent du détroit de Palk. Soudain, quatre appareils de chasse ultra rapides tendent les ruses devant nous. « Voilà la réponse à votre question concernant notre protection aérienne », lance en riant le navigateur. Ce sont des Mirage-2000 flamboyants, livrés l'an dernier par Dassault et ordinairement basés à 10 kilomètres au nord de Bangalore. Les appareils de combat sont armés de missiles. On peut imaginer que l'aviation srilankaise, avec ses six petits avions d'entraînement Marchetti, ne s'y frottera pas. Les Mirage continuent leur ballet d'acrobates. Pas le moindre Srilankais en vue et toujours le silence complet sur le radio de bord. On approche de Karativu, un îlot à vingt kilomètres au nord-est de Jaffna. Les Antonov ont commencé leur descente, violent tranquillement l'espace aérien d'un Etat indépendant. Pas de commentaires dans l'avion, le personnel est tout de même un peu tendu.

Où sont tombés les colis ?

3 000 pieds, 2 000, 1 500... La porte arrière de l'Antonov s'ouvre lentement, l'air s'engouffre dans un bruit d'enter. Jaffna-Ville est à 8 kilomètres à tribord. C'est là : les colis roulent sur les rails et tombent dans le vide. Les grands parachutes blancs s'ouvrent, on est à 400 mètres d'altitude. En bas, pas le moindre signe de vie. On a fugitivement l'impression que tout cela ne sert à rien. Comment savoir si les colis ne sont en train de tomber dans une zone « tenue » par l'armée ? « On ne peut pas être tout à fait sûr », répond le pilote. D'autant

que les 5 tonnes de notre avion ont été lâchées deux minutes trop tôt, c'est-à-dire à 7 ou 8 kilomètres de l'objectif. « Nous avons eu un petit ennui électronique », dira le commandant. Les appareils reprennent de la hauteur et virent à babord, en direction de Valveturai et Point-Pedro. C'est une « petite gâterie » supplémentaire promise aux journalistes. Les deux petites cités balnéaires sont depuis une semaine aux mains de l'armée srilankaise. Il y a eu de durs combats et des « destructions généralisées », selon New-Delhi et les séparatistes tamous.

Vous du ciel, on distingue nettement les bâtiments qui n'ont pas trop souffert. Les toits de tuiles rouges brillent sous le soleil. Il y a deux ou trois petits cratères de bombes mais pas de ruines visibles ni fumantes. Aucun signe évident en tout cas du « tapis de bombes » qui aurait causé les « destructions massives » dont parle quotidiennement la presse indienne, et à partir desquelles New-Delhi justifie son action. Les deux localités, en bas, ont l'air complètement endormies, il n'y a pas âme qui vive.

Encore une minute et nous voici au-dessus de Palali, le seul aéroport de la région, agrandi et modernisé ces deux dernières années par l'armée srilankaise qui en a fait son camp le plus important de la péninsule. Là, grosse surprise ! Cette piste d'atterrissage qui bourdonne habituellement d'activité est totalement déserte. Ni avion, ni hélicoptère, ni même un camion. De toute évidence, Colombo a craint un « geste » indien moins « humanitaire » que le lâcher de vivres qui vient d'être opéré. L'opération Miséricorde s'achève. L'armée de l'air indienne a violé l'espace aérien srilankais et le droit international pendant sept ou huit minutes. La pléide diplomatique qui vient d'être ouverte prendra sûrement plus longtemps à cicatriser.

PATRICE CLAUDE.

● Vietnam : la succession de M. Pham Van Dong. — La nouvelle assemblée nationale, élue le 20 avril, se réunira le 17 juin pour élire les successeurs de MM. Pham Van Dong, à la tête du gouvernement, et de Truong Chinh, à la présidence du Conseil d'Etat. D'autre part, un porte-parole vietnamien a affirmé, jeudi 4 juin à Hanoi, que la visite dans la capitale vietnamienne, du 26 au 29 mai, de M. Richard Childress, membre du Conseil national de sécurité américain, n'avait pas permis de faire progresser les relations entre les deux pays. (AFP.)

● Cambodge : la torture dans les prisons. — Le Vietnam a qualifié, jeudi 4 juin, de « mensonges » les informations publiées dans un rapport d'Amnesty International accusant les Cambodgiens et les Vietnamiens de « torturer des prisonniers politiques » dans les prisons du Cambodge (le Monde du 4 juin). « Toutes les allégations accusant le Vietnam et la République populaire du Kampuché (Phnom-Penh) de violer les droits de l'homme au Cambodge ne sont que des allégations mensongères de ceux qui ferment délibérément les yeux devant la réalité », a affirmé un porte-parole officiel vietnamien. — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : l'« Irangate »

Immunité limitée pour Oliver North

Washington (AFP). — Les commissions d'enquête du Sénat et de la Chambre des représentants ont accordé, le jeudi 4 juin, une immunité limitée au lieutenant-colonel Oliver North, principal protagoniste de l'« Irangate ». Le témoignage public que ce dernier fera sous immunité a toutefois été repoussé au 16 juillet au plus tôt, ce qui laisse un délai au procureur spécial, M. Lawrence Walsh, qui mène une enquête séparée, pour réunir contre celui-ci un maximum de preuves.

M. Walsh a ainsi devant lui quelques semaines encore avant de remettre le résultat de ses investigations à un juge fédéral. Il s'est déclaré satisfait de la décision des commissions.

Au fil des cinq semaines d'audiences publiques du Congrès, le lieutenant-colonel North est apparu de plus en plus profondé-

ment impliqué dans l'affaire de l'« Irangate ». Déjà appelé à témoigner, l'ancien assistant au Conseil national de sécurité a refusé jusqu'à maintenant de le faire en invoquant le cinquième amendement, qui permet d'éviter de témoigner contre soi-même.

L'immunité partielle dont North va bénéficier devrait permettre enfin aux membres des commissions d'enquête de recueillir des informations qu'il est le seul à connaître. Le sénateur Inouye, président de la commission, a indiqué que les témoignages déjà entendus « suggèrent que le président Reagan était non seulement au courant, mais avait autorisé » les activités à l'origine de l'« Irangate ». « Nous avons besoin du témoignage du colonel North pour avoir une confirmation ou un démenti » à ce sujet, a-t-il ajouté.

CHILI

L'opposition lance une « campagne pour une vie digne »

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

A l'appel du Comité unitaire des pobladores (les faubourgs pauvres de la capitale), plusieurs milliers de personnes, pour la plupart très jeunes, ont manifesté jeudi 4 juin « contre la faim et la hausse des prix ». Les forces de l'ordre, utilisant leurs canons à eau et voyant le centre de la capitale sous les gaz lacrymogènes, se sont heurtées aux groupes de jeunes qui élevaient quelques barricades au moyen de grilles et de palissades. Pendant les incidents, une bombe a explosé dans un parc, et les services de sécurité ont été désamorcés une autre fois près du palais présidentiel. La police a procédé à des dizaines d'arrestations.

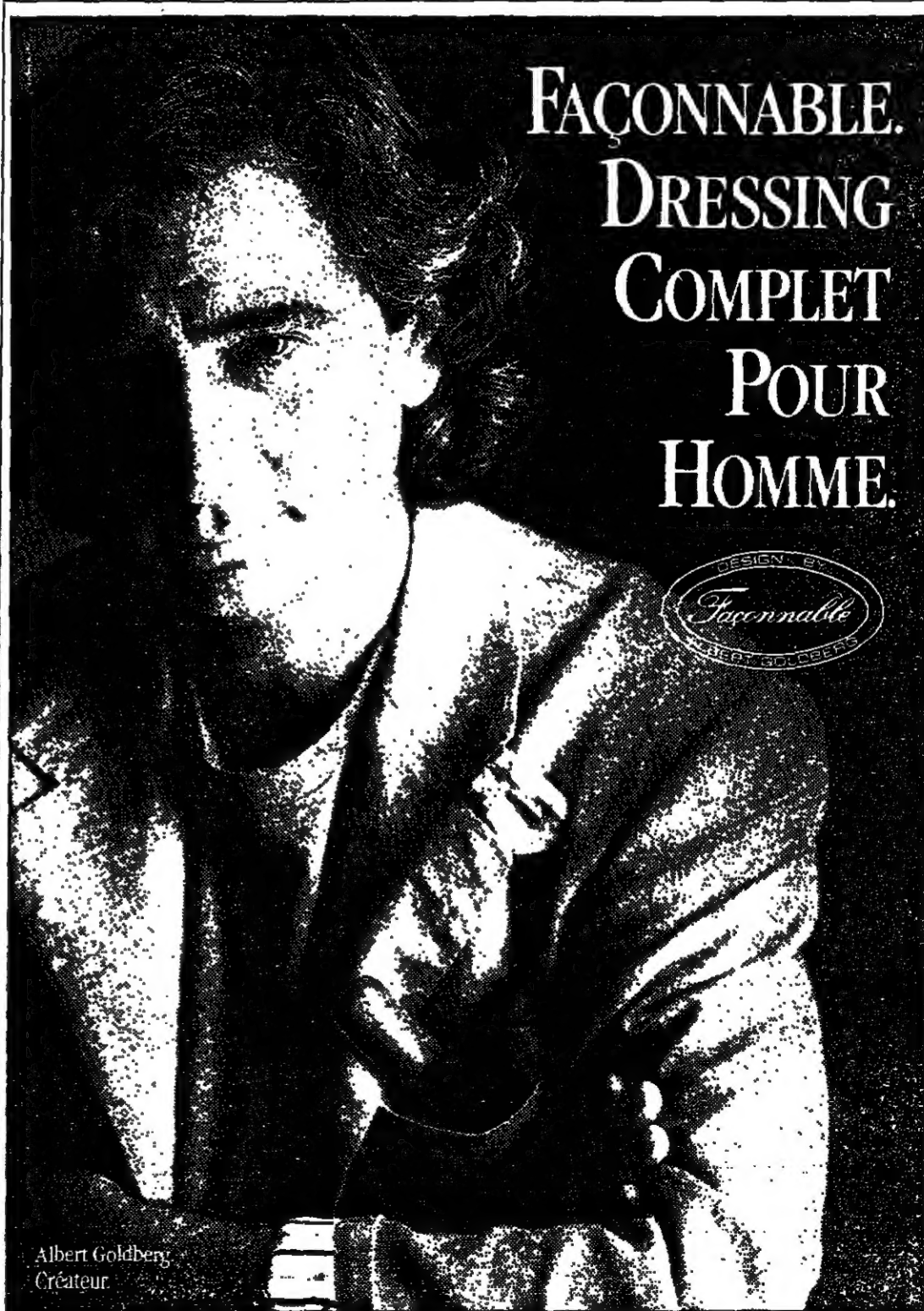
Les habitants des quartiers pauvres avaient reçu le soutien de divers partis et organisations syndicales, pour lesquels la journée du 4 devait donner le coup d'envoi de la « campagne pour une vie digne » que

l'opposition entend mener pendant tout le mois de juin.

De son côté, le chef de l'Etat devait présider, le 5 juin, la cérémonie du centenaire de l'école d'infanterie, située à San-Bernardo, près de Santiago. Les autorités ont appelé les habitants des communes voisines à se rendre en masse à ce que les opposants considèrent comme le premier rassemblement de la campagne pour la réélection du président Pinochet. Le directeur de l'école a d'ailleurs récemment déclaré que le général Pinochet était « la seule personne ayant la capacité d'assumer la charge présidentielle après 1989 ».

L'association de parents de disparus a exprimé « sa stupeur et son indignation » pour la cérémonie de San-Bernardo et a rappelé que vingt-quatre prisonniers avaient disparu peu après le coup d'Etat, alors qu'ils se trouvaient dans un camp dont la garde avait été confiée à l'école d'infanterie.

G. B.



FAÇONNABLE.
DRESSING
COMPLET
POUR
HOMME.



Albert Goldberg
Créateur

25, rue Royale. Paris 8^e. 174, bd St-Germain. Paris 6^e.

AIX-EN-PROVENCE. AVIGNON. CANNES. LYON. MARSEILLE. MONTE-CARLO. NICE. SAINT-TROPEZ. PARIS.

ATTENTION

LUNDI DE PENTECOTE
FERIE

Validez
vos bulletins avant dimanche soir
ou au plus tard mardi.

(aux heures habituelles).

NATIONAL

LOTO

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : visite dans deux cités noires

Un inhabituel bain de foule du président Botha...

Sebokeng (cité noire au sud de Johannesburg) (AFP). — Le président Pieter Botha a effectué le jeudi 4 juin, au milieu d'un impressionnant dispositif de sécurité, une visite de trois heures dans deux ghettos noirs, dont il a exhorté les habitants à combattre « les radicaux et les fanatiques », avant de prendre plusieurs bains de foule. L'appel des organisations radicales anti-apartheid, qui avaient demandé à la population de boycotter le chef de l'Etat, n'a pas été suivi, que ce soit à Sobokeng ou à Sharpeville, deux cités d'origine situées dans le « triangle du Vaal », à environ 30 kilomètres de Johannesburg.

Seule surprise de la journée, les propos inattendus du maire de Sharpeville, qui a souhaité que M. Botha reconnaisse la création d'un organisme consultatif qui comprendrait des Noirs, et qu'il permette une représentation « sur un pied d'égalité avec les Blancs ».

Parfaitement organisée jusque dans ses moindres détails, la visite, dans sa partie finale, lorsque M. Botha a traversé les rues des deux townships, a donné lieu à des scènes aussi inhabituelles que hautes en couleur : celles de M. Botha, portant costume gris et chapeau, et de son épouse Elize, toute de rouge vêtue, littéralement assaillis par des grappes de dizaines d'enfants noirs.

● ZIMBABWE : un journaliste britannique remis en liberté. — Tim Leach, cameraman de la chaîne de télévision britannique ITN, détenu depuis le 23 mai à Harare, a été remis en liberté jeudi 4 juin. La police, qui l'accusait de « participation directe ou indirecte » à diverses attaques sud-africaines contre les pays de la région, n'a finalement retenu aucune charge contre lui. Son arrestation était intervenue vingt-quatre heures après celle de deux autres journalistes britanniques de la chaîne de télévision WTN, relâchés six jours après leur interpellation. — (AFP.)

hilares se bousculant pour leur serrer la main.

Au moment du départ de l'hélicoptère présidentiel, sur un terrain de football de Sharpeville, ministres et officiels étaient visiblement aux anges devant la tournure des événements. « Ces réactions spontanées montrent l'énorme réservoir de bonne volonté dans ce pays », commentait, avec un large sourire, le ministre de l'éducation, M. Frederik de Klerk.

La seule autocroche dans cette visite a été, de manière surprenante, le fait de l'acte de M. Botha, le maire de Lekoa (commune regroupant six townships du Vaal), qui avait invité le chef de l'Etat pour le faire « citoyen d'honneur » de la communauté. Le maire, M. E.C. Mahlati, qui constitue le parfait exemple des « leaders représentatifs » avec lequel le gouvernement se déclare prêt à discuter d'un partage du pouvoir, a, en effet, déclaré que la « réforme » que M. Botha souhaite promouvoir ne sera qu'un « exercice de futilité » si elle n'a pas pour « objectif ultime la participation des Noirs et des Blancs sur un pied d'égalité dans le Parlement du pays ».

Entre la visite de l'hôpital de Sobokeng et l'arrivée au stade de football de cette ville, le cortège présidentiel avait parcouru quelques kilomètres sous le regard apparemment étonné ou amusé des habitants des ghettos rentrant du travail, et sous la protection de deux hélicoptères et de dizaines de policiers et de soldats en tenue de combat disposés tout le long du trajet.

Cette visite est intervenue au moment où le Front démocratique uni (UDF), rassemblement le plus important de l'opposition extraparlamentaire vient de lancer un appel à deux semaines d'action, à partir du 12 juin, premier anniversaire de l'instauration de l'état d'urgence.

La peine de mort requise contre l'ex-empereur Bokassa

(Suite de la première page.)

Cela dit, quel autre châtiment que la peine capitale méritait, aux yeux de l'avocat général, ce « mégalomane, sentencieux et sanguinaire », cet « aventurier sans scrupules, avide de pouvoir et d'argent », en somme ce « symbole du mal, douloureux et cruel qui dépasse l'imagination » ? Pressé par le temps, M. MBodou est contraint d'abréger son exposé. Il renonce donc à évoquer les « grandes figures » du pays victimes des nombreux de Bokassa, les techniques de torture, les arrestations arbitraires et les séquestrations.

Qu'importe ! In fine, il s'agit de la peine de mort, convaincu qu'il n'en faut pas davantage pour obtenir des jurés la « sanction la plus extrême » à l'encontre de l'accusé.

Son réquisitoire, M. MBodou l'avait abordé la veille par le côté le plus technique, le moins « émotionnel » du dossier d'accusation, à savoir les « crimes financiers et économiques » commis par l'ex-empereur.

« Le minimum de traces »

Du déjà-entendu, cette description presque banale d'un chef d'Etat souillant à tout, affairiste en diable, qui bâtit sa fortune sur des trafics d'ivoire et de diamants, puis dans les caisses du Trésor, manipule des fonds secrets, détourne l'aide internationale, accapare des biens faits à son pays et non à sa personne, que ce soit par exemple un DC-4 offert par le général de Gaulle ou un chèque d'un million de dollars remis par le



colonel Kadhaï. A tout cela, aux défenses d'une certaine orthodoxie égarée dans ce drôle de monde, l'accusé oppose inlassablement une prétendue « raison d'Etat ».

« Le préjudice causé au pays est énorme », indique M. MBodou, sans être évidemment en mesure de l'évaluer. Ce serait à son avis un « travail colossal » que de tenter une expertise. Rusé et pagailleux comme il l'était, « M. Bokassa s'est arrangé pour laisser le minimum de traces ». Mais, pour l'avocat général, ces accusations non chiffrées n'en sont pas moins sérieuses. Il n'est donc pas téméraire d'affirmer qu'au bout du compte l'ex-

empereur a ruiné son pays et de prétendre même que la gabegie d'hier explique largement la déconfiture économique d'aujourd'hui.

Mal à son aise pour traiter de ces carambolages financiers, le nez dans ses notes, M. MBodou parait beaucoup plus sûr de lui quand vient ensuite le moment de détailler les « crimes de sang » de M. Bokassa et de clore son réquisitoire en gardant ainsi, si l'on ose dire, le « meilleur » pour la fin. Il évoque alors les exécutions en chaîne de « braves militaires, sur simples dénonciations et sans jugement, celles de civils aussi, comme ce vétérinaire de la ferme impériale de Béréngé tenu pour

responsable de la mort de quelques montons... ».

L'avocat général s'attarde sur le sort du général Jean-Claude Mandaba, ambassadeur en Roumanie, condamné en 1976 à vingt ans de détention et assassiné trois ans plus tard à coups de marteau à la prison de Ngarabga ; sur celui aussi du bébé de la « fausse Martine », l'une des filles de l'ex-empereur, empoisonnée sur instructions supérieures à l'hôpital de Bangui, parce qu'il avait le tort d'avoir pour père un complice ; puis sur celui d'Edmond Brody, un garagiste français mis à mort en 1979 au palais de Béréngé, sous les yeux mêmes du maître des lieux alors aux abois.

1979 : fin de règne pour M. Bokassa. « Une année pathétique », note M. MBodou. En janvier, les manifestations sanglantes des écoliers de Bangui qui refusent de porter l'uniforme et, en avril, les rafles des « meneurs » qui avaient eu l'audace de réclamer la destitution de l'empereur. Impossible de connaître le nombre de jeunes morts sous les balles ou sous la torture. Impossible de prouver que l'accusé a mis « la main à la pâte ».

L'ex-empereur n'en demeure pas moins, aux yeux de l'avocat général, spécialement impliqué dans ce carnage. « Dans une discussion, insiste-t-il, il n'y a pas de responsabilité collective. Le dictateur réprime de tout, assassine tout. »

JACQUES DE BARRIN.

SOUDAN

Le nouveau gouvernement de M. Sadek el Mahdi comporte peu de changements

Après trois semaines de tractations laborieuses, M. Sadek el Mahdi, le chef du gouvernement soudanais, a réussi à mettre sur pied

un nouveau cabinet de coalition de vingt-quatre membres qui comporte peu de changements par rapport au précédent qui en comptait vingt. Quatre portefeuilles n'ont cependant pas encore été attribués en attendant de nouvelles consultations entre les principaux partenaires de la coalition — l'Oumma de M. Sadek el Mahdi et le Parti unioniste démocratique (PUD) des frères Mirghani.

Fait notable, MM. Yousef Abou Hita, ministre du commerce, et Zein el Abdine el Hindi, ministre des affaires étrangères — tous les deux membres du PUD, — qui avaient été à l'origine de la crise gouvernementale en mettant en cause la politique économique du cabinet et la direction de leur propre parti, ont été exclus de la nouvelle équipe ministérielle. La nouvelle formule gouvernementale exclut aussi, pour l'instant du moins, le Front national islamique de M. Hassan el Toubani, qui dispose d'une cinquantaine de députés à l'Assemblée constituante. En outre, les formations politiques sudistes — « loyalistes », représentées pour la plupart par quatre dans le cabinet précédent. M. Sadek el Mahdi conserve le poste de ministre de la défense et M. Mohamed Tewfik Ahmed — ministre de l'information dans le cabinet sortant — prend en charge le diplomatie. M. Bechir Omar, le ministre des finances, prend la tête d'une commission d'Etat chargée de la planification économique. Les portefeuilles de l'intérieur, de l'agriculture, de l'énergie, de l'industrie, de la santé ne changent pas de main. Parmi les quatre portefeuilles créés, celui des affaires sociales revient à M. Rachid Ibrahim Abdel Karim, seule femme du nouveau cabinet.

La formation du nouveau gouvernement ne facilitera pas la reprise des négociations avec le mouvement rebelle du colonel John Garang que M. Sadek el Mahdi a accusé, une fois de plus, de « bénéficier d'un soutien étranger ». Le premier ministre, qui n'a pas évoqué le problème de l'abolition de la charia, a, d'autre part, ministères d'autre part l'importance de la prise par les rebelles, mardi, de la garnison de la ville de Joka, estimant que celle-ci n'était qu'« un poste frontière mineur ».

J. G.

● Malawi : réaménagement gouvernemental. — Le président du Malawi, M. Kamuzu Banda, a procédé, mercredi 3 juin, à un remaniement ministériel marqué par la nomination de deux nouveaux ministres : M. Maxwell Pashane à l'éducation et la culture, M. Michael Mlambo au commerce, à l'industrie et au tourisme, et le départ de trois autres. Le nouveau cabinet comporte onze membres, le chef de l'Etat conservant les portefeuilles des affaires extérieures, de l'agriculture, de la justice, des travaux publics et de l'approvisionnement. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Liban

L'assassinat de Karamé : accusations syriennes contre les chrétiens

Beyrouth (AFP). — Le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a affirmé que l'hélicoptère du premier ministre libanais Rachid Karamé avait été piégé en « pays chrétien », a rapporté, jeudi 4 juin, le quotidien indépendant *Al-Nahar*. Selon le quotidien, M. Khaddam a tenu ces propos mercredi, à Tripoli, devant M. Hassan Karamé, le frère du premier ministre assassiné. Le vice-président syrien, cité par le journal, a notamment dit : « L'appareil se trouvait dans une zone contrôlée par l'opposition à des éléments chrétiens sans préciser l'identité de ceux qu'il rend ainsi responsables de l'attentat. Le Puma qui transportait Rachid Karamé avait décollé, lundi, d'une base de l'armée de l'air libanaise, à Adma (27 kilomètres au nord de Beyrouth), qui se trouve en zone chrétienne, sous contrôle de l'armée et des milices chrétiennes des Forces libanaises (FL). Le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Fahim Al-Hajj, a indiqué, lundi, que l'appareil avait été intentionnellement touché à Adma, avant le décollage. L'armée a démenti vigoureusement toute implication de sa part dans l'attentat contre Rachid Karamé, tandis que les FL ont affirmé que l'opération avait été préparée au Liban nord, dans une région sous contrôle de la Syrie.

La Syrie a démenti vigoureusement toute implication de sa part dans l'attentat contre Rachid Karamé, tandis que les FL ont affirmé que l'opération avait été préparée au Liban nord, dans une région sous contrôle de la Syrie.

Nouvelle-Zélande

Vote de la loi anti-nucléaire

Le parlement néo-zélandais a voté, jeudi 4 juin, une loi qui maintient l'interdiction, édictée par le gouvernement travailliste sur les armes et les bâtiments nucléaires. Cette loi interdit tout déploiement, essai ou stockage d'armes nucléaires sur le territoire de la Nouvelle-Zélande ainsi que le mouillage dans des ports nationaux de bâtiments transportant des armes nucléaires. En août 1986, Washington avait retiré son dépôt nucléaire défensif du territoire néo-zélandais, laissant Wellington sans défense, après trente-cinq ans d'alliance avec les deux pays.

Le département d'Etat américain a réagi, dès jeudi, en déclarant ce vote : M. Charles Fiedman, son porte-parole, a souligné que la politique du gouvernement de Wellington démontre inscrite dans la législation du pays « la volonté d'adopter un système d'alliance occidentale ». Il a également exprimé le soutien du gouvernement américain à un projet de loi du représentant républicain William Brockfield (Michigan) qui renèrmerait à la Nouvelle-Zélande le statut d'allié des Etats-Unis. Celui-ci lui permettrait notamment de bénéficier d'un traitement préférentiel dans ses achats d'armement. — (AFP, AP.)

Tchad

Mise en garde de Tripoli au sujet de la bande d'Aozou

Néopresident aux déclarations du ministre tchadien des affaires étrangères, M. Goussou Lague, qui, dans une récente interview au quotidien libyen *Fazat el-Matin*, avait affirmé que le problème de la bande d'Aozou (zone frontalière dans le nord du Tchad, occupée par la Libye) ne pourra être réglé que par les armes, l'Arabie saoudite à Paris a publié un communiqué, jeudi 4 juin, affirmant : « Toute agression contre Aozou ou toute autre partie de la Libye nous donnera le droit légitime d'assurer notre autodéfense et nous placera dans une guerre déclarée contre les agresseurs et N'Djamena sera alors notre objectif. »

Rappelant que la bande d'Aozou fait « partie intégrante » de la Libye, Tripoli, souligne que, « historiquement », les frontières de la Libye « s'étendent au sud de N'Djamena ». C'est-à-dire au sud de N'Djamena. La Libye affirme, d'autre part, que le Tchad « a été et demeure le territoire des Toubous, sur lequel s'exerce l'autorité du GUNT et de Goukouni, leader de ces populations ».

Cette dernière affirmation intervient au moment où M. Goukouni Oueddei laisse entendre que, faute d'une réconciliation entre le GUNT (et surtout lui-même) et N'Djamena, ses combattants pourraient reprendre leur liberté. De passage à Yaoundé (Cameroun), jeudi (avant de regagner Alger, via Paris), M. Goukouni-Oueddei a affirmé qu'il préfère « laisser entièrement ses forces sous le contrôle d'Hassane Habré en attendant de trouver une solution définitive » (à la réconciliation). Si celle-ci n'est pas trouvée, a-t-il précisé, à ce moment chacun essaiera de révéler ses positions. — (AFP, Reuters.)

Turquie

Enlèvements par des rebelles kurdes

Sept personnes ont été enlevées, le jeudi 4 juin, dans les villages de Morog et d'Orukler, situés dans la province d'Anatolie orientale de Hakkari (zone frontalière avec l'Irak) ; par un commando de rebelles kurdes. « Vingt-six » forestiers avaient été enlevés, le mardi 2 juin, dans la même région. La province de Hakkari, soumise à la loi martiale depuis 1978, est le principal théâtre des opérations militaires par les rebelles kurdes appartenant généralement au Parti des travailleurs kurdes (PKK) d'obédience marxiste-léniniste. La pratique des enlèvements de civils s'est développée depuis un an environ, face au déploiement de l'armée turque dans la région et à la reprise des affrontements frontaliers, en août 1984. — (AFP.)

SRI LANKA...
NOUS Y SOMMES
AIDEZ-NOUS
D'URGENCE.

MÉDECINS
SANS FRONTIÈRES
AUX GRANDES CAUSES, LES GRANDS REMÈDES.

BULLETIN D'AIDE D'URGENCE

Pour que les Médecins Sans Frontières continuent, je verse :
☐ moins de 250F ☐ 250F ☐ plus de 250F ☐ 500F ou plus
Médecins Sans Frontières me fera parvenir un reçu me permettant de déduire ce don de mon revenu imposable.

Bon à retourner à :
Médecins Sans Frontières, 68, bd St-Marcel - 75005 Paris - C.C.P. 4060U Paris.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

Le conflit entre le premier ministre et M. Léotard

Les réactions dans la majorité

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre a déclaré, le jeudi 4 juin, au cours de son point de vue hebdomadaire, que M. Jacques Chirac « a une grande sympathie et beaucoup d'estime » pour M. François Léotard, mais qu'« un gouvernement doit obéir à des règles de solidarité [que] M. Chirac a eu l'occasion d'énoncer à plusieurs reprises, deux fois en conseil de cabinet et à un certain nombre de ministres en conversation privée ».

« Chaque ministre, a poursuivi M. Badoin, n'est pas bâillonné, mais tout problème qui risque d'ouvrir une polémique ou qui relève d'un esprit militantisme très marqué, doit être évité ». Le porte-parole du premier ministre a rappelé que ce dernier, le 29 mai, au cours d'une réunion du gouvernement, avait indiqué que « si tel ou tel avait quelque chose à dire », il sous-entendait en être « informé avant » et que, en cas de « divergence profonde », le ministre qui éprouvait cette divergence devait « en tirer les conséquences ».

« C'est pourquoi, a ajouté M. Baudouin, certains propos dans l'interview de M. Léotard au Point sont apparus comme politiquement inopportuns, parce qu'ouvrant prématurément un débat sur l'élection présidentielle ».

M. Boudouin a souligné que « les règles de la solidarité gouvernementale doivent être respectées par tous les ministres sans exception ». Le porte-parole du premier ministre a observé que, lors des assises du RPR, le 24 mai, « pas un orateur n'avait ouvert un débat sur l'élection présidentielle... ».

tion présidentielle », à laquelle M. Chirac n'avait « fait allusion que très indirectement ». Il y a un temps pour gouverner, il y aura un temps pour faire la campagne électorale », a ajouté M. Baudouin, insistant sur la nécessité que « la cohésion gouvernementale s'affirme, soit réaffirmée et soit renforcée ».

La porte-parole a observé encore, que, alors que M. Chirac, lors de ses déplacements en province, avait rencontré en privé les militants du RPR et refusé toute manifestation publique, « d'autres se déplacent à tra-

vers la France avec une double casquette » de membres du gouvernement et d'animateurs de parti.

M. Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, a réagi rapidement à ce commentaire de Maitignon. « Il est clair, désormais, a-t-il répondu dans un communiqué le même jour à l'AFP, que ce qui est reproché à François Létour, c'est d'avoir parlé de l'élection présidentielle. Or tout le monde s'est déjà exprimé sur cette élection et sur les enjeux auxquels elle peut conduire, aussi bien à gauche qu'à droite, à l'UDF... » Pourquoi alors le PR s'est-il condamné au silence ? « C'est encore interrogé M. Vasseur. N'a-t-on pu provoqué un différend grave pour des propos de François Létour qui ne mettent nullement en cause la solidarité gouvernementale mais constituent à un degré d'expression fondamental dans notre démocratie ? »

M. Peyrefitte :
« soufflé »

S'exprimant au même moment et pour la première fois sur cette affaire, M. Valéry Giscard d'Estaing a pris ses distances vis-à-vis de M. Lottard. Confirmant qu'il n'assisterait pas au dixième anniversaire du Parti républicain à Fréjus, le président de la République a rappelé la nécessité d'une indépendance de presse à l'Assemblée nationale, que « l'union est la condition absolue du succès de la majorité à l'élection présidentielle » et qu'il avait « toujours dit que la majorité ne doit pas ouvrir de débats sur une action présidentielle avant l'automne 1987 ».

« L'union n'est pas l'absence de discordance », a-t-il conclu, « c'est qu'ils s'entendent autour d'un projet commun, qu'ils règlent leurs problèmes dans l'union. » Un avis partagé par la plupart des responsables

« La démission de François Léonard serait un aveu d'impuissance », s'est alarmé M. Jacques Barrot, secrétaire national du CDS dans un

entretien au *Quotidien de Paris* du
jeudi 4 juin.

« Tout conflit de famille, a fait valoir de son côté M. Marcel Lucotte, président du groupe sénatorial de l'UREI, ne s'apaise que par le dialogue et une bonne volonté mutuelle. L'estime et le respect que se portent réciproquement Jacques Chirac et François Léotard doivent rendre possible cette démarche. »

Seule réaction dissonante. Sur RMC, le jeudi 4 juin, M. Alain Peyrefitte, jugeant le rappel à l'ordre de M. Chirac « nécessaire », a déclaré que « tout le monde serait soufflé » si M. Léotard annonçait sa décision de rester au gouvernement en conservant sa liberté de parole.

Dénouons le « retour des régimes des partis », M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a constaté, dans un communiqué publié le jeudi 4 juin que « la coalition UDF-RPR ne sait même plus maintenir la fiction de la cohésion gouvernementale... Autre constat : c'est socialiste, de M. Pierre Bérégovoy... M. Chirac, qui avait prêté sur le fait qu'en étant premier ministre il démontrerait sa capacité à devenir chef d'Etat, est en train d'administrer la preuve qu'il n'est pas capable de conduire un gouvernement ».

Selon un sondage SOFRES-Figaro-Magazine

Les Français sont pessimistes

Les Français sont pessimistes et leur confiance dans le personnel politique diminue, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, le vendredi 5 juin, dans le *Figaro-Magazine* (1). 63 % des personnes interrogées (au lieu de 53 % en mai) considèrent que « les choses ont tendance à aller plus mal », tandis que 8 % (au lieu de 12 %) émettent une opinion contraire. Depuis juillet 1985, le pessimisme n'a jamais été aussi grand.

Les acteurs de la cohabitation subissent le contrecoup de ce désenchantement. M. François Mitter-

(Suite de la première page.)

M. Chirac pouvait être tenté de camoufler ces médiocres résultats derrière un rideau de fumée en déclenchant un psychodrame politique, et de réaffirmer du même coup une autorité contestée. L'hypothèse est plausible, mais la technique qui consiste à reconstruire sur des ruines suppose de prendre des risques insensés. On voit bien, si ce cas de figure était le bon, que le pari aurait toute chance d'être perdu, tant l'affaire tourne mal.

On ne s'explique pas, en effet, pourquoi M. Chirac a créé de toutes pièces une atmosphère de fin de règne pour répondre à un interview de M. Léotard au *Poin*, dont la tonalité était plus anti-Barre qu'anti-chiracienne. Les propos que tenait le ministre de la culture avaient pourtant été reçus comme une énorme paire de claques par les principaux intéressés, Giffé pour M. Balladur qui ne cessait depuis quatre semaines d'inviter les ministres l'ouverture de toutes campagnes présidentielles au sein de la *présidentie*. Giffé encore plus appuyée pour M. Chirac lui-même, ouvertement exilé des choix effectués

par M. Léotard pour l'échéance de 1988. Et, pour finir, une série au corps pour les « moines-soldats » du RPR, accusés, une fois de plus, de coloniser le pouvoir et de terroriser la majorité.

M. Balladur, soutenu par le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, M. Messmer, a fait pression sur le premier ministre afin que ce diable de « petit Léo » soit tancé publiquement. M. Léotard attendait la fessée, il reçut une correction meurtrière.

En fait, la « déclaration de guerre » de M. Léotard — puisque c'est ainsi que son interview au *Point* a été reçue par Matignon — est intervenue à un moment où le premier ministre avait déjà fort à faire avec d'autres membres de son gouvernement. Après avoir subi les assauts de la bande des quatre, le Götter da RPR (M^{rs} Barzach, MM. Noir, Carignon et Juppé), qui refusent toute idée de code de la nationalité, y compris un projet vidéo de son contenu, le premier ministre avait été menacé, sur divers sujets, des démissions de M.M. Juppé, Séguin et Pandraud.

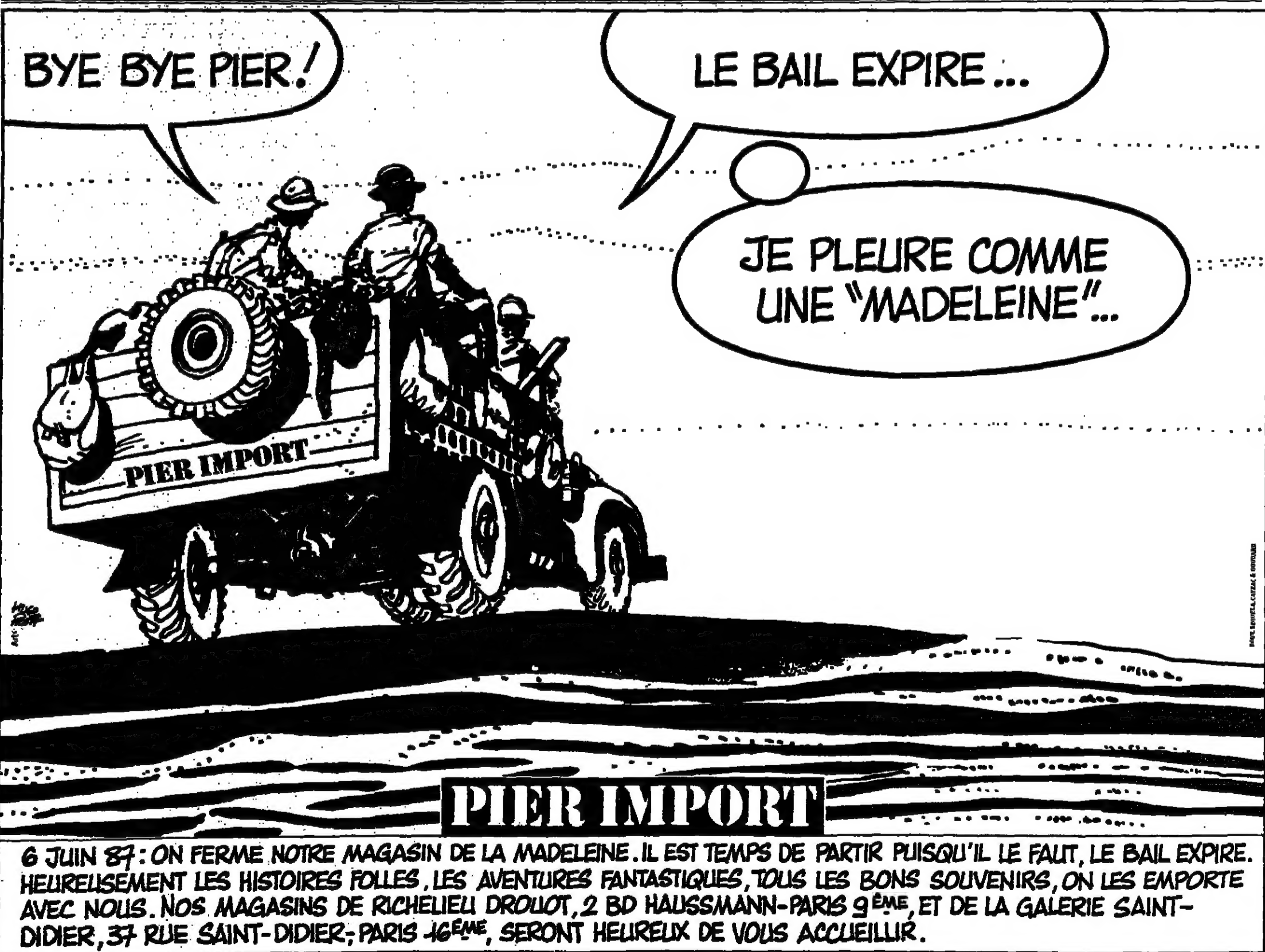
Pour les deux premiers, il s'agissait de la Sécurité sociale. M. Juppé, ministre délégué au budget, se plaignait d'avoir été tenu à l'écart des discussions. M. Séguin disposait d'un plan de redressement : un autre avait été retenu. Quant à M. Pandraud, ministre délégué à la sécurité, il avait — « scorogneugeu ! » — piqué une sainte colère parce que les gendarmes font de l'ombre aux policiers (*lire page 32*). Il y avait de quoi, tout premier ministre que l'on soit, y perdre ses nerfs. M. Chirac était prêt à tirer sur tout ce qui bouge, et c'est justement le moment qu'a choisi M. Léonard pour sortir la tête.

Un « coup tordu »

Les barristes croient à un autre scénario, plus élaboré, strictement politique, celui d'un « coup tordu » organisé de concert par MM. Chirac et Léotard. Selon ce schéma, l'objectif était de rendre à M. Léotard sa liberté pour lui permettre d'affaiblir M. Barre par une campagne dirigée davantage contre le député du centre que contre le président du RPR. Cette vision qu'aurait pu caresser M. Chirac se précède plus d'une manie de la persécution que de la réalité. Car l'ensemble de la majorité pâtit du désordre, tandis que M. Barre, à titre personnel, y échappe.

Il n'est jamais bon d'ajouter une crise politique à des difficultés économiques. Le sens du vote du 16 mars était précisément celui-là. MM. Mitterrand et Chirac, en préservant la cohésion, en ont sagement tenu compte. MM. Chirac et Léotard, en sacrifiant la leur, prennent le risque d'en payer conjointement le prix au détriment de la majorité tout entière.

JEAN-YVES LHOMEAU
et **PATRICK JARREAU.**



Politique

A l'Assemblée nationale

Le nouveau découpage municipal de Marseille : une loi Gaudin après une loi Defferre

Marseille ne peut décidément pas vivre comme les autres ! Après le Sénat, et dans les mêmes termes que lui, l'Assemblée nationale a adopté par 291 voix (RPR, UDF), contre 248 voix (PS, PC), le FN s'abstient, le jeudi 4 juin, un nouveau découpage électoral de la cité phocéenne pour les élections municipales. Deux ans avant l'échéance, le Parlement a donc définitivement approuvé une modification des règles régissant l'élection des conseils municipaux, uniquement pour Marseille. Mais l'entente faite par la majorité à la tribune de la population et non à celui des électeurs, amène le Conseil constitutionnel — les socialistes l'ont promis — à décider si à Marseille — et seulement à Marseille — les circonscriptions peuvent être ainsi, partiellement, décomptées à part.

Les élus marseillais ne supportent plus l'image négative de leur ville : les « combines » électorales qui semblent y être la loi font dire aux autres Français, pour reprendre l'expression de M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône), qu'elle est regardée « avec ironie, parfois avec mépris ». Le spectacle qu'ils ont donné, en se réservant presque l'immunité des rôles, le mercredi 3 et le jeudi 4 juin, dans l'émancipation du Palais-Bourbon, ne permet pas de leur pardonner.

Malgré quelques tentatives de M. Philippe Saumaroze (PS, Bouches-du-Rhône), qui se veut l'héritier scrupuleux de Gaston Defferre, personne n'a véritablement défendu le découpage voulu par celui qui était alors ministre de l'Intérieur pour assurer le maintien dans son fauteuil de maire de sa ville. La droite a eu beau lui d'offrir sur un système qui avait permis à l'ancien patron de sa ville de conserver cette place alors que ses listes, au premier tour, avaient recueilli un peu moins de trois mille voix que celles de son challenger, M. Jean-Claude Gaudin. De plus il est nettement apparu que le nouveau découpage, même s'il a été proposé par les présidents des groupes majoritaires du Sénat, est en fait une « loi Gaudin » faite pour lui faciliter une revanche sur son échec de 1983.

Le déballeage de linge sale, auquel les uns et les autres se sont livrés, ne peut pas non plus redresser cette image. Car même si les Marseillais auraient pu être quelque peu surpris de voir MM. Pezet et Saumaroze, les

« une rigoureuse proportionnalité à la population est impossible ». Et M. Pascal Clément (UDF, Loire), rapporteur de la commission des lois, a voulu la même : le contrôle de la loi donner plus d'élus que ce que l'arithmétique voudrait ; en revanche, il faut jouer avec les chiffres dans les secteurs périphériques, en réduisant leur nombre d'élus, car y habite trop d'immigrés.

Ainsi les quartiers à forte densité démographique seront sous-représentés. La variation est certes faible : cela fait quatre élus passant d'un secteur à un autre. Mais M. Gaudin, comme Gaston Defferre, a aussi fait prévoir un nombre de conseillers impaires dans les secteurs qui lui sont favorables. Cela devait lui faire gagner quelques voix pour le poste si convoité de maire de Marseille.

M. Gabriel Domenech (FN, Bouches-du-Rhône) ne l'a pas démenti en faisant des grandes déclarations d'amitié à M. Gaudin, qui ne les a en rien refusées. Le message du porte-parole de l'extrême droite au dirigeant de l'UDF était clair : comme à la région « où nous travaillons ensemble », pour la mairie de Marseille « nous ne battons pas la gauche que si nous unissons nos forces ».

En profitant de sa position à Paris, pour accélérer le vote d'une

loi qui ne l'intéresse qu'à Marseille, M. Gaudin n'a en rien réglé cette difficulté. Il a simplement usé du vieux précepte : « Un tiers vaut mieux que deux tu l'auras », car nul ne sait quelle sera la majorité parlementaire à la veille des municipales.

Mais le vote de cette loi a apporté une autre constatation : la finence loi « Paris-Lyon-Marseille », dont le découpage de la cité phocéenne n'était qu'un des éléments, n'est plus remise en cause. Le maire de Paris avait pourtant assuré que ce serait un des premiers textes que la droite, revenue aux affaires, remettrait en cause. Il n'en est rien.

THIERRY GRIFFIER

Les socialistes font campagne dans « le monde du travail » et M. Rocard prépare 1988

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a donné le coup d'envoi, le mardi 2 juin, de la Défense, d'une nouvelle campagne socialiste de « rencontres avec le monde du travail ». Tous les députés du PS participeront à cette campagne, qui s'étendra sur plusieurs mois. M. Michel Rocard est le seul à ne pas figurer sur la première liste de rendez-vous fixée à la presse. On précise au secrétaire national aux entreprises du PS (dont le responsable est maintenant M. Georges Sarre) que l'ancien ministre n'était pas disponible au mois de juin, mais qu'il devrait suivre une de ces rencontres au mois de septembre. L'endossement de l'ancien ministre ne manquera pas à la liste, plus élargie.

Pour sa pré-campagne présidentielle, M. Rocard prend quelques distances avec le PS. Il participe peu à ses activités, notamment programmatiques. Cette nouvelle phase de sa stratégie — décidée avant même le congrès de Lille (le

Fourre-tout

La sécurité sociale des agriculteurs et des artisans, la lutte contre le SIDA, la suppression de l'impôt pour tous les étudiants en médecine, l'accroissement des possibilités d'embauche de contractuels dans la fonction publique... Le projet portant diverses mesures d'ordre social dont l'Assemblée nationale a commencé la discussion le jeudi 4 juin franchit toutes les bornes habituelles de ce genre de projet. Au point que de nombreux élus de la majorité s'en sont inquiétés.

La pie n'est peut-être pas attente. Les socialistes redoutent que, par des amendements de dernière minute, la droite tente de faire passer une partie de la réforme universelle reculée à l'automne. Ils ont donc décidé de se battre longuement, et avec tous les moyens à leur disposition, contre ce texte. Avant même que cette stratégie ne se développe vraiment, M. Philippe Séguin a hurlé : « Volonté systématique d'obstruction ! », a-t-il déjà accusé, et il a prévenu que cela pourrait empêcher une discussion « la plus large possible » des dispositions, jugées par lui-même « importantes » de son projet fourre-tout.

Mouvement d'humeur fruit de la fatigue nerveuse de la majorité, ou préparation d'une nouvelle utilisation des procédures constitutionnelles empêchant les députés de débattre des réformes, sujettes à fortes contestations, du gouvernement ?

À l'inverse, les proches du député des Yvelines remarquent qu'il comprend les préoccupations de M. Jospin, mais que le premier secrétaire devra bien s'habituer à ce que M. Rocard se comporte en candidat et non pas « assistant » comme un ancien ministre.

Le maire de Cannes-Sainte-Honorine était, par ailleurs, invité à s'exprimer sur les questions de l'emploi devant les élus de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, le mercredi 3 juin.

A la Défense

M. Jospin seul contre tout

Il n'y a pas, semble-t-il, de gros avantages, à occuper une place de premier plan dans la « nomenclature » du PS français : en envoyant leur premier secrétaire d'adhésion aux travailleurs sur le parvis de la Défense — lieu inhospitalier s'il en est — les dirigeants du secteur entreprises du PS ne lui ont pas fait de cadeau. Heureusement, en ce début de juin, le vent qui, comme d'habitude, balayait la dalle, n'était pas froid.

M. Jospin, accompagné de M. Jack Lang, venu en voisin puisqu'il enseigne à l'université de Nanterre, a dû, pour se faire entendre, lutter contre l'ordre : contre la musique d'un orchestre installé à l'autre bout du parvis ; contre le bourdonnement des hélicoptères qui survolaient fréquemment la zone ; contre une sono récalcitrante ; contre l'indifférence et les habitudes des salariés de la Défense, qui traversent, plus qu'ils ne s'y arrêtent, le parvis.

M. Jospin a néanmoins répondu aux questions — guère embarrassantes — posées par une assistance d'environ deux cents personnes dont beaucoup de socialistes locaux, et qui portaient principalement sur la Sécurité sociale, les privatisations, le droit de vote des immigrés, l'audiovisuel. A propos des privatisations, M. Jospin a dénoncé le « défilé idéologique », qui, selon lui, les inspire. Il a jugé que « l'idée de la privatisation du Crédit agricole est une

folie », et observe que les socialistes s'opposent plus à ces privatisations pour des raisons d'efficacité économique que pour des raisons idéologiques.

An passage, il affirme que le gouvernement « ne propose pas une ambition industrielle aux Français » et ajoute que « c'est en fonction d'une politique économique et d'une politique industrielle que les socialistes prendront leurs décisions », renouant ainsi au non, entrepris par entreprise, après leur retour au pouvoir. M. Jospin exhortait en effet tout schéma « à l'anglaise » de cycle nationalisation-dénationalisation.

Toujours à propos des privatisations, le premier secrétaire du PS a jugé que les modalités retenues pour ces opérations vont permettre à des grands groupes industriels de faire, à peu de frais, « des profits colossaux », ce qui entraînera, selon lui, « une redistribution ». « La droite et l'extrême-droite, a-t-il précisé, n'ont pas de problème pour financer les campagnes électorales avant même qu'elles aient lieu ».

En ce qui concerne la Sécurité sociale et le financement des retraites, il a appelé les salariés à « ne pas se laisser impressionner par les campagnes catastrophistes du gouvernement », qui, dans le même temps, refuse, selon lui, de « prendre ses responsabilités ».

J.-L. A.

Sur RTL

Le premier secrétaire du PS face à M. Le Pen le 22 juin

Une première : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, rencontrera le leader du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, pour un face-à-face. La confrontation aura lieu le lundi 22 juin, à 18 h 15, sur RTL. La direction de RTL précise que ce débat se déroulera « sur les bases professionnelles les plus strictes et les plus objectives ». Le Parti socialiste s'était jusqu'à présent refusé à toute rencontre avec le président du Front national, certains de ses leaders quittant les plateaux de télévision à l'arrivée de M. Le Pen.

Estimant aujourd'hui que le Front national s'est durablement installé sur l'échiquier politique, M. Jospin a expliqué, mercredi 3 juin à Toulouse, qu'il accepte donc maintenant « la confrontation ». L'influence du Front national, stable depuis les européennes de juin 1984, « élargit le champ électoral » de la droite traditionnelle, a souligné le premier secrétaire du PS.

De son côté, le Front national a précisé sa stratégie au sein des vingt conseils régionaux où il est représenté. Réunis à Lyon le jeudi 4 juin, ses représentants ont rappelé le

thème de leur action prioritaire : « Défense constante de tous les contribuables et lutte contre toute bureaucratie ». En se félicitant des résultats obtenus au cours des sessions budgétaires antérieures dans les dix régions où leur apport est nécessaire pour faire la majorité avec leurs « partenaires du RPR et de l'UDF », M. Jean-Yves Le Gallou, « président des présidents » des groupes FN, a affirmé que ses amis « continueront à se battre pour une stabilité en France constante de la pression fiscale ».

Dans les régions où le Front national se trouve dans l'opposition, M. Bruno Gollisch, député et président du groupe FN au conseil régional de Rhône-Alpes, a annoncé de possibles avalanches d'amendements de retard de dépenses, des votes séparés par ligne budgétaire, des saisines systématiques des commissions régionales des comptes. Avec cette tactique, les élus lepnistes veulent profiter des tribunes régionales pour développer leurs arguments sur l'« extension » des compétences des assemblées régionales.

A l'Ecole normale supérieure

L'emploi, « trois par trois »

Invité à s'exprimer sur l'emploi et la formation devant les élèves de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, le mercredi 3 juin, M. Michel Rocard a tracé les grandes lignes de ce qu'il pourrait être une « charte » pour l'emploi.

L'ancien ministre, qui a souligné qu'il n'existe pas « de recette miraculeuse » et qu'il s'agit donc plus de définir une « démarche », pense qu'une telle charte doit s'ordonner autour de trois principes : l'emploi doit être « au cœur de l'action politique », inspirer les politiques économiques, budgétaires, monétaires, voire culturelles, au lieu d'en être la « résultante » ; la politique de l'emploi doit reposer sur un « nouveau contrat salarial » revêtant trois aspects soumis à négociations : la rémunération sous toutes ses formes, les modalités de la durée du travail, la formation (selon M. Rocard, les succès d'un pays comme la Suède en matière de lutte contre le chômage proviennent pour les trois quarts d'une politique de formation et pour un quart de l'aménagement du marché du travail) ; enfin, « la diversité doit être reconnue ».

L'effet planche à voile

D'un point de vue macroéconomique, remarque-t-il, « la France ne peut pas grand-chose », car le niveau international des taux d'intérêt est la clé du problème. En revanche, en microéconomie, et à condition d'agir « sur le terrain », M. Rocard pense que des mesures de manœuvre existent, car « il n'y a plus vraiment de lieux maudits pour la création économique », si l'on met de côté « l'effet planche à voile » ou la recherche du soleil. Encore M. Rocard reconnaît-il qu'il s'agit alors de créer les emplois « trois par trois, ou dix par dix ».

Interrogé sur la dimension sociale de ses propositions, l'ancien ministre a simplement répondu : « Il est non socialiste d'accepter le chômage ». Il remarque que « le projet est dans la méthode » — « mobiliser les intelligences » — et soulignerait que les Français, en 1988, se demandent non pas « pour qui vote-t-on », mais « pour qui vote-t-on ».

Nouveau responsable de la communication chez M. Rocard, M. Guy Carcassonne, professeur agrégé de droit, qui a appartenu au cabinet de M. Michel Rocard lorsqu'il était ministre, et qui a été conseiller juridique du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'occupera désormais de la communication de M. Rocard.

DÉMISSION DE FRANÇOIS LÉOTARD

Dimanche, 17 h 10, rue de Varenne, hôtel Matignon

François Léotard se lève, en montrant les marches qui conduisent à l'entrée du Premier ministre : il a le trac, il tremble l'échine de ce qu'il va devoir dire, dans quelques minutes, à Jacques Chirac. Il est sûr que l'homme va être malade, il le sent. L'usage rigide qu'il a fait de son pouvoir gouvernemental n'est-il pas contraire à son rôle de premier ministre ? Il n'est-il pas venu à la tête de la France de ce pays sans avoir été élu ? Il n'est-il pas venu à la tête de la France de ce pays sans avoir été élu ? Il n'est-il pas venu à la tête de la France de ce pays sans avoir été élu ?

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

« C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il. « C'est-à-dire que si je suis élu, je suis élu », dit-il.

Politique

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

CA n'a l'air de rien, mais, fût-ce dans le langage policé qui est le sien, le vice-président-directeur général de TF 1 vient, ni plus ni moins, de déclarer que la vente de cette chaîne s'était faite sur le base d'un abus de confiance. Cela fait demi-génie pour le vendeur.

M. Patrick Le Lay n'est pas un néophyte des affaires pour se plaindre sans savoir, ou être la victime de son ingénuité ! Aussi, lorsqu'il a dit, dans le Monde du 3 juin : « On ne peut pas vendre ce qu'on nous avait promis », il a raison. « Les estimations faites sur la valeur intrinsèque de certains produits sont erronées », ou encore : « Les stocks de fictifs ont été très nettement surévalués », l'idée vient que M. Le Lay se soit dupé, et par conséquent M. Bouygues. « De confiance ? » « Par qui ? » sont dès lors deux questions logiques dont il serait intéressant de connaître la réponse.

De combien ? C'est une affaire de finances. Par qui ? C'est une affaire d'Etat. N'est-ce pas ? L'Etat a vendu son bien et qui en a fixé le prix ? On dit que Philippe IV dit le Bel que l'Etat pourrait être faussé ; ou le sait être au gain et, par symétrie naïve, mauvais payeur ; voilà qu'il faudrait le découvrir margoulin. Les épergnaux, à qui va être proposé d'acquiescer ce qui reste de TF 1 entre les mains de cet Etat-L, seraient bien avisés de se méfier. D'ici que nous soit servie une version française des emprunts russes...

Bien sûr, il y a vraisemblablement, derrière les accusations de M. Le Lay, des tractations que ses déclarations ont pour mission d'appuyer. Mais le fait demeure, à moins de supposer que le vice-PDG de TF 1 a menti. Si c'était le cas, la réfutation de l'Etat tarde à venir.

TOUT enrichi de privatisation, l'Etat, ou du moins le gouvernement qui pour l'heure le gère, réserve au service public la portion congrue de sa sollicitude. A ce dernier, les tâches routinières ou peu lucratives. Parmi elles, le courtier et plus précisément celui qui échantonne les particuliers.

Il est juste de rappeler que, sur ce point, le libéral M. Longuet n'innove point en fait de laisser-aller si ce n'est de laisser faire. Déjà, son prédécesseur socialiste, M. Méxandreu, n'envoyait pas dire que les lettres privées étaient le cadet de ses soucis, toute son attention étant réservée à ces fascinantes offres d'achat (de couteaux, de livres, de voyages, de prédictions astrologiques ou de ratons laveurs) qui permettent aux particuliers de recevoir quotidiennement un courrier de ministre sans être, non plus, obligés d'en prendre connaissance.

Au cas où les services postaux, et leur ministre, ne verraient dans ce propos que des

généralités relevant de la médiasance, voici l'authentique et véridique histoire, comme le brailaient les bateliers de foire, d'un paquet de cinquante faire-part timbrés à 1,90 francs (et donc « courrier urgent », s'agissant d'imprimés) postés vers 16 h 30 le jeudi 21 mai dans la boîte du centre postal qui jouxte le parc Monzamasse.

Paradoxalement, ce sont les plis destinés à la province qui sont arrivés les premiers : le surlendemain. Ce n'est certes plus le J + 1 qui faisait l'orgueil des défuntes PTT, mais cela reste acceptable.

Pour ce qui était destiné à Paris, ce fut une autre paire de manches. Ce qui était parti (?) le 21, ou en tout cas tamponné à cette date, est arrivé le mercredi suivant, c'est-à-dire le 27 mai. Il ne faut manifestement pas trop demander. C'est vrai que c'est un fameux trajet que celui qui va du 14^e au 1^{er}, 5^e ou 15^e arrondissements de Paris. Six jours pour franchir 500 ou 3 000 mètres, ça représente une fameuse organisation.

Plaintes

A vrai dire, tout n'est pas parvenu à la date du 27 mai. Il y a mieux. Par exemple, une arrivée dans le 16^e arrondissement le mardi 2 juin. Il est vrai qu'il y a la Seine à traverser. Il est vrai aussi que si le ministre savait qu'il était le destructeur, il se sentirait peut-être vaguement gêné. Mais il ne faut pas trop demander. D'ailleurs, puisqu'il s'agissait d'un décès, ce courtois ne risquait pas d'être périmé. L'éternité n'est-ce pas ?

O N ne voit pas de quoi pourrait se plaindre M. Léotard. M. Chirac lui a certes publiquement administré les verges, mais il ne l'a pas mis au pain sec et à l'eau. Les malheurs de M. Léotard sont moins grands que ceux de Sophie. M. Chirac n'est pas M^{me} Fichini. Souhaitons lui de n'être ni Gribouille ni Innocent. Mais cela pourrait être.

Car, au-delà de la dérision, il n'est pas très facile de discerner le bénéfice que peut tirer, en dehors de ses troupes (et encore pas de leur totalité), M. Chirac de sa sommation. Il avait un rival et, avant même qu'il ne soit, peut-être, un prochain, un adversaire, il en fait un ennemi.

Même si ces trois degrés de l'antagonisme sont couramment confondus, et a fortiori dans

l'univers politique, il se glisse à l'origine du troisième un sentiment qu'il faut éviter de susciter. M. Léotard a été non pas rappelé à l'ordre, mais humilié. On aura beau dire et on aura beau faire, et M. Léotard tout le premier, c'est jusqu'à présent le seul résultat certain de cette opération. Le fallait-il ?

S'il n'est pas un homme de rancune, M. Léotard est assurément un homme de mémoire, donc de revanche, s'il y a lieu. Il y a lieu. N'est-ce pas d'ailleurs cette mémoire et cette revanche qui sont, au moins pour partie, l'une des raisons de son entrée en politique ? Il est plus que vraisemblable que le ministre de la culture n'a pas la moindre chance de l'emporter en 1988. Pas même de figurer. Mais à défaut de gagner, M. Léotard peut nuire. M. Chirac doit savoir cela.

Certes, on ne contestera pas, le moment venu, qu'entendre un ministre proclamer qu'il soutiendra le rival de son premier ministre, ça fait désordre. Mais qui peut s'en étonner ? Pas M. Chirac, tout d'abord ! Ici, sur le terrain des coups tordus, n'est pas le plus mauvais des praticiens. Une partie (conçédons même qu'elle soit très large) du RPR applaudit à tout rompre, une partie de l'opinion aussi. Et autres ?

Ces ministres qui se chamaillent sont quand même bizarres. Ils visent le même poste et voudraient malgré tout que ces ambitions juxtaposées ne se donnent cours que sur le ton de l'exquise courtoisie et de l'apaisement—je-n'en-farai-rien, comme si M. Léotard devait être étonné des avaries qu'il subit depuis plus d'un an de la part de son partenaire, comme si M. Chirac devait s'offusquer qu'on ne fléchisse pas le genou devant lui. Que pèse, mon Dieu ! la solidarité ministérielle quand il s'agit de devenir président de la République et qu'on est à dix mots du scrutin ? La nature des choses, ce n'est pas l'union de la majorité, c'est sa division.

Quelques choix qu'il aura fait M. Léotard, il est à craindre que M. Chirac n'en tire pas profit et qu'il n'apparaisse pas moins diviseur que d'autres. Un peu plus de subtilité n'aurait pas nui de la part du premier ministre. Il aurait consulté à ce propos M. Mitterrand que celui-ci ne lui aurait certainement pas refusé quelques conseils.

DÉPUIS qu'il est aux affaires, M. Séguin exerce moins de séduction. Cela prouve qu'il gouverne. Il sait dire qu'il n'aime pas le hard rock et sa fille en rit. Voilà qui est bien. Voilà au moins un dirigeant qui, s'il veille à son image, puisqu'il passe à « l'heure de vérité », ne court pas après son look. Si cela pouvait donner des idées, notamment de réserve, à ses collègues de la droite et de la gauche, la vie publique du pays en serait assainie.

VOUS PRÉPAREZ LES CONCOURS DES FONCTIONS PUBLIQUES
LA NOUVELLE COLLECTION

CONCOURS

FONCTIONS PUBLIQUES

**Martine
MEUNIER-BOFFA**

**Marie-France
SAUZEAU**

DROIT SOCIAL

250 F (Franco: 272 F)

Grand Prix de l'Essai 1987
RABELAIS DÉCRYPTÉ

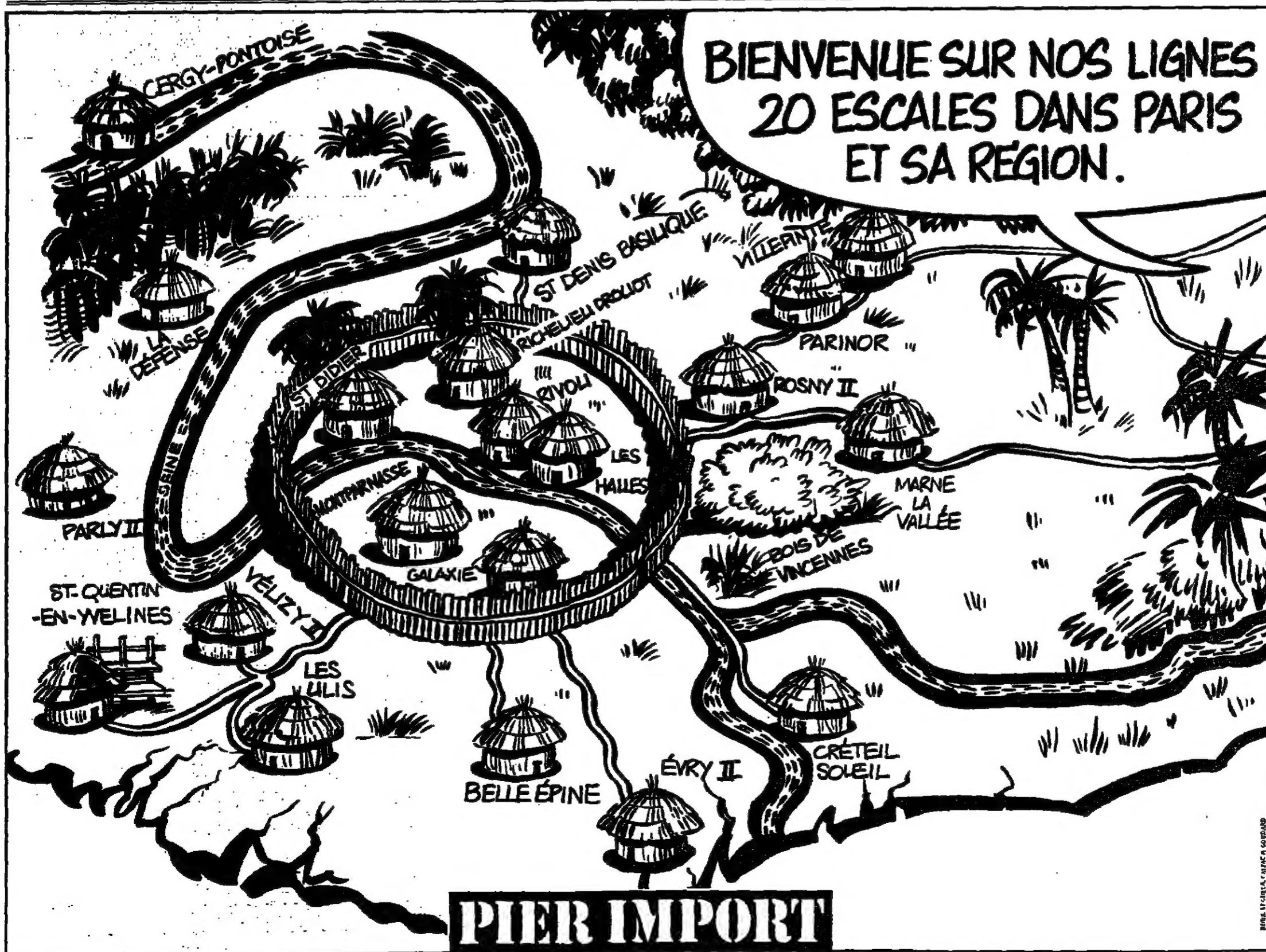
Claude GAIGNEBET

A PLUS HAUT SENS

l'ésotérisme spirituel et charnel de RABELAIS



2 volumes 21 x 27 illustrés, 1.120 pages
Documentation sur demande :
15 rue Victor-Cousin - Paris V^e

MAISONNEUVE & LAROSE

Supplice et fragilité de la mémoire

Comité antiraciste, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP, avaient pris place plusieurs dizaines de jeunes beurs et Noirs. D'autre part, l'ouverture d'une information judiciaire a été ordonnée par le procureur de la République contre le directeur-gérant du restaurant self-service Flunch. — (Corresp.)

Pour avoir d'excellents résultats en matière d'achat d'espace media, il faut bien connaître ce métier. Notre expérience en achat d'espace est reconnue de tous. Notre approche quantitative et qualitative permettra, à vous annonceur, de mieux rentabiliser votre investissement media.



Pierre-Homsy.

HOMSY AUDIT est une innovation très importante en France. Elle consiste à mettre à votre disposition notre expérience et notre savoir-faire pour vous permettre de mieux faire travailler votre agence ou votre centrale d'achat. Rappelons que l'achat d'espace représente, à lui seul, 80 % des dépenses publicitaires.

Il n'y a pas de "bon" ou de "mauvais" prix: seul compte le juste prix qui dépend d'un rapport qualité/prix objectif et non subjectif.

Un réseau d'affichage performant mérite un juste prix.

Un choix d'horaires radio très demandés mérite un plan radio avec un juste prix.

Un plan magazine, qui donne la priorité aux emplacements de qualité, en 4^e de couverture, 2^e de couverture,

mérite un juste prix.
Un plan T.V. avec de fortes contraintes de diffusion mérite un juste prix.
Un plan cinéma qui privilégie certaines salles mérite un juste prix.
Un plan presse quotidienne nationale s'achète différemment d'un plan presse quotidienne régionale.
De nombreux autres exemples, tenant compte des montants des budgets, et des périodes d'investissements, existent et influent sur le prix.

Quel que soit votre problème, nous pouvons vous conseiller. En fonction de vos objectifs marketing et media planning, nous vous conseillerons le meilleur rapport qualité/prix, donc le prix le moins cher selon ces objectifs. Notre expérience de la publicité est complète et permet d'intégrer les stratégies et les contraintes de la création.

Absolument pas. Nous agissons comme un Cabinet d'Audit. Nos interventions sont confidentielles. Vous continuerez de travailler avec votre acheteur d'espace habituel, mais vous serez mieux informé et vous le ferez mieux travailler.

Nous sommes rémunérés sur les économies réalisées. Nous vous demandons 30% des économies réalisées grâce à notre intervention.

Si la recherche de l'excellence en matière d'achat d'espace est votre objectif, si cela correspond à votre souci de gestion, contactez directement Pierre Homsy: HOMSY AUDIT, 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél.: 45.44.38.67.

GROUPE HOMSY DELAFOSSE ET ASSOCIÉS

UNE NOUVELLE MANIÈRE D'ACHETER L'ESPACE MEDIA

Société

L'opération policière dans les milieux intégristes musulmans

Une trentaine de personnes en attente d'expulsion

Vingt-trois personnes devraient être expulsées de France dans les prochains jours à la suite de l'opération policière menée mercredi 3 juin dans les milieux intégristes musulmans de plusieurs nationalités. Opérant à Paris et en région parisienne, à Caen, Bordeaux, Marseille, Poitiers, Strasbourg, Besançon, Toulouse et Lyon, les policiers ont interpellé cinquante-sept personnes de nationalité libanaise, syrienne, irakienne, marocaine, tunisienne et algérienne. Non sans difficultés le ministère de l'intérieur, qui a pris à leur encontre des arrêtés d'expulsion, est en train de négocier les vingt-trois départs avec les éventuels pays d'accueil.

M. Wahid Gerdji, fonctionnaire de l'ambassade française à Paris, qui devait être conduit au cabinet de

M. Gilles Boulouque, juge d'instruction chargé du dossier des terroristes, a été arrêté en mars et en avril derniers, n'a pu être entendu (*Le Monde* du 5 juin). Lorsque les policiers se sont présentés à son domicile, ils ont été accueillis par son père, qui leur a annoncé que M. Gerdji était parti la veille pour Genève. Médecin de l'ayatollah Khomeini lorsque ce dernier était en exil à Neauphle-le-Château (Yvelines), M. Gerdji père a protesté contre la perquisition de l'appartement de son fils. Les policiers y ont saisi un carnet d'adresses qui est en cours d'examen.

Un fichier a également été saisi au centre musulman de l'association Ahl-el-Belt, au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), où une perquisition a également été menée.

L'association Ahl-el-Belt

« En France, on a plus de liberté pour vivre notre islam qu'en Egypte ou en Tunisie »

Selon le *Journal officiel* du 14 juillet 1983, l'association de la bibliothèque Ahl-el-Belt (1) — littéralement : « Les gens de la maison » (de Mahomet) — a pour objet « la publication, la traduction et la diffusion des livres islamiques », et ses ressources proviennent de « collectes pour couvrir les frais desdites activités ».

L'équipe d'Ahl-el-Belt était alors ainsi composée : président, M. Mohamed Mohamed, étudiant irakien, né en 1951 ; secrétaire général, M. Abbas Ahmed, irakien né en 1944 ; trésorier, M. Mohamed Bakr Fadlallah, assistant à l'université Paris-VI, libanaise, né en 1951, dans la ville sainte chiite irakienne de Najef, comme les deux précédents et frère ou, en tout cas, proche parent d'un des principaux chefs chiites maoïstes libanais actuels, Hussein Fadlallah.

Il y a quelques jours encore, dans le petit immeuble gris, au 27 de la rue aussi grise rue Pasteur, au Kremlin-Bicêtre (2), à la limite sud de Paris, on répondait que « Bakr Fadlallah, présent au Liban, serait de retour en juin ». On acceptait, sans trop de mal, mais sans chaleur excessive comme le reste de la maison, de la salle commune sans confort, au garage, nué en exposition-vente de « vêtements islamiques ».

Sur le mur, entre les grandes classiques de la littérature religieuse musulmane, un portrait de l'imam chiite Bakr Sadr, assassiné sauvagement avec sa famille, en Irak en 1980, par le dictateur Saddam Hussein. Très proche de l'ayatollah Khomeini, Bakr Sadr, fondateur à Bagdad en 1968 d'« El-Daoud (l'invitation) », le plus ancien mouvement politique chiite fondamentaliste, était aussi le cousin de l'imam libanais Moussa Sadr, mystérieusement évanoui en Libye en 1978.

Arrivé enfin à M. Mahdi, Français d'origine irakienne et responsable d'Ahl-el-Belt, le regard clair et la parole fluide : « Nous sommes sept musulmans chiites et sunnites dont deux irakiens, pour animer Ahl-el-Belt dont le but est uniquement culturel et éducatif. Malheureusement, notre action auprès des musulmans est entravée par les petits moyens dont nous disposons ».

La discours de M. Mahdi était assez bien charpenté, mélange de formules islamiques de bon sens et de coups de chapou à la France : « Ici, on a plus de liberté pour vivre notre islam qu'en Egypte ou en Tunisie. Le musulman qui n'est pas heureux dans ce pays, qu'il le quitte ! » Et à propos du « grand djihad », effort du musulman sur lui-même pour avancer : « En France, nous ne sommes pas chiites, il consiste, par exemple, à jeûner, à résister à la tentation des femmes dénudées partout ».

Pour finir, on se voyait remettre quelques livres en français, presque tous écrits à Paris, en 1983, par Ahl-el-Belt, généralement dans la collection « l'islam conduit la vie ». La plupart sont l'œuvre de feu l'imam Bakr Sadr, qui y traite aussi bien des Principes généraux de la banque dans la société islamique (traduction d'Abdoul Sahli) que des lignes directrices de l'économie dans la société islamique (traduction d'Abbas Ahmed).

Dans d'autres opuscules, l'imam assassiné explique Allah, le Prophète, l'islam ou encore le Mahdi : il s'agit de l'imam sauveur Mohamed El-Montazer, qui attendent les chiites depuis son « occultation » à Samarra, en Irak, il y a exactement 1 100 ans.

Ce dernier ouvrage est présenté par Hamid Hafid Daoud, égyptien, chef du département de littérature arabe à l'université d'Al-Qadima-La Caïre, qui écrivait en 1978 : « *Fiqh de la pensée moderne*, les livres du professeur Bakr Sadr se distinguent par une objectivité dépouillée de toute position partisane, passionnelle ou d'intérêt personnel ».

Mais derrière la dévotion affichée pour un grand défunt se cachait peut-être d'autres activités moins bénignes... J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Sans rapport avec la fondation du même nom patronnée en Jordanie par la dynastie hachémite.

(2) A l'origine, l'association siègeait 121, avenue d'Italie, Paris-13^e.

Après la mort de Viviane Borderie

Deux cents manifestants devant la SNCF

Quelque deux cents personnes ont manifesté, le jeudi 4 juin, à Paris, à l'appel du Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Borderie, pour demander que « toute la lumière soit faite » sur la mort de cette infirmière antillaise de quarante-deux ans tuée le 23 mars en tombant d'un train en gare d'Évry-Courcouronnes (Essonne), après une altercation avec deux contrôleurs.

Les manifestants se sont rendus de la place de Budapest (9^e) au siège de la direction générale de la SNCF, rue Saint-Lazare, réclamant l'« inculpation des contrôleurs », et la dissolution des « brigades meurtrières » (groupes de contrôleurs, brigades anti-terrorisme, brigades spéciales). Ils se sont dispersés dans le calme vers 20 heures, sans avoir été reçus par les responsables de la SNCF.

Le juge d'instruction chargé de l'enquête, M. Emile Cabé, du tribunal d'Évry, avait procédé à une reconstitution des faits le 23 avril, en présence des deux contrôleurs et

des témoins. Trois d'entre eux, qui se trouvaient sur le quai au moment de l'accident, affirment avoir vu une main sortir du wagon pour empêcher M^{me} Borderie de remonter à l'intérieur quand le train démarrait.

Sur le passage du cortège, des passants se plaçaient eux aussi des agissements de certains contrôleurs : « Ils ont tous les droits », a déclaré l'un d'entre eux.

● Un gendarme blessé à Bastia. — Deux hommes circulant à motocyclette ont ouvert le feu au pistolet mitrailleur sur la façade de la caserne de gendarmerie de Bastia, située à la sortie sud de la ville, jeudi 4 juin, vers 10 h 30. Des scènes de violence ont blessé un gendarme. Les deux hommes, l'un portant un casque blanc, l'autre un casque bleu et un blouson bleu, ont ensuite disparu dans la circulation. Les gendarmes ont relevé une vingtaine d'impacts de balles sur la façade et dans les bureaux.

MÉDECINE

La conférence internationale de Washington sur le SIDA

Second virus : le recul américain

WASHINGTON de notre envoyé spécial

Principale question posée, le jeudi 4 juin, à la troisième conférence internationale sur le SIDA : le virus découvert il y a deux ans en Afrique de l'Ouest par les équipes du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) et du professeur Myron Essex (université Harvard, Boston baptisé HIV-2 ou HTLV-4 est-il ou non susceptible de déclencher l'apparition du SIDA ?

A l'applaudissement ce fut, sans conteste, le professeur Montagnier qui triompha. Il entreprit de décrire point par point la structure et le caractère pathogène du HIV-2 en rapportant les résultats d'une étude faite en collaboration avec le docteur Françoise Brun-Vezinet (hôpital Claude-Bernard, Paris) sur 30 personnes séropositives pour le virus HIV-2. Parmi celles-ci, 17 étaient atteintes d'un véritable SIDA. Aucune de ces personnes n'avait été contaminée par du HIV-1. Ces 30 cas ne sont pas isolés puisqu'on a aussi pu retrouver des personnes séropositives pour le HIV-2 en Afrique de l'Ouest (Guinée-Bissau, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali) ainsi qu'en Angola, au Mozambique, en République centrafricaine et même en Angleterre et au Brésil.

Virus à transmission hétérosexuelle, le HIV-2 est, selon le professeur Montagnier, proche du virus simien, le SIV, isolé chez des singes verts. Pour lui, les personnes infectées par le HTLV-4 doivent certainement être infectées par du HIV-2. « Par souci de clarification, je crois qu'il serait préférable de ne renvoyer qu'un seul nom pour la deuxième forme du SIDA, le HIV-2 », a-t-il déclaré.

Le professeur Essex rappela, pour sa part, les résultats d'une étude faite en Afrique de l'Ouest sur 4 248 personnes d'où il ressort que la présence du HIV-2/HTLV-4 est très variable selon les régions. Entre 1 % et 10 % des personnes testées se sont révélées positives. Parmi les prostituées, cette proportion varie de 15 % à 65 %. Le professeur Essex a aussi indiqué que dans l'immense majorité des cas les personnes infectées par le HIV-2 n'étaient pas malades. « Je dois cependant reconnaître, a ajouté le professeur Essex que nous avons observé trois cas de SIDA approuvés chez des personnes infectées par du HIV-2 ». Il s'agit d'un homme originaire de Côte d'Ivoire et de deux femmes vivant en Guinée-Bissau.

Querelle de noms

Pour le professeur Essex, les études de biologie moléculaire faites sur le HIV-2 indiquent que ce virus présente trois variantes principales. La première, la plus fréquente (détectée dans 85 % des cas), se retrouverait principalement au Sénégal. Cette variante ne serait pas ou serait très peu pathogène. Les deux autres variantes, plus rares, existeraient, d'une part, au Burkina-Faso et en Côte d'Ivoire, d'autre part en Guinée-Bissau.

En clair, nous a expliqué par la suite le professeur Essex, on peut considérer que le SIV, le HTLV-4 et le HIV-2 sont identiques de la même manière que l'on peut dire que le HIV-1 existant en Europe est le même que celui trouvé en Afrique. Pour le chercheur américain, « il apparaît clairement que le HIV-2 est très peu pathogène. 95 %, sinon plus encore, des personnes qui en sont porteurs ne développeront pas de SIDA. Seules 5 % de ces personnes séropositives développeront un SIDA d'ailleurs très atypique. » Selon le professeur Essex, le problème du nom du virus est un faux problème. « Je me rends très bien compte, nous a-t-il déclaré, qu'il est illusoire de me proposer de vouloir imposer le nom HTLV-4 si HIV-2 satisfait tout le monde... » Pour le spécialiste américain, « le fait d'être séropositif pour le HIV-2 n'a absolument pas la même signification que d'être infecté par du HIV-1. C'est de bien meilleur pronostic ».

Pour le professeur Montagnier, il est largement prématuré d'affirmer que 95 % des personnes infectées par du HIV-2 ne développeront pas de SIDA : « Avec le recul dont on dispose, nous a-t-il déclaré, il est impossible de donner des chiffres ». En outre, il s'est déclaré en désaccord avec le professeur Essex lorsque celui-ci affirme que le SIV et le HTLV-4/HIV-2 sont identiques : « On ne peut pas confondre un virus humain et un virus simien ». Enfin, concernant l'hypothétique virulence

des porteurs ne développeront pas de SIDA. Seules 5 % de ces personnes séropositives développeront un SIDA d'ailleurs très atypique. » Selon le professeur Essex, le problème du nom du virus est un faux problème. « Je me rends très bien compte, nous a-t-il déclaré, qu'il est illusoire de me proposer de vouloir imposer le nom HTLV-4 si HIV-2 satisfait tout le monde... » Pour le spécialiste américain, « le fait d'être séropositif pour le HIV-2 n'a absolument pas la même signification que d'être infecté par du HIV-1. C'est de bien meilleur pronostic ».

Pour le professeur Montagnier, il est largement prématuré d'affirmer que 95 % des personnes infectées par du HIV-2 ne développeront pas de SIDA : « Avec le recul dont on dispose, nous a-t-il déclaré, il est impossible de donner des chiffres ». En outre, il s'est déclaré en désaccord avec le professeur Essex lorsque celui-ci affirme que le SIV et le HTLV-4/HIV-2 sont identiques : « On ne peut pas confondre un virus humain et un virus simien ». Enfin, concernant l'hypothétique virulence

des porteurs ne développeront pas de SIDA. Seules 5 % de ces personnes séropositives développeront un SIDA d'ailleurs très atypique. » Selon le professeur Essex, le problème du nom du virus est un faux problème. « Je me rends très bien compte, nous a-t-il déclaré, qu'il est illusoire de me proposer de vouloir imposer le nom HTLV-4 si HIV-2 satisfait tout le monde... » Pour le spécialiste américain, « le fait d'être séropositif pour le HIV-2 n'a absolument pas la même signification que d'être infecté par du HIV-1. C'est de bien meilleur pronostic ».

Arrêt de la grève des étudiants en médecine. La Comité national inter-CHU des étudiants en médecine (CNIC) a appelé dans la nuit du 4 au 5 juin à l'arrêt de la grève entendue il y a deux mois pour protester contre le projet gouvernemental de réformes des études médicales. C'est à l'issue d'un vote que le CNIC, réuni à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière à Paris, a pris cette décision. L'arrêt de la grève devrait intervenir dès le vote par le Parlement de la nouvelle loi, actuellement en cours de discussion à l'Assemblée nationale.

FRANCK NOUCH.

DÉFENSE

M. Giraud demande aux industriels de l'armement d'exporter davantage

Le ministre de la Défense, M. André Giraud, a demandé aux industriels français de l'armement de ne pas consacrer un équipement militaire sans songer à ses débouchés à l'exportation. Il a donné cette directive à une quarantaine d'industriels qu'il avait réunis, le jeudi 4 juin, en séance de réflexion à Maisons-Laffitte (Yvelines).

An cours de cette séance de travail, M. Giraud a noté le ralentissement du commerce international des équipements de défense qui s'est traduit, pour la France, par une forte diminution des commandes reçues de l'étranger : 25 milliards de francs de prises de commandes de matériels militaires à l'exportation en 1986, au lieu de 44 milliards en 1985 et 62 milliards en 1984. « Ce ralentissement », a observé le ministre de la Défense, « touche spécialement la France ».

« Le marché international », a expliqué M. Giraud, « doit être la cible de nos efforts. On ne peut pas consacrer un équipement de défense sans songer à ses débouchés au stade même de sa conception ».

Il faut avoir une vision internationale des équipements. » Le ministre de la Défense a annoncé une série de mesures dans les quelques jours à venir. Dans cette perspective, il a émis le vœu que les mécanismes d'exportation en usage pour les matériels civils, notamment les conditions de crédit, soient adaptés au commerce des équipements militaires. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Devant les industriels français, M. Giraud a considéré que la France ne devait pas pour autant s'interdire d'importer des matériels militaires. « Accusé pour ne pas avoir fabriqué suffisamment, a estimé le ministre de la Défense, la qualité des armes dans il a besoin. Ce n'est pas une certaine contrainte dans le choix des équipements ».

A ce propos, M. Giraud n'a pas exclu que la France puisse s'adresser à des fournisseurs étrangers, en particulier pour les avions de combat de l'Armée de l'air et pour les appareils de transport intercontinental de l'Armée de l'air (*Le Monde* du 3 juin). Aucune décision n'est toutefois arrêtée, a-t-il indiqué, mais le gouvernement retiendra les solutions les plus avantageuses dans ce cas.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 3 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● AIR. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien le général de division aérienne Jean-Paul Chollet, nommé commandant de la 1^{re} région aérienne.

Sont promus : général de division aérienne les généraux de brigade aérienne Jacques Solleau, Bertrand Litre, (nommé directeur de l'infrastructure de l'air) et Jacques Devedant ; général de brigade aérienne les colonels Bernard Gobert, Georges Boumy, Jean-Marie Gressé, (nommé adjoint militaire « air » au directeur des constructions aéronautiques), Claude Solanet (nommé commandant du centre d'opérations de la force aérienne tactique et de la 1^{re} région aérienne), Paul Vericat (nommé chef du cabinet du chef d'état-major de l'Armée de l'air) et Michel Desrois.

Sont nommés : commandant les transmissions de l'Armée de l'air, le général de division aérienne Jacques Gandart ; directeur du Centre d'enseignement supérieur aérien et commandant l'Ecole supérieure de guerre aérienne, le général de brigade aérienne Elie Verdier ; commandant en second la force aérienne tactique et la 1^{re} région aérienne, le général de brigade aérienne Pierre Richalet ; sous-chef d'état-major de l'Armée de l'air, le général de brigade aérienne Hervé Mangin d'Oncois ; commandant l'Ecole de l'air et l'Ecole militaire de l'air, le général de brigade aérienne Jean-Paul Pelissier ; commandant le centre d'opérations des forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Georges Boumy.

● TERRE. — Sont promus : général de division, le général de brigade Jacques Klein ; général de brigade, les colonels Joseph Bouffandeau, Claude Girault et Jean Aubry. Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre, le général de divi-

sion Jacques Bottrie ; chef de la division « organisation logistique » à l'état-major des armées, le général de brigade Mathieu Cécéridi ; directeur du Centre des hautes études militaires, le général de brigade Jean Seneguen ; adjoint au délégué aux relations internationales, le général de brigade Philippe Morillon.

● MARINE. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Ghislain de Langres ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Jean Poulquen et Maurice Perleat.

Est nommé commandant l'arrondissement maritime de Rochefort le contre-amiral Yves Rabuteau.

● ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Paul Pictet ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef François Gonin, Georges Bouxin, François Lefan-deux, (nommé chef du groupe « lutte sous-marine » au service technique des constructions et armes navales) et Pierre Adad.

Sont nommés : adjoint à la sous-direction « prospective et études de systèmes » du service technique des constructions et armes navales, l'ingénieur général de deuxième classe Georges Vellen ; chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe René Raymond ; directeur du centre de documentation de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe François Chevalier ; adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg, l'ingénieur général de deuxième classe Marc Defournaux ; directeur de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Waser.

● M. René Eichenroth, préfet, a été réélu à la présidence de l'association des médailles militaires au cours d'un congrès national réuni à Angers le 31 mai. L'association, créée en 1904, compte 160 000 membres.

SCIENCES

M. Chirac met en place le premier aimant du LEP

GENÈVE de notre envoyée spéciale

Il est courant que les hommes d'État soient la première pierre. Peu d'entre eux, en revanche, ont eu l'occasion d'installer le premier aimant comme l'ont fait, jeudi 4 juin, le président de la Confédération helvétique, M. Pierre Aubert, et le premier ministre français, M. Jacques Chirac.

En grande cérémonie devant les représentants des quatorze États membres du CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules), le premier a soulevé — par automatisme interposé — le gros bloc magnétique, le second l'a mis en bonne place. Cela se passait à 87 mètres sous terre, dans le tunnel du LEP, accélérateur de particules qui équivalait au monde, que les Européens construisent à cheval sur la frontière franco-suisse.

L'occasion ne pouvait être meilleure pour vanter la collaboration entre les deux pays voisins. M. Aubert, dans l'allocution lyrique qu'il a adressée aux physiciens, n'a pas manqué de le faire. Il a notamment souligné « l'excellente coopération franco-suisse entre le CERN et la Suisse » ajoutant que « les liens si harmonieux sous terre ne sont pas moins en surface ».

M. Chirac, qui s'est déclaré « impressionné » par sa visite au CERN, a répondu par une ode à la recherche et à la coopération scientifique européenne. C'est aux spécialistes de la recherche la plus fondamentale que le premier ministre s'est adressé, tout en insistant sur

« l'impérieuse nécessité de la construction européenne ».

« Nous ne préserverons nos valeurs traditionnelles qu'en faisant nos efforts dans tous les domaines : la défense et l'économie, bien sûr, c'est aussi la culture. Et il n'y a pas de culture sans recherche fondamentale puisque celle-ci est la base de la compréhension des phénomènes et des comportements ».

Dans ce domaine, « l'Europe ne pêche ni par une insuffisance de moyens ni par une faiblesse de matière grise », a ajouté M. Chirac. Elle souffre de cloisonnements. Avec le CERN, tout prouve aujourd'hui que, lorsque les Européens s'unissent, ils occupent la première place sur la scène internationale. « Ce laboratoire peut donc servir de modèle à l'Europe scientifique tout entière ».

Évoquant ensuite la compétition américano-européenne dans la construction des accélérateurs, le premier ministre a abordé le problème des orientations futures du CERN. Il a proposé que « les ministres chargés de ces questions dans les quatorze pays membres se retrouvent pour réfléchir en commun à ces graves questions ». Pent-être ces derniers pourront-ils alors discuter de l'installation future d'un collisionneur protons-antiprotons (le LHC), dans la place laissée libre à cet effet dans le tunnel du LEP. Un projet cher aux physiciens et notamment à M. Carlo Rubbia, Prix Nobel, dont on dit qu'il pourrait devenir à la fin de 1988 directeur général du CERN.

ELISABETH GORDON.

Un anneau de 27 kilomètres

Plus les physiciens observent l'infiniment petit, plus ils voient grand pour leurs machines. Dans la course actuellement engagée dans le gigantesme, les Européens ont pris une longueur d'avance sur les Américains, et ceci grâce au LEP, un anneau de 27 kilomètres de circonférence, actuellement en construction au CERN.

Là, dans le long et étroit ruban enroulé sous terre, circuleront en sens inverse des électrons et leurs antiparticules, des positons. De leurs collisions, observées en quatre points de rencontre des faisceaux, grâce à quatre énormes détecteurs, jailliront des gerbes de particules, dont les physiciens attendent beaucoup. « Grâce à ces instruments raffinés et ultra sophistiqués, on devrait obtenir une meilleure compréhension de la matière

dans le microcosme, mais aussi de l'univers tout entier et de ses origines », dit M. Harwing Schopper, directeur général du CERN.

Bien qu'il existe encore 200 mètres de tunnel à creuser dans le Jura, les travaux d'infrastructure du LEP sont déjà bien avancés, et le premier des 4 000 aimants vient d'être installé. Au début de 1989, l'ensemble devrait être achevé, et quelques mille chercheurs et ingénieurs et techniciens pouront venir travailler autour de chacune des quatre « expéditions ». Ils disposeront alors d'une machine unique au monde, dont la construction aura coûté aux pays membres du CERN 4 milliards de francs, sans parler du coût des détecteurs.

E. G.

Le Monde
SANS VISA

**L'heure est à l'austérité.
Fidel Castro a décidé d'arrêter de fumer.
Dans la douceur de la nuit,
on voit des Bulgares,
des Roumains et des Hongrois
qui se promènent.
C'est dimanche à La Havane.**

par Agathe Logeart

TIEDR, comme une buée, elle a fini par tomber. Et, des trottoirs défoncés, des portes entrouvertes, de l'eau grasse et noire du port, des comptoirs des bistros en plein air, les odeurs de la ville, avivées par la pluie, sont montées.

C'est un dimanche à La Havane. Et depuis des heures

gances, la Mafia et Batista lui avaient forgé la légende d'une fleur vénéneuse.

Ce soir, au Tropicana, cet immense night-club clinquant installé sous les palmiers, une girl en strass, jambes interminables, peau caramel, prend la peine de saluer les représentants des agences de voyages des pays socialistes réunis à Cuba... Ils sont là, dans le dou-
 ceur d'une nuit caraïbe, ces Bul-gares. Roumains. Hongrois.



Un dimanche à La Havane

Fidel Castro, à la télévision, parle aux paysans réunis en congrès. Il plaisante, et ils rient. Il est sérieux, et ils écoutent leur barbe indéniable. Et, avec eux, toute la ville, ou tout ce qui, en ville, est doté d'un téléviseur. Là, dans cette entreprise, les employés de garde, ici, dans une maison du peuple, une femme et son petit garçon qui s'ennuie ferme. Plus loin, au combat pour la défense de la révolution, un groupe d'hommes attentifs et graves.

Il y a tout juste un an, les marchés libres paysans ont été supprimés. L'heure est à la « campagne de rectification » et à l'austérité. Fidel Castro a décidé d'arrêter de fumer. Le tarif des *gua-gua* (les autobus) va doubler, les repas gratuits dans les cantines ouvrières sont supprimés. Il faut économiser l'eau et l'électricité. Une sécheresse sans précédent frappe les récoltes.

La Harasse acoustique lourde-
ment sur front de mer, de
grosses américaines décaté-
-Chevrolet, Buick, Studebaker,
-vestiges savamment rafistolés
d'un autre temps, se font doubler
par des side-cars de fabrication
soviétique où l'on s'entasse joyeu-
sement en famille. Le long du
Malecon, l'immeuble avenue qui
suit la baie, au pied des maisons à
colonnes atteintes de petite
vèrre, des hôtels modernes qui
tentent de garder l'aspect de
l'école, des garages où s'embras-
se au pêche à la ligne. Dans le jardin
tropical de l'hôtel Nacional,
immense bâtisse néocoloniale, on
pique-nique sous les arbres.

**Un daïquiri
à la saveur de nuage**

Il faut descendre au sous-sol, dépasser le Cabaret parisien, et se laisser pénétrer par la fraîcheur du bar La Sirène, plongé dans une semi-obscurité. Dans un smoking sans âge, le barman dépose un daquiri sur le bar. Au bout d'une paille, la poudre de glace pilée, de rhum blanc et de citron vert, à peine sucrée, a la saveur imaginaire d'un mage. En quelle année sommes-nous ?

M. Wormold, vendeur d'aspirateurs et « agent à La Havane » de Graham Greene, est-il assis un peu plus loin, rêvant, l'œil dans le vague, à son irréel réseau d'espionnage, avant d'aller hanter les coulisses du théâtre Shanghai, haut lieu des polissonneries de la petite vertu cabaretière ?... Loin de l'austère place de la Révolution, La Havane bruit encore de ce temps passé, où de casinos en bordels, de complets en mani-

Coréens du Nord, et bien sûr les amis soviétiques, hôtes de marque du pays frère, les yeux écarquillés par ces beautés pailletées, aux hanches délicates, aux ventres onduleux.

Comme tout le monde ici, ils ont suivi le parcours obligé du

d'Armes, des coqs de combat attendent, en cage, d'être expédiés à l'étranger, car les jeux de hasard n'existent plus depuis la révolution. Les colons espagnols ont laissé ici de superbes maisons baroques où dans les patios vanille et rose, les plantes grasses, les pel-

bustes déboulonnés de ses lieutenants, une vieille caisse de Coca-Cola et une enseigne lumineuse de la Shell...

« Pst, pst : tu veux changer ? » Sans presque se cacher, des jeunes gens abordent l'étranger, si facilement repérable à son allure. Il ne porte ni la *Guayabera*, la chemise tropicale à manches courtes semée de petits plis ni l'uniforme saharienne un peu raide chère aux « techniciens des pays frères ».

Au cours officiel, un dollar américain vaut un peso. Dans la rue, il en vaut cinq. Et des billets « tope-là » discrètement changent de main. Ils permettront d'acheter des cigarettes américaines, des jeans, n'importe quoi, parmis les choses qu'on ne trouve pas dans les *tiendas* intour, les boutiques réservées aux touristes où l'on ne peut payer qu'en devises et où l'on trouve, à côté des tee-shirts « Cuba te Espera », des crocodiles empaillés et des cigares, aussi bien des tétines que des casquettes.

A Cuba il n'y a, vous serai-
ton, ni pauvres, ni chômeurs, ni
prostituées. Les gens mangent à
leur faim, bénéficient d'une
médecine et d'un enseignement de
qualité, et gratuits pour tous.
C'est vrai. Mais il existe de nou-

C'est vrai. Mais il suffit de prendre
des chemins de traverse pour
entrer dans un monde un peu plus
nuancé. Cherchez-vous en vain un
taxi ? Un arc scolaire, en catimini,
se détourne du chemin du
garage et pour quelques dollars
vous dépose à deux pas de votre
hôtel. Avez-vous envie d'herbe ?
On vous en propose facilement.
« Mexicaine, cubaine ? Ce que tu
veux... »

Quelques dollars pour une fille

Mais dans les supermarchés, où bien sûr, on « fait la cola » (la queue), les rayons sont vides. Retenues par des ficelles, les acheteurs attendent d'accéder à ces supermarchés possédant eux-mêmes des ficelles. Un pantalon qui fut jeune il y a bien longtemps coûte 20 pesos, un petit pot en plastique, 3. Les « bijoux » sont de la pacotille qui aurait à peine sa place dans une pochette-surprise. A côté, dans une immense librairie ultra moderne, en revanche, on ne se bouscule pas pour acheter les livres, où la littérature des pays de l'Est est surreprésentée.

Sur la plage de Varadero, la plus célèbre station balnéaire de

Y'a, où les bains de minuit sont
tidiés et l'eau transparente sous la
lune, c'est le paradis de la lan-
gouste et des crevettes. Il faut les
payer en devises et les choisir sur
une carte réservée aux touristes
étrangers : *Mais, rassurez-vous,*
dit le guide. *Les Cubains ne sont*
pas privés de crustacés : ils
s'arrangent... » Il s'arrange aussi,
ce jeune Noir, entremetteur avec
les changeurs, qui alpague
l'étranger près d'un cabaret flot-
tant, désert, dans la ville de Cien-
fuegos. Il a dix-neuf ans et ne tra-
vaille pas. Il passe au travers des
normes, chicement nourri de
combines qui – dit-il – lui rap-
portent plus que ne le ferait son
diplôme de menuisier.

« A qui bon travailler ? Avec une certaine de pesos par mois, je ne peux m'offrir ce dont j'ai envie... Loin du cabaret de l'hôtel, il vous entraîne, si vous offrez la bière délicieuse et forte (plus de 10°), dans une boîte du port où des jeunes de la ville s'embranchent dans une obscurité totale. La sono hurle une salsa crachotante. Avez-vous envie de danser avec l'amie de son cousin ? Elle a dix-sept ans, un enfant déjà. Et ce n'est pas tout ça, car vous y conduira dans son lit, mais un cadeau, quelques dollars...

Lui et ses amis sont prêts à parler la nuit entière. Dans leur rêve

alimenté par Radio-Marti, qui émet des États-Unis, c'est sûr, un jour ils partiront, quitte à chevaucher une grosse chambre à air pour traverser le détroit de Floride. Pour eux, de l'époque héroïque de la révolution, des héros de la Sierra Maestra, il ne reste plus que Fidel Castro, toujours vénéré mais, disent-ils, coupé du peuple.

**« Besame,
besame mucho »**

De l'autre côté du fleuve, dominant la mer, un incroyable palais oriental tout en stuc et en créneaux, cadeau tout à fait kitsch d'un milliardaire espagnol à sa femme, a été posé au bord de l'eau dans les années 20. A quelques mois de la révolution, le fils de Batista l'avait racheté pour le transformer en casino. Castro ne lui en laissa pas le temps.

« *Besame, besame mucho* », la chanteuse noire, plus très jeune, est installée derrière son piano et joue du jazz rauque qui swingue. Il n'y a pas de danseuses en paillettes, de conciliateurs soviétiques, de chanteurs au noir, de touristes bayants, plus d'écoles, d'additifs, d'hôpitaux pilotes, d'âbécés pour touristes, de mines de nickel, de rouleurs de cigares, de puits de pétrole, de champs de rizal. Il y a cette femme, ce palais et ce piano. Et, sur le piano, du rhum blanc glacé dans un verre balion.



Des heures de discours, royalement à la télévision

tourists : à l'hôtel Riviera, ils ont jeté un coup d'œil à cet escalier en colimaçon qui ne monte nulle part, construit spécialement le soir de l'inauguration pour Lassa Turner, moulée dans un fourreau de satin. Ils ont mis leurs pas dans des pas d'arrestes Henningway : bu cocktail, Mojito, (Quisqueba) et de la citrouille, citrou et rhum allongés d'eau), à la Bodega del Medio, ce petit bistro crôlé de la Vieille Havane, « graffiti » du sol au plafond, où sous les pales des ventilateurs l'on déguste haricots rouges et bananes frits, porc rôti et cheval aux poivrons. (Ils n'ont sûrement pas, comme les habitués, roulé leurs rames dans des cornets de papier.)

Mais ils ont goûté au Floridita, le restaurant que fréquentait l'écrivain, les chansons d'amour suaves susurrées par le trio Taicuba, ces trois délicieux vieux messieurs qui jouent ensemble depuis quarante ans, et le crabe Morro arrosé d'un vin blanc hongrois au goût de tokay un peu passé.

Dans la vieille ville, sur la place

miers, les flamboyants accrochés aux balcons, maintiennent un semblant de fraîcheur. Dans le palais du Gouverneur, ancienne demeure des capitaines généraux transformée en musée, par les persiennes mi-closées, les vitraux en demi-lune, le soleil - l'orage est oublié - joue au ping-pong sur les murs peints de frises où les fruits et les fleurs débordent des cornes d'abondance. On dirait les habitants du vieux palais tout juste sortis faire une course, tant la maison semble vivante encore.

Accoudée à un piano à queue, une jeune fille se fait photographier en robe du soir de dentelle de nylon bleu. Elle se fait chatte et bat des cils. Aujourd'hui, elle a quinze ans et, révolution ou pas, c'est la coutume d'être ainsi parée pour fêter son entrée dans l'âge des femmes.

Dans une pièce du musée, on a pieusement posé sur une estrade le fauteuil défoncé du général Fulgencio Batista. Son téléphone est posé sur une petite table. A ses pieds, pêle-mêle sur le sol, les

AIR HAVAS



NEW YORK
IZMIR
TOKYO
PALERME

à partir de **2100^F**
à partir de **1615^F**
à partir de **7450^F**
à partir de **820^F**

Vois à dates fixes.

Prix au 01/02/87

En vente à la boutique AIR HAVAS
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 429.69.73.4
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

ESCALES



New-York autour de dix nuits

New-York, est, du 19 au 28 juin, la capitale du jazz. Aux amateurs qui voudraient participer à ce festival fameux, l'agence Contour (1, rue Daunou, 75001 Paris. Tél. : 42-61-67-08) propose un forfait bon marché : 3 800 F pour dix nuits, voyage compris, dont les conditions sont les suivantes : vol charter Paris-

New-York et retour, séjour à l'hôtel Edison en chambre pour quatre personnes. C'est un vaste hôtel de confort moyen situé près de Times Square, au cœur de Broadway.

Le Bruxelles de Victor Horta

Art nouveau ou art déco ? A son rôle de capitale européenne, Bruxelles a sacrifié l'intégrité de son urbanisme et les beautés de la tré-

sie immobilière, de la furie autoroutière, y restant viables. Mais la richesse du patrimoine architectural de la fin du dix-neuvième siècle et de la première moitié du vingtième était telle que la ville veut proposer à ses visiteurs des itinéraires de découverte centrés sur l'art nouveau ou sur le modern style.

De Victor Horta, le maître, on ne verra ni la Maison du Peuple (démolie en 1968), ni les magasins Innovation (incendés en 1967), mais les amateurs du monde entier ont rendez-vous dans la maison-atelier de la rue Américaine, devenue musée Horta, toute en arabesques autour de l'escalier éclairé par la lumière dorée des vitraux. Plusieurs hôtels particuliers (architectes : Horta, Van de Velde, Horta), les anciens magasins Wauquez, sont au programme d'une visite guidée par un historien d'art de 10 à 17 heures, avec un déjeuner-hôte dans le décor exotique du fameux Faistaff. Deux autres itinéraires sont centrés sur l'architecture des années 20 ou sur la ville de Léopold II.

Pour permettre une vraie plongée dans l'atmosphère bruxelloise, l'office belge de tourisme (21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-41-18) propose un forfait comprenant deux nuits (hôtels Astoria, Métropole ou Palace), le déjeuner et la visite pour 700 F environ par personne en chambre double, les week-ends toute l'année, ou n'importe quel jour en juillet et août.

Visite à l'écrivain

En 1845, avec les droits d'auteur du *Comte de Monte-Cristo*, Alexandre Dumas se fait construire un château Renaissance à Port-Marly. Pour être plus près de la cantatrice Pauline Viardot, sœur de la Malibran, c'est une datcha que Tourgueniev se fait construire en 1875, à Bougival (photo ci-dessous) et dont il fait son cabinet de travail.

En 1878, Zola achète à Médan une petite maison avec jardin. Elle donne sur la voie ferrée et la Seine, et deviendra, au fil d'achats et d'agrandissements, une solide propriété. Là, l'auteur des *Rougon-Macquart* écrit



une bonne partie de sa célèbre fresque. Toujours à Médan, Maeterlinck achète, en 1924, le château fréquenté jadis par Ronsard et les poètes de La Pléiade. L'écrivain belge y séjourne, l'été, jusqu'en 1939 environ. On visite ces quatre demeures situées aux portes de Paris, dans les Yvelines. Co « Circuit des écrivains », organisé par le comité départemental du tourisme des Yvelines, dure une journée et coûte 280 F, tout compris : visite commentée par une conférencière agréée par le Comité national des monuments historiques, trajet en car, déjeuner au bord de la Seine, à Médan (le restaurateur prépare un des menus choisis par Emile Zola) et rafraîchissement au château de Maeterlinck.

Prochaines dates : 17 juin, 11 juillet, 6 août, 10 septembre, 23 septembre et 17 octobre. Inscriptions auprès de l'Office de tourisme de Saint-Germain-en-Laye (tél. : 34-51-05-12).

Sous la tente de Gengis Khan

En juillet, à Oulan-Bator, capitale de la République populaire de Mongolie, des foules venues de toutes les provinces de ce pays trois fois plus étendu que la France, se rassemblent pour la fête nationale, la Naadam, et participent aux jeux « vrais » dont la tradition remonte à l'époque de Gengis Khan : le tir à l'arc, la lutte et les courses de chevaux.



En collaboration avec l'Association culturelle franco-mongole et les agences nationales sur place (Intourist en URSS, Shufchin en Mongolie), Air Sud (105, rue Monge, 75006 Paris. Tél. : 43-37-85-90) organise une découverte en quinze jours de ce pays, en quatre grandes excursions au départ d'Oulan-Bator. Prix : 18 840 F par personne en pension complète, transport compris.

Les voyageurs prendront l'avion jusqu'à Moscou (Aeroflot), la transsibérienne jusqu'à Oulan-Bator avec escale à Irkoutsk et au lac Baïkal (en Union soviétique). Après la visite des musées et de la ville d'Oulan-Bator, départ (en avion) vers Khujirt (chutes de l'Orkhon, monastère de Erdent-Zuu érigées de chevaux), puis vers Mentshir (monastère musée), puis deux journées dans le désert de Gobi, au sud, et deux journées à Terelj, à l'est, dans le steppe. Quatre nuits sont prévues sous la tente, tente

traditionnelle mongole. Départs le 4 juillet (avant la fête nationale mongole), le 25 juillet et le 18 août.

« Go West ! »

Il fallait tout le savoir d'hommes expérimentés dans le vie du rail pour ces entreprises cette conquête de l'Ouest américain avec pour montures les grands et moins grands trains qui sillonnent le pays. L'Association pour le tourisme ferroviaire US, boulevard de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 45-77-27-86, renseignements auprès de Jean Arici soumet à l'endurance de l'amatour d'aiguillage au long cours un circuit qui se développe du 13 juin au 2 juillet, avec pour principales escales les gares de La Nouvelle-Orléans, Houston, San Antonio, El Paso, Grand Canyon, Durango, Denver, Las Vegas, Dallas.

Prix par personne : 28 750 F. Pratique du tout compris puisque ne sont pas inclus dans le tarif ché seulement quatre déjeuners, deux diners et les boissons des repas.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

Pour vos vacances 68890 ST-HIPPOLYTE

HOTELLERIE MUNSCH ***
« AUX DUCS DE LORRAINE »
Au pied du Haut-Koenigsbourg, montagnes, forêts, promenades, séjour agréable, demi-pension. - Tél. 89-73-00-89

Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER

LE VICTORIA **
80 chambres, salle de bains, w.c., piscine, deux piscines, Solarium.
Jardin. Ascenseur. 2 salons, TV, bar. Tél. 93-41-42-26 - Téléc. 476363 F.

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pension à partir de 400 F/jour et par personne.
Tél. 94-44-94-27.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de Maître avec piscine, cinéma, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES.
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 470-418.

HOTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél. 93-82-39-60.
Piscine centre ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibus.

Montagne

PARC NATUREL DU QUEYRAS
Stages tennis, randonnées et raids. Hôtel gîte écoparc.
LA MAISON DE GAUDISSART
63300 MOLINES - (04) 92-45-82-28.

06490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Piste lés. comm. d'Europe. 2040 m.

LE VILLARD + TENNIS
Chambre, et duplex + cuisine.
dep. 350 F pers./semaine. Tél. 92-45-82-08.

BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-62.

Provence

Vacances d'été dans le Midi une adresse

HOTEL DU COMMERCE ***
34638 GOURDARGUES
(GARD, PROVENCE, LANGUEDOC)
Nombre, loisirs : baignade, pêche, tennis, cyclisme, canot, kayak, discothèque, randonnées pédestres, excursions en car dans la région. Conf., qual., calme, repos. Documentation gratuite sur demande.
Tél. 64-82-28-48.

Sud-Ouest

81230 LACANAU-LES-BAINS
Languedoc - Tarn

HOTEL FUSIES ***
Vac. pl. forme. Pays vert et boisé. Sent. pédestre, lac, voile, ski nautique, équitation, pêche, stage tennis, disco, club.
Tél. 63-57-82-83.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
3 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Téléc. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. COTTI.
Tél. 19-41/93/33 02 82 - Téléc. 346143.
Via Sampson, CH 6600 LOCARNO.

LEYSIN (Alpes Vaudoises)

HOTEL SYLVANA ***
Idéal pour vacances d'été. Promenades pédestres. Situation calme. Vue panoramique. Accueil familial.
Rm. BONELLI, prop.
Tél. 19-41/23/24-11-56, CH-1854 LEYSIN.

TOURISME

RANDONNÉES PÉDESTRES - ÉTÉ
MAROC-HAUT-ATLAS-MULETS
JOURPORT DES SACS-VIL ACCOÛL
KI GUER HERNER
FRANCE-PAYS CATHARE-OCÉANES
LOZÈRE-MONT MARS
Dir. Dailat 19, av. St-Louis, 34 Montpellier.
Tél. : 67-72-16-19.

Carnet de route à Cuba

Adresses utiles

Consulat : 16, rue de Presles, 75015 Paris. Tél. : 45-67-55-36.
Office du tourisme : 24, rue de 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 47-42-54-15.

Formalités

Un visa est nécessaire pour se rendre à Cuba. Le consulat demande un délai de trois jours et 50 F pour délivrer une carte touristique valable quinze jours à partir du départ et renouvelable une fois à Cuba auprès de l'office du tourisme de l'hôtel où vous résiderez. En déposant sa demande et un passeport en cours de validité, il faut préciser le nom du voyageur, les dates et le lieu du séjour. Résider dans un hôtel est obligatoire.

Aucun certificat de vaccination n'est exigé. Aucune déclaration de douane ou de devises n'est demandée à l'arrivée. En revanche, il est interdit de rapporter plus de 100 cigares, à moins de payer des droits de douane.

Transports

Deux compagnies assurent des liaisons régulières avec La Havane au départ de Paris (Orly-Sud).

• **Cubana de aviación** : 24, rue de 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 47-42-81-21. Vol hebdomadaire (samedi). Temps de vol : 11 heures, escale d'une heure à Gander (Canada).
• **Barin** : 31, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-23-01-23. Deux vols par semaine (mardi et dimanche). Temps de vol : 11 heures, escale de quatre heures à Madrid (Espagne).

Séjour

Des voyages en groupe sont proposés par Havantour, la Compagnie des voyages, L.V.J. (tourisme pour jeunes), Nouvelles Frontières, Jet Tours, etc. D'autres organisations peuvent répondre à des demandes de voyages en groupe.

HOTELS SEILER
CH-3928 ZERMATT

COULEUR
KAMION
F. BELL
L. BELL
L. BELL
L. BELL
L. BELL

...et encore bien d'autres distractions à la carte!

Mont Cervin Tél. : 1941/2846 11 21
Téléc. : 472 129
Mont Rose Tél. : 1941/2846 11 31
Téléc. : 472 128
Schweizerhof Tél. : 1941/2846 11 35
Téléc. : 472 101
Stallermass Tél. : 1941/2846 11 36

Le voyage individuel est possible : un circuit sur mesure est mis sur pied avec location de voitures individuelles, à partir de 185 dollars par semaine (environ 930 F) pour 100 km par jour.

Excursions

Il serait dommage de n'aller à Cuba que pour profiter des plages. L'île est semée de vestiges du passé colonial. On pourra ainsi se rendre à Cienfuegos et visiter dans les environs la regueta du Trécor où un village luxueux de style néo-colonial a été reconstruit. On y rend en bateau en partant de Guama, où une réserve de crocodiles a été aménagée. On peut aussi se promener dans un jardin botanique de 92 hectares, sur la route qui relie Cienfuegos à Trinidad où 2 000 espèces végétales sont conservées dans 20 espèces de bambous. 280 espèces de palmiers... Si on a le temps, il faut se rendre à Trinidad sur la côte sud, exemple parfait d'architecture coloniale.

Conseils pratiques

A Cuba, le courant est en 110 volts. Il faut se munir d'adaptateurs à fiches plates (normes américaines). On peut photographier partout, sauf l'intérieur des musées et dans les zones militaires. Il est conseillé de se munir de pellicules et de films, difficiles à trouver sur place. Le change est un casse-tête pour le touriste - on lui déconseille de se procurer des pesos, préférant le faire payer en devises, surtout en dollars. Mais il peut aussi utiliser une monnaie locale spéciale ou des bons d'échange.

RÉSIDENCES

CAMPAGNE MER MONTAGNE

A vendre, 22 kilomètres

AIX-EN-PROVENCE

BASTIDE ancienne dans un cadre d'exception avec vue imprenable sur les paysages de Provence. Site classé 600 m. hab. 15 p. princ. Benx salons, bibliothèque, 9 p. a. de la chambre. Tl. conf. M. d'Am. Log. gard. Dépend. Parc closé de 4 ha avec 600 m. allées quadrang. R. entrée arb. arborées. Import. verges oliviers. Jardin. Jete d'ess et fontaine. R. à manger d'été. Orangerie. (Gérez avec pool home, Tennis).

CHATELAIN D'IMMOBILIER
2, rue Alsace-Provence
13400 LAMBERS - Tél. 42-92-88-61.

VILLAS A LOUER GRÈCE

Des locations
Juin à octobre.
Tél. 43-25-28-38.

An cœur de la forêt laotienne

VIELLE-SAINT-GIRONS
A 5 km de la mer, votre maison sur un terrain de 1 000 m².
T3 à partir de 238 000 F, ché en main.
Éc. SOULETTE, avenue de la Gare
40100 DALL. Tél. (04) 58-98-08-58.

HOTEL TERME MONT PEZZATO

HOTEL DE PRESTIGE
- 21 000 m² de jardin
- Air conditionné centralisé
- Restaurant à la carte

3 PISCINES - SALLE DE GYMNASTIQUE
COURT DE TENNIS - SERVICES DE CURES
THERMALES ET ESTHÉTIQUES
Médecin rhumatologue et Directeur médical résidents dans l'hôtel

VACANCES + REMISE EN FORME
GOLF CLUB EUGANEO à 6 Km.
GOLF CLUB ALBARELLA à 60 Km.
Réduction 50% pour 4 -green fee.

HOTEL TERME MONT PEZZATO - 35031 ABANO TERME
(Padova - Italy) Tél. (049) 668.377 (3 lignes) - 668.338
Pezzo - Abano Terme - Telex 430082 MPHT - I

Allez au Portugal

Et menez une vie d'aristocrate dans les Manoirs de la Costa Verde

4.520*

Consultez votre agence de voyages ou contactez :
TAP Air Portugal - tél. : (1) 42.86.93.30 ou le
Centro de Turismo de Portugal em França
7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Une semaine. Prix incluant le transport par la TAP Air Portugal, l'hébergement (minimum 2 nuits dans chaque manoir) et une voiture de location sur place.



Les Midlands, my Lord!

Si le Black Country, le Pays noir, est en proie à la fièvre électorale (le Monde du 4 juin), les Midlands ont aussi un côté châteaux, pays verdoyant, anachronique et britannique à souhait.

VOUS ignorez sans doute que l'actuel duc de Devonshire, chancelier de l'Université de Cambridge, est le onzième de la lignée. Que le propriétaire du château de Burghley n'est autre que le septième marquis d'Exeter. Les Anglais, eux, connaissent tout des méandres généalogiques de leur aristocratie, dont la révolution n'est venue ébranler les privilèges. Dans ce pays inscrit depuis des siècles dans l'acceptation des différences, il n'est ni paradoxal ni inhabituel de voir des bandes de motards bardés de cuir et de métal prendre paisiblement leur tour dans la longue file d'attente qui donnera aux familles — trois générations le plus souvent — le privilège de visiter la demeure et les jardins d'une authentique dynastie nobiliaire.

Au travers des siècles successifs qu'elle connaît dans la région entre son abdication (1567) et sa mise à mort (1587), la reine

d'Écosse et de France, Mary Stuart, pourrait servir de thème itinéraire : de Wingfield à Fotheringhay, d'Ashby-de-la-Zouch à Sheffield, il n'est guère de résidences patriciennes, aujourd'hui en ruines, qu'elle n'ait hantées, poursuivie par la méfiance de sa rivale Elisabeth I^{re} Tudor.

Avouons pourtant que l'enthousiasme de cette catholique et méconnaître l'Angleterre protestante ne rend quelque peu exaspérante l'héroïne romantique de Schiller. Cherchons plutôt à rencontrer certains de ces personnages excentriques, de ces lieux singuliers dont les îles Britanniques conservent le secret.

Les Midlands sont une providence pour ceux qui, après Dickens et Queneau, savent priser le bonheur des noms propres. C'est une région de football, dont les clubs souvent glorieux arborent de peu ordinaires initiales : Wolverhampton Wanderers, Nottingham Forest, West Bromwich Albion, Sheffield Wednesday (car à l'origine cette équipe d'ouvriers de la métallurgie jouait le mercredi). Mieux encore, le nom des villages, petits poèmes syllabiques aux effluves champêtres : Theddingwold, Sibbertoft, Blatherwycke, Horninghold, reliés entre eux par les public footpaths, ces sentiers abrutés à peine larges d'un mètre.

Les fermes ont des allures de gentilhommières, les automobiles anciennes, nombreuses, exhibent intactes leurs chromes et leur robe, et, dans les auberges rurales aux murs de briques et fenêtres Renaissance, on se restaura de pâtés en croûte et de légumes vert-pré, ces victuailles même qui garnissaient les boucheries lors des parties de campagne du Pickwick Club.

A Oundle sa public school, à Southwell sa cathédrale romane, à Fotheringhay son pont de pierre, les herbes folles et les croix de guingols de son cimetière. Notre premier « amateur », gentilhomme de discernement à l'anglaise, c'est David Cecil, sixième marquis d'Exeter, land-lord de Burghley House, important château élisabéthain, on y accède par la cuisine ornée d'une

table de bois gigantesque et de crânes de tortues.

Elève d'Eton, étudiant à Cambridge, le jeune David échappa longtemps aux meubles de Chipendale, aux portraits par Gainsborough et Lawrence, aux scènes bibliques de Tiepolo et Veronese qui garnissent la demeure familiale : ses dons athlétiques en firent un champion olympique de 400 mètres haies aux Jeux d'Amsterdam en 1928, puis l'organisateur des olympiades de Londres juste après la guerre. Expert en chiens et en course, il fut aussi gouverneur des Bermudes.

La forêt de Sherwood, refuge de Robin des Bois, abonde en vestiges douteux, mais aussi en élégants pavillons de chasse et maisons forestières. Et Sheffield témoigne elle aussi d'une époque révolue, bien que plus récente : les hauts fourneaux se sont éteints, la brume a remplacé la fumée. Les vertes collines dominent la vallée, on y a paysage sorti des romans des « Angry young men » ou des films du « free cinema » d'il y a trente ans. Ce n'était point tant le chômage que les rebelles d'alors espéraient fuir, que le conformisme.

Le passé absent et réunit

L'Angleterre s'est retrouvée, cependant, en dépit de la violence dont les tribunes de football, et même de cricket depuis peu, sont le théâtre. Le passé absent et réunit : au Culter Hall (maison des couteliers) de Sheffield, triomphe des corporations industrielles du siècle dernier, trône toujours le Norfolk Knife, monumental couteau de soixante-huit lames qui fit sensation à la victorienne Exposition universelle de Londres en 1851, où se croisaient Marx et Dickens.

Le clocher penché de l'église de Chesterfield marque l'entrée de l'étonnant comté de Derby, aux richesses hétéroclites. Crich s'enorgueillit d'un amusant Musée du tramway, Matlock d'une usine de briques roses et de

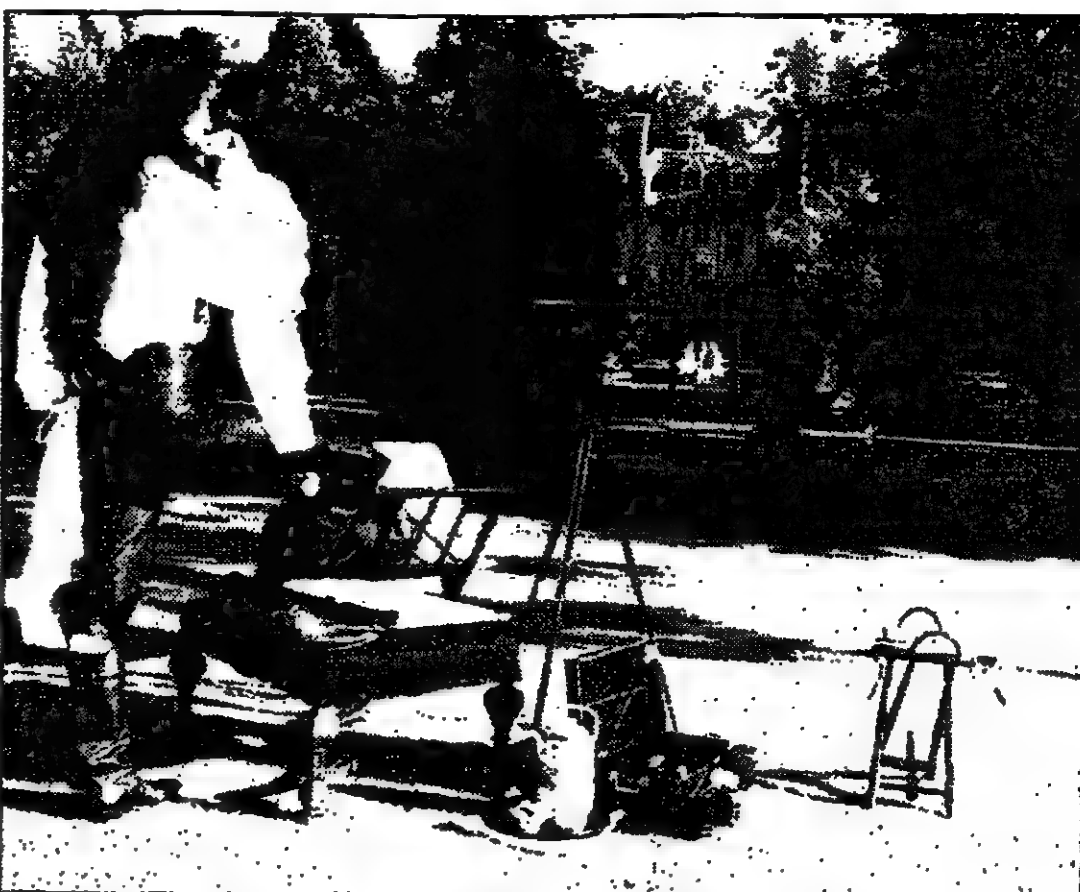


Photo du film de Peter Greenaway : Meurtre dans un jardin anglais.

ses eaux thermales, Bawell de son pudding et d'un pont du quatorzième siècle, Buxton, petite ville d'eau, de son opéra, de ses larges avenues, de son « crescent » (bâtiments en arc de cercle) dix-huitième.

Le Derbyshire, pays de l'ail sauvage et du myosotis, des clôtures de pierre sèche et des moors en plateau, est la terre natale de Samuel Richardson, qui donna avec Pamela (1741) l'un des premiers vrais romans de la littérature anglaise. On a quelque peu oublié « son moralisme bien pensant, son sentimentalisme un peu facile, causes de son extraordinaire popularité dans toute l'Europe » (Robert Escarpit). En revanche, l'harmonieux palais de Chatsworth, joyau du comté, retient toute l'attention.

La route sinueuse qui y mène enserme les villages aux toits d'ardoise violette où résident les serviteurs du château. Berceau de la famille Cavendish, dont l'ainé est duc de Devonshire (curieuseuse note au reste, puisque le Devon se trouve au sud-ouest de l'Angleterre), Chatsworth House, par la taille, a peu d'égaux en Europe : 175 pièces, un parc de 450 hectares entouré de 5 000 hectares de fermes, quelque deux cents domestiques en été.

L'ensemble, dont les plus anciens éléments conservés remontent au dix-septième siècle,

n'a jamais cessé d'être enrichi, agrandi, aménagé par les résidents successifs de cette propriété de famille. Dans un paysage de cascades et de rases pelouses, d'allées aux arbres taillés et de jets d'eau, on songe à Meurtre dans un jardin anglais, le subtil film de Peter Greenaway : le splendide dix-huitième anglais est là, il n'y manque ni la gloriolite ni le labyrinthe.

« A l'intention de n'importe qui... »

William Spencer Cavendish, le « duc célibataire », huitième du nom de Devonshire (1790-1858), domine la dynastie en « connoisseur » qu'il fut. Hôte impeccable et dispendieux, voyageur impénitent, il rapporta de ses périples les objets les plus inattendus et les plus encombrants, quinze, pour les exposer, à faire ajouter une aile au château : calque du Bosphore, stalles d'un monastère allemand, volumes originaux de J.-J. Audubon (The Birds of America, 1827), sculptures de Canova, pied de statue grecque colossale du premier siècle...

William Spencer eut aussi l'immortelle de confier jardins et fontaines à Joseph Paxton, qui devait construire plus tard le célèbre Crystal Palace de Londres ; il s'offrit un Rembrandt et des Frans Hals, ainsi que la plus

admirable bibliothèque que l'on puisse rêver.

Dans le Miroir de littérature et d'amusement, en 1844, il édictait : « Le duc de Devonshire autorise n'importe qui à voir la maison et les jardins tous les jours de l'année sans faire exception pour le dimanche, de dix heures du matin à cinq heures de l'après-midi. Non seulement l'individu le plus humble peut tout voir, mais le duc a expressément commandé de faire jouer les jeux d'eau à l'intention de n'importe qui sans exception. C'est là manifester le vrai esprit de la grande richesse et d'un libéralisme éclairé ; ajoutons aussi que cela s'inspire de l'esprit de sagesse. » On ne saurait mieux dire.

C'est que les Midlands orientales témoignent d'un art du loisir dont les Anglais ont été les initiateurs. Leur influence n'est plus guère manufacturière, elle joue toute sur nos modes de vie : ils ont inventé les sports d'équipe, le tennis, le golf, imposé le week-end, répandu le règne des animaux de compagnie, conçu une télévision moderne et décentralisée où public et privé s'affrontent au seul profit de la qualité. L'étroussure et la simplicité des routes, que souligne encore la lenteur de la conduite automobile ? Mettons-les au compte de « l'esprit de sagesse ».

OLIVER BARRITT.

Repères

● Y aller : Les East Midlands sont aisément accessibles par les aéroports de Birmingham et de Manchester. De Paris, British Airways assure deux vols quotidiens aller-retour pour chaque destination, et offre un tarif vacances (1 295 F AR pour la première, 1 365 F AR pour la seconde). Cette compagnie propose également diverses formules avantageuses de mini-vacances hebdomadaires de campagne, petit déjeuner anglais, voiture de location.

● Sur place : Parmi beaucoup d'adresses, on peut recommander ces hôtels-restaurants : — The Talbot, à Oundle (Northamptonshire) : téléphone : 0832 73281. — The Saracen's Head, à Southwell (Nottinghamshire) : téléphone : 0636 812701. — The Beauchief, à Sheffield (Yorkshire) : téléphone : 0742 380800. — The Lee Wood Hotel, à Buxton (Derbyshire) : téléphone : 0298 3002. — The Old Hall Hotel, à Buxton (Derbyshire) : téléphone : 0298 2841.

GUIDE MONDIAL

VI

Chaque volume au format 13 x 20,5 cm plus de 300 pages plus de 160 illustrations dont 40 en couleurs

Kenya
Tanzanie Rwanda Burundi

NOUVEAUTE

Ont paru dans la même collection : Amérique du Sud - Le Brésil, Venezuela, Guyane - Le Canada et l'Alaska - Caraïbes - Antilles - La Chine - La Corée du Sud - L'Égypte - Extrême-Orient - Les Îles Grecques - L'Inde du Nord - L'Inde du Sud - Israël - Japon - Kenya - Le Maroc - Mexique et Amérique Centrale - San Francisco - Tunisie

Une préparation indispensable - Les itinéraires essentiels - Une illustration abondante.

Éditions VILLO : 25, rue Givoux 75015 Paris
En vente dans toutes les librairies
Le Guide Mondial - Le guide qui vous guide

LA GRECE AVEC JUMBO: 1000 F*

Vol sur Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

JUMBO CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

JUMBO PARIS 47 05 01 95 - 42 60 30 18 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

VOYAGE

Météo-les-Açores

Un archipel sponsorisé depuis toujours par un anticyclone.
Bonne publicité pour les voyages ?

LES Açores trompent leur monde depuis le début. En effet, on a commis une erreur à propos de cet archipel portugais situé à 1 500 km à l'ouest de Lisbonne. Ça avait mal commencé puisque les explorateurs d'Henri le Navigateur, qui le découvrirent à partir de 1427, confondirent allègrement les buses (*milhafres* en portugais) qui hantent ces lieux avec des vautours (*açores*). Comme si Santa-Maria, Sao-Miguel, Terceira, Graciosa, Pico, Sao-Jorge, Faial, Flores et Corvo, si vertes et si pimpantes, pouvaient héberger ces charognards des plaines arides !

Les contrastes n'ont, depuis, jamais cessé. Le plus solidement armé à notre insouciance collective tient à la météo. A la télévision ou dans les journaux, quand règne un temps de chien à Paris ou à Rome, il n'y en a que pour l'anticyclone des Açores qui n'est pas remonté assez haut ou qui est descendu trop bas vers les tropiques.

A croire que les pressions atmosphériques de l'archipel commandent à l'Europe tout entière. A croire aussi que les Açores jouissent à perpétuité de l'azur qui fait trop souvent défaut au continent. Pas du tout. Bien que naturalisé açorien, l'anticyclone baladeur vaut aux neuf îles du couchant un temps drôlement variable, avoué par un dictionnaire local qui promet « la journée de quatre saisons ». Echarpes de brume, dards du soleil, touffeur tropicale, crachin breton, brises tièdes et vents salés font la ronde et la garde-robe avec.

Même bobard de rêve à propos de l'Atlantida, car les indices ne manquent pas pour faire de l'archipel les vestiges du continent englouti. Ne se dresse-t-il pas au bord d'un précipice océanique de 4 000 mètres de profondeur ? L'activité volcanique incessante

ne trahit-elle pas la fracture cyclopéenne qui court dans les profondeurs ? On dit que le cratère des sept cités (*caldeira das sete cidades*) qui culmine à 550 mètres d'altitude sur l'île Sao-Miguel a été baptisé ainsi en souvenir des villes de la civilisation supposée disparue. On dit aussi que le lac Turquoise et le lac Émeraude qu'il enchâsse sont nés des larmes d'une princesse et d'un berger dont l'amour était évidemment sans espoir.

Les fournaises géologiques

Si l'on croit à cette légende-ci, on peut aussi adhérer à cette fable-là, mais il serait plus sûr de se contenter de voir dans l'apparition et la disparition d'une minuscule île volcanique, au large de Faial, en 1957, le travail des fournaises géologiques qui ne cessent jamais. Depuis 1563, où le Picolo Sapateiro cracha la lave qui recouvrit la fontaine et la plage de Ribeira-Grande, au nord de Sao-Miguel, jusqu'à ce jour de 1964 où Sao-Jorge trembla très fort.

Dérive des continents ou pas, les îliens n'en ont cure, qui récupèrent à leur profit et pour leur santé les sources thermales inépuisables, de toutes les couleurs et de toutes les températures, mijonnant à gros bouillons le fer, le soufre et beaucoup d'autres ingrédients venus d'en bas.

La pêche au cachalot tient un peu moins de la blague. On vend chez les antiquaires les harpons

ou les copies de harpons que de hardis marins plantent encore dans la chair des mastodontes. File la corde avec la bête dans les profondeurs ! Il faut mouiller le chanvre pour éviter qu'il ne brûle en passant le bord. Puis on attend vingt minutes environ que l'animal vienne reprendre souffle à la surface. Harpon à nouveau en direction du cœur. L'océan s'ensangante et les barques volent.

Le père de Moby Dick, Melville, estimait que les meilleurs harponneurs du monde se trouvaient aux Açores. Notamment dans le district de Brethanha, à la pointe nord-ouest de Sao-Miguel, où l'on prononce les « u » à la française, parce que, dit la tradition, y habitent les descendants d'émigrés bretons.

Au joli temps de la marine à rame, on alla jusqu'à massacrer dans les parages quatre cents cachalots et baleines par an pour leur graisse, leur ambre et leurs os. Cette chasse au « tout gros » résista mal à la concurrence des navires-usines japonais et soviétiques. L'émigration vers Boston ou le Canada, et le goût d'un métier moins risqué, ont tari le recrutement de ces téméraires, que nargue, comme leurs aïeux, la queue du cachalot.

Il faut prendre les Açores pour ce qu'elles sont : neuf petites îles ou des morceaux de Bretagne. L'humidité ambiante a couvert les mamelons volcaniques d'une herbe toujours verte que paissent toute l'année des vaches frisonnes. Les chemins creux bordés de haies d'hortensias



blancs ou bleus abondent, mais aussi des petites routes pavées de lave et cernées de murs de blocs de basalte noire.

La latitude, l'océan et l'haléine volcanique ont fait de Sao-Miguel un véritable jardin d'acclimatation. Les premiers arrivants découvrirent à peine une quarantaine d'essences végétales indigènes. Leurs successeurs sont parvenus à apprivoiser à peu près tout ce qui pousse sur les contreforts les plus chauds : azalée, cryptomère du Japon, tabac, igname, fougère arborescente, ananas, araucaria, camélia, hibiscus, agrumes, ananas et thé, auquel des spécialistes chinois sont venus apporter des soins millénaires.

Un sentier romantique

C'est le parc floral de l'hôtel Terra Nostra, au fond du cratère de Furnas, qui donne le plus bel exemple de la luxuriance fraîche rencontrée à Sao-Miguel. Autour d'une piscine d'eau thermale chaude, les paysagistes ont tracé un étonnant sentier romantique et tropical avec l'aide des Kew Botanical Gardens de Londres. Ici voisinent le bambou, le cèdre et les rhododendrons.

Les Açores se visitent à pied. On a trop vite fait le tour de Sao-Miguel en voiture. Quelques tours de roue suffisent pour effleurer cette île de 16 kilomètres de large sur 66 kilomètres de long. Albano Cymron, qui aime sortir des routes rabâchées, a eu l'idée d'emprunter les sentiers des vignes et ceux qui entretiennent les compagnies des eaux pour vérifier leurs capteurs, afin de traverser l'île ou d'en longer les falaises. Avec sa femme, il accompagne les clients de son agence Melo dans des randonnées pédestres sans difficultés, d'une durée de deux à quatre heures.

Les itinéraires qu'il a choisis conduisent presque sans transition d'alpages aux ravins luxuriants et jusque sur la place d'un village côtier où la fontaine taillée dans la lave n'est jamais très loin de la Matriz, l'église paroissiale dont la façade baroque comporte inévitablement un portail mamelfin, ici aussi d'origine volcanique. En quelques minutes de marche, on glisse ainsi d'un paysage pour balade irlandaise à l'atmosphère méditerranéenne d'une rue portugaise, où les gamins jouent à courir derrière des pneus, et les vieux à regarder le passant.

On a l'habitude des chemins de Sao-Miguel. Chaque Carteau voit des centaines d'hommes réali-

ser à pied le tour de l'île en une dizaine de jours. Un visa croisé, ou une demande en instance auprès du ciel, pousse tous les hommes d'une même famille à s'en aller par les routes, priant et chantant. On loge à chaque étape chez le curé. Les femmes apportent, certains jours, le ravitaillement. Un excellent entraînement pour les processions qui se succèdent jusqu'à la Pentecôte : celle du Christo dos Milagres à Ponta Delgada, celle du Senhor dos Enfermos et les rites mystérieux de l'Espírito Santo. Ici, on croit, donc on marche.

ALAIN FAUJAS.

Repères

• Anticyclone. On peut se rendre toute l'année aux Açores et y trouver du soleil et des fleurs. À partir du mois de juin, la « journée des quatre saisons » est nettement plus ensoleillée.

• Asile. Pas très commode de s'y rendre. Air Portugal organise la dimanche des Misères Paris-Ponta Delgada (de Sao-Miguel via Porto ou Lisbonne). Les autres jours, une nuit de transit est obligatoire à Lisbonne. 3 545 F (jusqu'au 15 juin et à partir de 18 septembre) ou 4 070 F (du 16 juin au 18 septembre).

• Agences. Plusieurs agences de voyages offrent des séjours à Sao-Miguel (à partir de 4 470 F la semaine avec petit déjeuner, transport aérien compris) ou des combinaisons comportant la découverte de plusieurs îles (à partir de 6 505 F).

• Randonnées. Les marcheurs peuvent soit choisir un programme d'une semaine chez l'agence Navigateur (37, rue Godot-de-Mauray, 75008 Paris ; tél. : 47-42-45-44) au prix de 5 670 F pour huit jours, soit s'adresser directement à l'agence Melo (rue de Santa-Luzia 24, 9500 Beira, Açores ; tél. : 098-25314).

LA TABLE

SEMAINE GOURMANDE

Le Petit Coq aux champs à Campigny

Dans ce village de la campagne normande, à deux pas de Pont-Audemer, la famille Pommier (le papa, Francis, maître cuisinier et autrefois à Paris, passage de Budapest, le fils Patrick, chef de cuisine, leurs épouses) reçoit au calme. Beaucoup de tapageurs Relais ont moins de mérite. Chambres et site, piscine, deux salles à manger, jardin et une cuisine très « normandisée », avec évidemment beaucoup de poissons. Carte menu (200 F), menu gastronomique (300 F) et carte avec, cette année du « millénaire » de Guillaume le Conquérant, un menu de recettes anciennes retrouvées (240 F). Un dépaysement total en cette oasis de calme et de verdure. Régalez-vous, entre autres, de la soupe de poissons passée et safranée (58 F), des asperges du Perthe sauce grelette (110 F), du carrelot au cidre (88 F), du saumon à l'unilatérale crème d'orties (140 F), de l'andouillette au pomeau (88 F), etc.

• LE PETIT COQ AUX CHAMPS, à Campigny, Eure, à 6,5 km de Pont-Audemer. Tél. : 32-41-04-19. Pas de fermeture.

Restaurant Vanel à Toulouse

Je ne sais pas si les « ouatiers » sont conformes aux normes vespérales modifiées Michelin (lequel ne donne à Lucien Vanel que 2 étoiles), mais voilà, quant à moi mon « 3 et même 4 étoiles » du Sud-Ouest toulousain. Somptueuse cuisine originale d'une carte pour partie quercynoise : gelantine de dinde, escargots aux noix, civet de coq et pieds de porc au cahors, cou d'oe à l'oselle, confit pommes sarladaises et du marché, œufs coque aux patouilles avec asperges en mouillettes, chou farci de crabe et pommes reinettes, pâtés de Pézenas, saint-pierre beurre d'anchois aux choux verts, etc. Desserts inoubliables, carte des cafés, des thés, des infusions et sélection somptueuse des eaux-de-vie. Quant à la carte des vins (homologuée par l'Académie du vin de France), elle est complète, choisie et surtout (ce qui est rare), expliquée et commentée avec intelligence. Compter 300/400 F.

• RESTAURANT VANEL, 22, rue Maurice-Fontvieille, Toulouse. Tél. : 61-21-51-82. Fermé le dimanche et lundi midi.

Mas de la Bertrande à Beaurecueil

À l'occasion du Festival musical d'Aries, j'ai évoqué le Mas de la Bertrande (à 10 km). Elisabeth Gagnaire (dame d'ARC) y propose, outre ses menus « Saveurs primaires » et « Menu gourmand » (185 F et 250 F), cinq plats sans compter les « amusettes » de mise en bouche, un menu « Cinq d'œils à la table provençale » (150 F), où vous hésitez longtemps entre le pichou de moules et la caillotte, la grillade de loup et le bellotin d'agneau, entre autres. Quelques chambres, en ce mas provençal : terrasse et fermiers.

• MAS DE LA BERTRANDE, à Beaurecueil, Bouches-du-Rhône. Tél. : 42-28-08-09. Fermé le dimanche soir.

Le Saule pleureur à Montoux

A 5 km de Carpentras, une salle à manger bien bourgeoise, une cuisine honnête et saine Michel Philibert et de nombreux menus (du marché, à midi en semaine pour 98 F et à 154 F, 198 F et 270 F (dégustation) avec un menu « enfant » à 48 F. À la carte, compter 250/300 F (saute de ris de veau, feuilleté de saumon, rôti d'agneau compote de thym, soupe d'orange et pommes, etc.).

• LE SAULE PLEUREUR, à Montoux, Vaucluse. Tél. : 90-81-01-35. Fermé mardi soir et mercredi.

LA REYNIÈRE.



→Salzburg la romantique

Voyagez agréablement même en classe Touriste : places réservées, fauteuils plus larges, repas chauds, service raffiné. Austrian Airlines c'est vraiment différent ! Au départ d'Orly Sud, 2 vols par semaine (jeudi et dimanche à 11h35).

AUSTRIAN AIRLINES Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.



friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

friendly

AUSTRIAN AIRLINES

Des prix qui permettent de ne pas tout mettre dans le même panier: 30F

Panier à provision carré petit
30F

moyen
40F

grand
55F

Malle de mariée à partir de
95F

Rideau en bois
140F

Corbeille à fruits
15F

Jardinière suspendue
10F

Jardinière murale
10F

Panier à repassage, à partir de
55F

MAJS Tapis paille 150 x 240
280F

MAJS Tapis paille 120 x 180
175F

KIVIK Tapis de paille 150 x 240
95F

KIVIK Tapis de paille 120 x 180
65F

Corbeille à linge ronde, à partir de
175F

L'osier chez IKEA, ce n'est pas le coup de bambou... On vous l'a déjà fait ? Ah bon... Quoiqu'il en soit c'est un brin moins cher - Un gros brin, que l'osier ailleurs...

Ce qui vous laisse de quoi mettre des tas de choses dedans. Et vous pouvez en mettre des choses dans les paniers, les boîtes et les coffres IKEA. Par exemple du linge de maison IKEA. De la vaisselle IKEA. Plein de choses IKEA. Nous on dit ça comme ça. Histoire de rappeler que rien n'est jamais très cher chez IKEA.

Et puis, il y a une autre bonne nouvelle. L'osier, c'est pas comme les meubles : il est déjà monté.

Vous n'avez pas à le tresser, petits veinards. Dieu merci, parce que ce qui est exposé dans cette modeste annonce n'est qu'un petit aperçu d'un choix à vous donner envie de faire danser l'anse du panier... Un dernier mot sur la qualité de notre osier ; vous pouvez vous en servir. Il n'est pas seulement là pour le décor. Ce n'est pas lui qu'on accusera d'être un panier percé...

Prix valables du 1^{er} au 14 juin 1987 inclus, dans la limite des stocks disponibles.

IKEA®

Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN. MAR.: 11-20 H - MER. JEU. VEN.: 11-22 H - SAM. ET DIM.: 10-20 H **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**
IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. ET DIM. 10-20 H **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**
IKEA LYON: CTRÉ CHAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.79.23.26 - IKEA VITROLLES: RN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**

**TRT-TI : les télécommunications
et l'informatique
unies pour le meilleur.
Et pour le meilleur.**

TRT-TI, c'est l'alliance de deux forces complémentaires : d'une part, TRT, à la pointe des télécommunications ; de l'autre, PHILIPS, grande puissance de l'électronique avec son exceptionnelle capacité de recherche.

TRT-TI, c'est un nouveau partenaire : il offre à votre entreprise sa double compétence, en ingénierie de réseaux et en applications informatiques.

Objectif : réaliser ensemble la grande mutation de l'informatique et des télécommunications. Construire un nouvel univers où les données circulent beaucoup plus vite, et beaucoup plus loin ; où tous les matériels et tous les systèmes deviennent compatibles.

TRT-TI, c'est un partenaire unique pour vous. Pour que dans votre entreprise, la téléinformatique devienne le nerf de l'action.

TRT-TI : le nerf de l'action.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INFORMATIQUE

TRT-TI

5, square Max Hymans 75015 Paris. Tél : (1) 43 20 15 02

TENNIS : les Internationaux de France

Aux larmes, citoyennes

ROLAND GARROS
PARIS

Choc des générations et des styles. La finale dames des Internationaux de France mettra aux prises, samedi 6 juin, Steffi Graf, âgée de dix-sept ans, et Martina Navratilova, âgée de trente et un ans. Droitière, l'Allemande de l'Ouest, qui a éliminé l'Argentine Sabatini, essaiera de gagner son premier titre du grand chelem. Gauchère, l'Américaine, qui a battu sa compatriote Evert, tentera de s'imposer pour la troisième fois à Paris.

Pour être de première classe, un enterrement n'en est pas moins triste. Pleurons donc Chris Evert dont les funérailles ont été ordonnées en grandes pompes, jeudi 4 juin, par Martina Navratilova. C'est sur le central de Roland-Garros que l'Américaine sept fois championne des Internationaux de France, foudroyée en sa trentième année, l'épistrophe pourrait paraître cruellement brève pour une carrière aussi longue. Comment en formuler une autre ?

Chris Evert avait perdu auparavant bien des matches contre l'est-tobéolovque, trente-sept pour être précise, depuis leur première rencontre dans un tournoi de seconde zone à Akron (Ohio) en 1973. Elle en a même perdu sur des scores plus sévères que le 6-2 6-2 de ce jeudi crépusculaire. Mais c'était en un autre temps. Le temps où, pour finir, il n'y avait qu'elle et

● **ATHLÉTISME** : défaite de Moses. — L'Américain Edwin Moses qui n'avait pas été battu sur 110 mètres haies depuis le 28 août 1977, a été devancé, jeudi 4 juin à Madrid, par son compatriote Danny Harris, vainqueur en 47 s 56. Le recordman du monde (47 s 02), qui restait sur une série de cent vingt-deux victoires consécutives, a buté sur la dernière haie alors que son adversaire était en tête.

● **BASKET-BALL** : championnat d'Europe. — Pour son deuxième match, l'équipe de France a enregistré une deuxième défaite contre l'URSS (107-78), jeudi 4 juin à Athènes.

Martina sur la scène où elles faisaient la course seules en tête. Ce temps-là est révolu.

Chris Evert s'est fait rattraper par le peloton. Il lui faut pédaler avec le groupe de classe. Bref, pour la première fois depuis les Internationaux des Etats-Unis 1981, elle se trouvait face à Navratilova pour un match qui n'était pas la finale.

Et l'enjeu était énorme : il s'agissait de désigner celle des deux qui monterait au feu de la jeune génération samedi pour la finale. Une rude tâche.

Naguère, le défi l'aurait survécu. Au début des années 80, Tracy Austin et Andrea Jaeger avaient déjà tenté de renverser la domination. Ephémère révolution de palais. Chris Evert avait promptement remis de l'ordre à la cour du roi classement. Aujourd'hui pourtant elle n'est plus de taille à ces petits jeux.

En avait-elle conscience ? Se compagnie de route, Martina Navratilova, c'est-à-dire la rivale à laquelle elle ne voulait surtout pas laisser le dernier mot, s'est chargée de lui mettre les points sur les 1 : « c'est fini n-1 ». Ce fut aussi avec ménagement — entre grandes dames on sait se rendre des points quand l'arbitrage est défaillant — mais fermement. Chaque point gagnant, chaque break voulait dire en substance : « Tu vois bien, ton passing, de revers est rouillé. Ton jeu de fond de court ne tient plus la route, tu ne cours plus assez vite. Il est temps de tourner la page. Commence un autre chapitre de ta vie et n'aie crainte, je m'occupe des petites choses ».

At-elle entendue le message Chris ? A-t-elle compris qu'une championne de son standing, c'est-à-dire une reine des courts, ne doit pas décrocher ? Sans doute pas ! Elle a annoncé qu'elle allait se préparer pour Wimbledon. Mais sera-t-elle sur le gazon entre chose qu'un zombi ?

Ironie du sort, il y a fort à parier qu'elle-même ne voulait pas dire autre chose que « attention, casse-cou ! » à Navratilova lors de cette demi-finale. Depuis le début du tournoi, Chris Evert répétait à chaque occasion sur Martina qu'elle n'arrivait pas à revenir à son meilleur niveau en dépit d'un entraînement forcé depuis le début de l'année.

Celle-ci n'esquissait d'ailleurs pas les questions sur son après-tennis. On apprit ainsi qu'entre autres elle voulait retourner voir les ruines de la grande barrière de corail en Australie. Mais pour réaliser ses projets touristiques elle n'a pas pour autant abandonné toute ambition sportive.

On pouvait en mesurer l'étendue à deux faits : d'une part Navratilova a adopté une raquette plus lourde qui lui permet de donner plus d'effet à la balle ; d'autre part, elle a rappelé comme conseillère Renée Richard, qui l'avait entraînée avec succès jusqu'en 1983. Et après deux premiers tours assez laborieux, Navratilova avait retrouvé le for-



Défaitrice du record de victoires à Roland-Garros, Chris Evert a été l'adversaire de Martina Navratilova.

table abattage qui en a fait l'incontestable numéro un mondial ces six dernières années.

L'atmosphère tennistique est d'ailleurs ainsi faite que l'Américaine ne perdra pas ce rang établi par ordinateur si elle est battue samedi en finale. Affaire moyenne. Steffi Graf devra encore gagner à Wimbledon dans un mois pour espérer pouvoir la dépasser.

Statistiques
sibyllines

Mais n'anticipons pas. Graf a battu jeudi Gabrielle Sabatini en demi-finale. Cette trentehuitième victoire consécutive en sept tournois était statistiquement prévisible puisque la blonde allemande avait remporté les six matches précédents contre la brune argentine. Pourtant, ce ne fut pas une mince affaire. Plus tôt une énorme tranche de tennis. Car le grand coup droit de Graf tenait curieusement en jeu au court de la partie. Impossible de tenir la balle dans le court.

Et Sabatini en profita pour grignoter des points, accumuler des jeux, accrocher des sets. Dans la troisième manche, elle servit même pour le match à 5-3. Mais miraculeusement, à ce moment précis, Steffi administra deux énormes gifles à la balle, des coups terribles qui complèrent les jambes à Sabatini et firent basculer le match.

Elle en pleura d'avoir vu ainsi la finale lui passer sous le nez, la belle Argentine. Mais qui verra des

larmes samedi après-midi ? Les statistiques dans ce cas sont sibyllines. Navratilova a déjà battu Graf cinq fois en sept matches. Celle-ci a gagné lors de leur seule rencontre sur terre battue et lors du tournoi de cent vingt-huit concurrents en Floride. Elle-même a également eu deux balles de match contre Navratilova en demi-finale des derniers Internationaux des Etats-Unis. En clair, sa jeunesse athlétique a tout pour mettre en difficulté l'Américaine, qui ne voudra perdre à aucun prix.

Qui s'en plaindrait ? Sûrement pas le public. Avec Navratilova-Evert il a tiré un trait sur les dix dernières années du tennis féminin. Et Graf-Sabatini ont ouvert ce beau chapitre des années 90.

ALAIN GRAUO.

Résultats
du jeudi 4 juin

DAMES

● S. GRAF (RFA, 2) b. G. SABATINI (Arg.), 6-4, 4-6, 7-5.
● NAVRATILOVA (EU, 1) b. C. EVERT (EU, 3), 6-2, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS

(demi-finale)
● FORGET-NOAH (Fr.) b. FLEMING-DONNELLY (EU), 2-6, 6-4, 6-1, 6-1.
● JARRKYD-SUGISO (Sud-EU) b. TOLU-LOPEZ MAESO (Esp.), 4-6, 6-1, 5-7, 6-2, 6-3.

LES HEURES
DU STADE

Athlétisme

Meeting de Saint-Denis. Jeudi 11 juin (Canal Plus à 20 h 30).

Paris-Colmar à la marche. Départ mercredi 10 juin de Montreuil.

Basket

Championnat d'Europe. Jusqu'au 14 juin à Athènes.

Cyclisme

Tour d'Italie. Jusqu'au dimanche 14 juin. (Antenne 2 à 18 h 15).

Escrime

Masters d'épée. Au Palais des sports de Paris. Samedi 6 juin (Antenne 2, à 14 h 55, « Les jeux du stade »).

Golf

Open de France. De 11 à 14 juin à Saint-Cloud.

Motocyclisme

Championnats du monde de vitesse. Grand Prix d'Autriche. Dimanche 7 juin à Salzbourg.

Rugby

Coupe du monde. Antenne 2 en direct : Ecosse-Nouvelle-Zélande, samedi 6 juin à 5 heures ; France-Fidji, dimanche 7 juin à 5 heures ; Australie-Irlande, dimanche 7 heures ; Pays-de-Galles-Angleterre, lundi 8 juin à 7 heures.

Tennis

Internationaux de France. Jusqu'au dimanche 7 juin à Roland-Garros. TF 1, samedi finale dames à partir de 13 h 45. Dimanche à 15 h 20, finale messieurs.

Du simple au double

A John McEnroe, le double reconnaissant. L'Américain, qui n'avait certes pas besoin de cela pour vivre, a réhabilité le genre. Avec son compère Peter Fleming, un virtuose de la spécialité. Big Mac a, pendant des années, systématiquement joué en double. Avec Fleming, ou avec d'autres, il a gagné soixante-trois tournois et perdu dix-neuf autres finales.

L'exemple était donné. Massivement, depuis des années, les meilleurs joueurs de tennis qui se désintéressaient de la question et laissaient ces tournois parallèles aux chasseurs de primes moins doués ou vieillissants, y sont revenus.

Un peu comme l'on retournerait vers le court de récréation ou vers cette forme plus plaisante de l'entraînement sans douleur. Comment travailler son service-volet en s'amusant et qui plus est, bien payé pour le faire ?

A ce jeu, à cette nécessité devenue une vogue, plusieurs équipes de grande valeur se sont constituées cette année encore à Roland-Garros. Ainsi, Mats Wilander, associé à son compatriote Nyström. Ainsi un autre Suédois, Jarryd, faisant équipe avec l'excellent Américain Seguso. Ainsi, enfin, Yannick Noah et Guy Forget qui forment aujourd'hui un tandem exceptionnel et joueront la finale de Roland-Garros.

Les deux Français font équipe dès qu'ils le peuvent. Noah, associé auparavant à Henri Leconte, a, depuis 1985, cet autre gaucher pour partenaire, Guy Forget qui semble s'être délibérément orienté vers la spécialisation.

Peut-être même un peu trop. En effet, le joueur marseillais, arrivé en 1988 à un rang remarquable chez les joueurs de simple, en vingt-quatrième mondial au mois de juin dernier, n'a pas obtenu depuis, dans ce domaine, de résultats probants et dignes de son rang. Son élimination à Roland-Garros est le premier tour des simples et a fait que confirmer cette réputation.

Mais en double, avec Noah de préférence, où quand le numéro 1 français n'était pas disponible avec succèsivement

une bonne dizaine d'autres joueurs, Guy Forget, en 1988 et début 1987, n'a cessé d'accumuler les victoires ou les places de finaliste.

Guy Forget est un professionnel comblé. Car cette carrière vaigement parallèle, souvent considérée avec un rien de condescendance, peut se traduire tout autrement en chiffres.

Le Conseil international des joueurs de tennis professionnels publie chaque année des statistiques très précises sur les gains réalisés en tournoi par chacun. Guy Forget, dans cette distribution des prix pour 1986, tient un rang surprenant : le huitième mondial, avec une somme globale de 504 820 dollars.

Juste derrière Noah. Et devant quelques joueurs plus célèbres, Leconte, Jarryd, MacL, Connors, McEnroe, Petterson, Mayotte, etc.

Cela valait effectivement le peine de s'intéresser aux doubles, genre dans lequel, avec son service, sa volée et ses très bons retours, Guy Forget compte certainement son grand point faible, les déplacements latéraux.

Devenu ainsi le partenaire le plus sollicité, il forme avec Yannick Noah, fameux plus, un excellent redoublé notamment en titre du classement du grand Prix à l'issue actuelle.

Forget et Noah se sont qualifiés jeudi soir pour la finale de Roland-Garros, en éliminant sans encombre l'allemand (2-6, 6-4, 6-1, 5-1). Les Américains Fleming-Donnelly, considérés favoris du genre.

Les deux Français joueront donc la finale contre Jarryd et Seguso vainqueurs des Espagnols Tolu-Lopez Maeso (4-6, 6-4, 5-7, 6-2, 6-3), trois ans après cette élimination en 1984 par l'équipe Noah-Leconte. La qualité de l'équipe française, préparant ainsi le prochain match de coupe Davis contre la Suède, peut lui permettre de l'emporter. Et d'approcher le passage à la somme de 451 000 F doublée aux vainqueurs. Ce qui, indubitablement, aide aussi aux vocations.

PIERRE GEORGES.

Un article du secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports

Universitaire et sportif, c'est possible

par Christian Bergelin.

Un million cinq cent mille lycéens du dimanche sillonnent les routes de France chaque week-end, des milliers d'hommes et de femmes se transformant à longueur d'année en émeutes d'Alain Mimoun dans des marathons ou semi-marathons annuels. La Fédération française de tennis regroupe un million et demi de licenciés, mais le chiffre des pratiquants est à multiplier par 4 ou 5.

La frénésie du sport saisi les Français. Ils découvrent leur corps, ils sont pris de vingt-trois millions dans ce cas.

Il n'est pas de mon propos ici de me livrer à une analyse sociologique du phénomène. On peut néanmoins exposer que cet engouement nouveau n'est pas à confondre avec le mode et qu'il répond des motivations individuelles profondes, ainsi qu'à des nécessités révélées par l'évolution de notre civilisation.

Ce qui me frappe, c'est la proportion importante de cadres supérieurs, patrons d'entreprise, membres de professions libérales qui découvrent, parfois sur le tard, les vertus du sport (48 % des engagés au Marathon de Paris selon le sociologue Michel Fauré, rapporté par le journal Libération).

C'est d'autant plus troublant qu'à peine 3 % des étudiants participent à la vie de leur association sportive. Ce paradoxe devrait s'expliquer à l'échelle de quelques années. L'accueil réservé par les élus locaux aux « contrats bleus » (qui offrent dès septembre 1987 aux enfants de six à douze ans la possibilité de découvrir le sport pendant quatre à huit heures par semaine) est enthousiaste. Un million et demi d'enfants, jusqu'à peu concernés, vont s'initier par le jeu et donc prendre goût à une pra-

tique sportive dont on peut penser qu'elle laissera des traces heureuses à l'âge adulte, tant au plan de la santé que des modes de vie.

Nous sommes entrés sans en être toujours conscients dans l'âge d'or du sport. Ce sport que nos traditions éducatives, notre culture ont inspiré tout au long de notre histoire, quelles que fussent les initiatives de précurseurs comme de Coubertin, Amoros, inspirés par le modèle éducatif anglo-saxon.

L'opinion publique impose d'ailleurs une plus grande imprégnation du sport dans notre système éducatif. Mais celui-ci est tellement lourd, tellement peu flexible, que sa réforme ne peut se faire par une mutation fondamentale décidée par tel ou tel ministre. La poids des habitudes, celui des rythmes quotidiens, hebdomadaires, annuels, auxquels nous nous soumettons, rendent difficile la mise en œuvre d'un autre aménagement du temps, qui permettrait à l'élève ou à l'adulte une répartition plus équilibrée des moments de loisirs sportifs et de pratiques compétitives.

Chacun reconnaît que le sport doit prendre sa place dans l'organisation de notre vie, partagée entre le travail et les loisirs, mais il n'est pas simple sociologiquement et politiquement, ou corporatistement, de l'imposer.

Pourtant, pas un parent d'élève, pas un éducateur ne conçoit que l'école, l'université ne doivent s'adapter pour coller au plus près à l'évolution du monde moderne et à faire en sorte que les individus y soient plus performants, dans un univers en guerre économique, mais aussi plus libres et plus heureux.

Cependant, nombre d'indicateurs permettent de supposer que l'évolution s'accélère. J'en veux pour preuve les nombreuses initiatives prises par nombre d'universitaires

pour faciliter dans les grandes écoles et les universités l'accès des étudiants aux sports. Il est vrai que les conditions de compétitivité des entreprises réclament de plus en plus la nécessité pour elles-mêmes d'être inspirées par « l'esprit sportif » autour des notions de performance, record, compétition, résultat et de transmettre un nouvel état d'esprit aux acteurs économiques.

Nombre de présidents d'université militent aujourd'hui en faveur d'une compatibilité des temps d'étude et des temps consacrés au sport. Nous sommes encore loin de la conception américaine ou anglaise du problème, mais nous nous en approchons.

Ainsi, ce n'est pas par hasard que je vais très prochainement, en étroite liaison avec mon collègue Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, sceller un accord avec dix-neuf présidents d'universités françaises afin d'apporter une réponse adaptée aux problèmes des athlètes de haut niveau jusque-là trop souvent confrontés à la scolarité du lycée à un choix déterminant entre le sport ou les études.

A partir de l'exemplarité des mesures qui seront arrêtées selon le principe du conventionnement avec le mouvement sportif, c'est un enjeu et un enjeu décisif pour l'université.

Celle-ci devra, en bout de chaîne de système éducatif, permettre une large diffusion de sport auprès des étudiants qui, non concernés par le haut niveau, n'en trouveraient pas moins dans une pratique modérée une valorisation positive, voire performante dans la vie professionnelle, mais aussi dans la vie tout court.

Faut-il avoir peur ? **NON**
Faut-il se prémunir ? **OUI**

F. Barré-Sinoussi
J. C. Chermann
Le W. Rozenbaum
SIDA
en questions

Ceux qui sont à la pointe de la lutte
ont fait ce livre pour vous informer,
vous et vos enfants. **PLON**

ARTS

« L'époque, la mode, la morale, la passion », à Beaubourg

Le dernier salon officiel

Demier épisode des dix ans du Centre Pompidou, l'exposition de soixante artistes qui seraient les maîtres de l'art d'aujourd'hui. Les novateurs y sont bien rares, et les académiques légion.

« L'époque, la mode, la morale, la passion. » On a beau savoir, ou apprendre, que l'émulation est de Baudelaire et qu'il désigne ainsi le relatif, le « circonstanciel » de la beauté, il n'en reste pas moins un sentiment de confusion. Qu'expose-t-on donc sous un label si général ? Heureusement, il y a un sous-titre, « Aspects de l'art d'aujourd'hui, 1977-1987 ». Aussitôt, on se rassure. Il s'agit donc d'un panorama de la décennie qui a vu les débuts du Centre Pompidou et son triomphe d'inspiration démesurée. Il s'agit d'exposer l'histoire de dix années, sans guère de recul — exercice périlleux, entreprise dangereuse d'ordinaire, et plus dangereuse encore quand elle s'applique à l'actualité, à des toiles

trop fraîches et des idées trop neuves. On imaginerait volontiers que les trois conservateurs chargés du projet ont connu bien des craintes avant de décider de ne pas décider. Puisque l'art vit dans la confusion, que le vent tourne sans cesse, que le désordre semble régner, ils se sont résolus à imiter la confusion, à miner le désordre. Et donc à composer un immense labyrinthe. Sur deux étages, à l'aide de salles, de corridors, de réduits, de placettes et de culs-de-sac, ils ont construit un dédale. Celui qui le parcourt éprouve physiquement l'incohérence de l'époque, l'éclectisme des modes, le caparotisme des passions. Et de morale là-dedans, il faut craindre qu'il n'en trouve pas — ou qu'il ne trouve pas la bonne.

Son errance n'est point cependant si pénible. Il arrive, au gré de rapprochements adroits, d'artifices de mise en scène, qu'une unité, ou un semblant d'unité, se crée. Vallet se révèle — à juste titre — le cousin de Tony Cragg : tous deux morcelent et répètent à la fois. Flanagan, Cacchi et Garouste font un trio, par

la vertu d'une perspective le long d'un couloir. C'est, pense-t-on, qu'ils sont tous les trois retournés à la figure. Ainsi, de cellules en enfichés, on passe, tourne, se perd, se retrouve, se repère, mais avec plaisir, dans un labyrinthe confortable et, si l'on peut dire, aimable.

Avec d'autant plus de plaisir, il est vrai, que les invités sont du meilleur monde, tous célèbres, ou presque. C'est ici le rasoir joliment raf-

l'éclectisme affiché de l'exposition. Si belle soit-elle, elle est trompeuse, la parade incomplète, l'incohérence feinte, le désordre bien moins innocent et « objectif » qu'il ne le paraît.

La morale de l'histoire, telle qu'elle est suggérée, se résume ainsi : depuis dix ans, il ne se passe plus rien qui vaille en dehors de la tradition de Duchamp, des écorces du presque rien, de la dérision ou de la parodie. Autrement dit : la peinture

tels Dubuffet et Guston. Les peintres pop ? Jasper Johns ? Inconnu, Wesselman ? Porté manquant, Rauschenberg ? Aux oubliettes. On les croirait disparus, alors que, pendant ces fameux dix ans, ils n'ont cessé de travailler et de se renouveler. De cela, le visiteur ne doit rien savoir, convaincu que tout part, comme le suggère l'ordre profond de la visite, de Ryman — le carré blanc sur le mur blanc, — de Judd et de Morellet, pour finir avec Lavier — le mur blanc sur mur blanc, — Buren, Toroni ou les néo-dadas façon Vermeiren.

Ces minimalistes ou conceptuels n'admettent dans leur salon que les peintres les plus « déconstructeurs ». Vallat ou Bertrand, ou les pasticheurs dont le travail à froid démontre que la peinture n'est plus qu'exploitation de procédés et citations à l'infini. Ainsi de Julian Schnabel, pompier claironnant, de Clemente, de Garouste ou de comparses moins brillants, tels Borofsky. Comme ce qui vaut pour la peinture doit valoir pour la sculpture, place n'est faite qu'aux adeptes du bon mal dégrossi couché dans un coin à la Toni Grand ou à ceux du kitsch néo-Second Empire style Flanagan.

Or, il se trouve que cela, qui appartient à l'époque et à sa mode, n'est ni toute la mode ni toute l'époque. Il se trouve aussi qu'il existe, aux États-Unis, en Espagne ou en France, des artistes qui ont renoncé au nihilisme. Mais ni Donald Sultan, ni Miguel Barcelo, ni d'ailleurs aucun autre Espagnol, ni même les Français venus de Support-Surface, n'ont été conviés. Et pour cause : ils se singulariseraient par trop, comme se singulariseraient ces sculpteurs de la construction et de l'expression que sont un Shapiro ou un Kirill. Condamnés pour hétérodoxie, ils n'ont pas été autorisés à se montrer au bal. Tant pis pour la morale. Tant pis pour l'exhaustivité et pour l'histoire.

Aux amateurs d'œuvres qui parlent de leur temps, il reste à se consoler grâce à David Salle ou à Robert Longo, consommateurs et manipulateurs d'images actualités. Sans eux, sans les « cultures d'autrefois », de Kooning, Guston et Dubuffet, cette exposition ressemblerait fort à un salon officiel à la mode de 1860 ou 1880 : à un salon d'artistes académiques.

PHILIPPE DAGEN.

* Centre Georges-Pompidou, troisième et cinquième étages, jusqu'au 17 août. L'exposition est accompagnée d'un très volumineux et très beau catalogue-somme-répertoire (660 pages, 380 F).

Robert Longo : l'art est nécessairement politique

A trente-quatre ans, Robert Longo fait figure d'artiste confirmé. Ses peintures et reliefs traitent de l'actualité et de l'« américain way », comme s'il faisait que l'art contemporain en revienne aux sujets et aux objets. Ce serait la plus inattendue des révolutions.

« Que pensez-vous de l'exposition du Centre Pompidou ? »

— Que c'est un essai intéressant pour écrire l'histoire des dix dernières années. Et que la plus intéressante, c'est encore ce qui n'est pas dans l'exposition.

— Par exemple ?

— Botanski. A mon sens, il y a trop de ces musées de la peinture européenne, comme Cuchi ou Bessitz. Et trop d'art vieux, du style de Schnabel... Mais l'ensemble, la confrontation sont très stimulants. Comme une sorte de grand jeu.

— Et Longo là-dedans ? Vous êtes l'un des plus jeunes...

— Ce qui n'a grand sens...

— Et l'un de ceux qui prennent leurs distances par rapport au minimalisme.

— L'art minimal appartient à mon héritage, je ne le renie pas, pas plus que je ne veux m'opposer à lui. Simplement, l'essence de créer des œuvres qui soient en rapport immédiat avec ma culture, mon environnement

américain — ce que les minimalistes faisaient à leurs débuts, et qu'ils ont oublié ensuite en se répétant.

— Êtes-vous un artiste pop ?

— Non, non. Pas comme Jasper Johns par exemple. Cet art-là est fini, à mon sens, il faut le renouveler entièrement, jusque dans la technique, en utilisant d'autres moyens. Ce que je veux, c'est être beaucoup plus direct que les artistes pop, moins duchampien aussi. En travaillant directement avec les choses et les images.

— Quitte à passer pour un « artiste politique » ?

— L'art est nécessairement politique. Il doit être tourné vers le futur, de manière à apporter une vision de ce qui était avant, comme, aujourd'hui, dans les musées, nous pouvons basculer dans une autre époque.

— Ce serait votre définition de l'art, cet exercice d'enregistrement du présent à l'usage des spectateurs à venir ?

— Oui, à mon sens. C'est un moyen de communication, par l'image et la mise en scène.

Propos recueillis par Ph. D.

* Robert Longo expose actuellement à la galerie Tompion, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 18 juillet.



« Presse », Robert Longo, 1982

fin de la jet art society, stars en tête, ou, si l'on préfère, le bal chez les Guernicaux version années 80. Le grand ancre de Kooning est venu, il est là, trônant dans un coin. Pas loin, le maestro Stella fait des vagues, on se le montre du doigt en tremblant. Leur suite est brillante et cosmopolite, toutes nations confondues, de l'Allemand Kiefer à l'Italien Merz, ou à l'Américain Schnabel. Et d'autres Allemands, Polke, Bessitz, Richter, et Morley, et Gilbert et George, et Longo. Même Jenny, d'habitude invisible.

Carré blanc sur mur blanc

On se croirait à la Documenta, à Venise et à Soho tout à la fois, à la grande fête des gloires, même des gloires trépassées, puisque Beuys est là, dans son tombeau doré, tout comme Guston et Dubuffet. Avait-on jamais vu distribution plus brillante au Centre Pompidou ? Assurément, non.

Dans ce cortège de premiers rôles, il reste quelques égarés, que l'on reconnaît à leur mise un peu pâle. Leurs œuvres souffrent de voisinages écrasants — ou pas : elles passent parfaitement inaperçues. N'importe : tout doit être sacrifié au coup d'œil, tout doit finir en feu d'artifice. Et celui-ci, il faut en convenir, a de quoi éblouir.

Il éblouit donc. Il n'aveugle pas cependant, ou pas autant qu'il le faudrait pour dissimuler que cette parade luxueuse n'est pas le panorama véridique des dix dernières années. Et c'est ici que l'on doit en revenir à l'effet de désordre et à

et la sculpture ne se survivent plus qu'en se pastichant ou en demeurant fidèles au minimalisme ou au conceptuel des années 60-70. Il est entendu, naturellement, que les « retours à la figure » et autres « transavangardes » ne font qu'illustrer ce qui est en réalité en train de se passer : le retour à la figure — le sujet, la manière, la culture, les beaux-arts en somme.

Regardez les dates de naissance : s'il reste des peintres, abstraits ou figuratifs, ce sont des peintres « historiques », comme De Kooning et Soulages, témoins de l'expressionnisme abstrait, ou des peintres morts,

Vente de deux Caravage

Le prix de la violence

Deux petits tableaux, remontant aux débuts du Caravage, vers 1593, ont été acquis, le 16 mai à Vigoleno près de Parme, pour environ 25 millions de francs, un record pour une enchère en Italie.

La cote atteinte par la *Nature morte au papillon* et cette autre à la *grenade* — mises en vente avec l'ensemble des biens du comte Olivares — est significative du regain d'intérêt contemporain dans la péninsule pour l'œuvre de Michelangelo Merisi, dit le Caravage, un artiste à vrai dire déjà célèbre de son vivant, malgré une mort prématurée à l'âge de trente-neuf ans.

Tout récemment, une exposition Le Caravage à Rome, au palais Barberini, avait permis en particulier de voir quelques œuvres de l'artiste inaccessibles depuis des années en raison de la fermeture au public pour rénovation de l'essentiel de la galerie Borghèse.

En outre, par-delà le génie universellement reconnu de Michelangelo Merisi, le goût de l'Italie cultivée pour cet artiste s'est incontestable-

ment renforcé de certaines similitudes entre sa vie et celle de l'écrivain Pier Paolo Pasolini, personnage aux ambiguïtés notoires, mystique et réaliste, désespéré et pourtant joyeux, révolté et ami des grands, mort, lui aussi, tragiquement, en 1975, au faîte de sa gloire, sur une plage de la mer Tyrrhénienne.

L'admiration contemporaine pour le Caravage prend parfois des aspects coupables. En 1970, une des dernières toiles qu'il produisit, *la Naïveté*, était volée à Palerme. On la croit aujourd'hui quelque part en Amérique du Sud. A la fin de 1984, nouvelle disparition : au musée de la cathédrale Saint-Jean de Malte, son *Saint Jérôme*, sous les traits du grand maître de l'ordre des Chevaliers de Jérusalem et de Rhodes. Alof de Wignacourt, était décapité au rasoir pour s'évanouir sans laisser de traces.

Gageons que d'aussi violentes passions pouvant conduire à la cécopomanie auraient plu à cet homme tout en élan et brusquerie qu'était Michelangelo Merisi. Mais le musée idéal du siècle ne trouve certes pas son compte à des disparitions d'œuvres capitales.

J.-P. C.

LE JEU DE ROBIN ET MARION
d'Alain de la Pléide
un jeu de société et d'énigme en 1000 pièces
pour l'ensemble de la famille
45 00 55 83 et 3 FNAC du 5 au 13 juin

KIRJUHUEL
chante 12 POÈMES EN LANGUE FRANÇAISE
de Verlaine, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé,
Hugo, Nerval, Louise Labé, Villon, Ronsard,
Christine de Pisan.
Disques et cassettes REVOE - Distribution SOCADISC

Le THÉÂTRE des VARIÉTÉS
Effectuera sa clôture annuelle le 7 juin prochain, après la représentation de
« C'est encore mieux l'après midi »
avec P. Mondy, J. Villaret et tous les créateurs.
Le théâtre fera sa réouverture à partir du 21 juillet avec le même spectacle.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS — UGC BIARRITZ — UGC MONTFARNASSE — CINÉ BEAUBOURG — UGC BOULEVARD
BASTILLE SAINT-ANTOINE — UGC Gobelins — UGC CONVENTION
UN FILM D'ALAIN TANNER
UNE
FLAMME
DANS MON CŒUR
MYRIAM MEZIERES

MARIN KARLITZ présente un film de **PAOLO et VITTORIO TAVIANI**
good morning BABILONIA
SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1987
Limpide et fastueux, le nouveau film des frères TAVIANI est une ode au cinéma et un hymne à la fraternité.
Danièle HEYMANN LE MONDE
Le film le plus ensoleillé, le plus drôle et le plus pittoresque du mois. Deux heures de beauté et de plaisir.
TELERAMA
Un joli film chargé tel un proboscide, de toute la mémoire du monde (du cinéma).
Serge DANEY LIBÉRATION
Un vibrant hommage au cinéma qui débouche sur une réflexion poétique sur le septième art, faisant intervenir la silhouette isométrique de D.W. Griffith sur le tournage d'Intolérance. Un hymne au cinéma, une fresque tendre et drôle.
Jean-Luc MACIA LA CROIX
Un film grandiose et boniversant. D'une infinie richesse et d'une réjouissante ingénuité, il possède l'ampleur du légendaire. Griffith pourrait être fier des frères TAVIANI.
PREMIER
Un film magique, l'hymne à la vie et à la création.
Marie-Françoise TECLERE LE POINT
Éclair de comédiens grand style, d'une mise en images somptueuse, rayonnante...
Jean-Michel FRODON LE POINT
Cette œuvre est belle, magnifique, filmée et interprétée par tous les comédiens avec talent.
FRANÇOIS
Lumineux, tragique, tendre, drôle, épique, superbe, bouleversant. Deux heures de « roi bonheur » cinématographique.
Annie COPPERMANN LES ECHOS
Une épopée de l'ancienne Hollywood, que hantent les spectres étonnants de Chaplin et Griffith.
François CHALAIS LE FIGARO
Amour de l'Art et passion du cinéma imprègnent justement cette belle et généreuse histoire.
Dominique CHARNAY TELE STAR
MARIN KARLITZ

Culture

MUSIQUES

Mieczyslaw Horszowski à Paris

Un jeune cœur de quatre-vingt-quinze ans

Un nom plus compliqué que celui de Horowitz, un prénom aussi imprononçable que celui de Rostropovitch, est-ce pour cela que Mieczyslaw Horszowski a presque attendu quatre-vingt-quinze ans pour faire la conquête de Paris ?

Les initiés savaient certes que Mieczyslaw Horszowski, né le 23 juin 1892, fils d'un émigré de Mikul, élève de Chopin et lui-même disciple du célèbre Leschetizky, avait été un des partenaires favoris de Pablo Casals, et, pendant sept ans, un des piliers du Festival de Prades, où il est revenu, l'an dernier, fêté comme un patriarche, à l'invitation de Michel Lethiec.

De loin en loin, on se réunissait salle Gaveau, souvent pas très nombreux, pour l'entendre jouer les *Variations Diabelli* de Beethoven, cette œuvre discrète et mystérieuse qui est comme son portrait, dont il a gravé un disque inoubliable, depuis longtemps disparu. Et puis, lundi dernier, ce fut une reconnaissance glorieuse à la Comédie des Champs-Élysées, au cours d'une soirée qui marquait aussi la rencontre du vieux

maître naturalisé américain avec sa sœur, religieuse à Paris, et son frère venu de Johannesburg.

Ce petit homme à l'air modeste, à la tête légèrement penchée, qui vient vers nous, avec un sourire plein de bonne grâce, des yeux tendres et pétillants à la Michel Simon, voici qu'il s'embrasse dans le *Prelude* et *Juque en la mineur* de Bach, transcrit par Liszt. Les doigts sont formés, la sonorité liquide et aérée, le style légendaire : la fugue trotte menue au fil du discours intérieur, et après la grande rentrée en octave, s'élève en un vaste divertissement d'une douceur et d'une transparence célestes.

Le monde de Chopin

De Beethoven il abandonne aujourd'hui les cimes pour une des premières sonates, la deuxième en la majeur, décaillée de tout érudition, sans éclats bravaches, dessinée comme une estampe japonaise, le geste d'une hirondelle dont l'aile effleure les temps dans le scherzo, le large à peine murmuré, prière confiante du public, non du pharosien qui fait sonner de la trompe devant lui. Se peut-il que ce Beethoven de vingt-six ans ait présenté cette confiance dépourvue d'une âme éternellement jeune ?

Exquises souvent, les *Scènes d'enfants* paraissent cependant trop « nées » parfois, tant l'apparente simplicité du texte rend difficile l'accès à l'écriture chaotique, nerveuse, instable, d'un Schumann si proche encore de la mobilité primaires de l'enfance.

Horszowski, au contraire, retrouve naturellement le monde de Chopin. Il nous parle de son pays lointain avec une sonorité pleine et riche, l'émotion se mêle à ses doigts, qui courent sur le clavier avec une allégresse de jeune homme malgré quelques accords dus à sa très mauvaise vue. Deux mazurkas vont jeter tout à coup, la vision d'une Pologne très ancienne comme dans un film de Wajda. Le *Nevilline Nocturne* en si majeur laisse percer une profonde mélancolie, que dissipe à peine la fougue du *Deuxième Scherzo*.

C'est fini : une avalanche de fleurs s'abat sur le piano et ce poète qui a à peine élevé la voix pour nous dire que la musique qui remplit son cœur est immortelle.

JACQUES LONCHAMPT.

* Les disques Lyrita viennent de publier un enregistrement en compact du récital donné par Horszowski l'année dernière à Prades (Mozart, Debussy, Beethoven, Chopin, CD 070).

THÉÂTRE

« Madame de la Carrière », de Denis Diderot

Je ne sais rien, mais je m'exprime

Récit romanesque de Diderot éblouissant, vertigineux, admirablement joué par Catherine Sellers.

« Incompréhensible que Dieu soit, et incompréhensible qu'il ne soit pas », reconnaît franchement Blaise Pascal.

Ailleurs, il précise : « S'il y a un Dieu, il est infiniment incompréhensible, puisque n'ayant ni parties ni bornes, il n'a ni rapport avec nous : nous sommes donc incapables de connaître ni ce qu'il est ni s'il est. Cela étant, qui osera entreprendre de résoudre la question ? »

Peut-être est-il inopportun, démentir, de citer ces lignes si chères de Pascal à propos d'un récit « romanesque » de Diderot. Mais, écrivant *Madame de la Carrière*, Diderot, dans son registre à lui, sonde la question fondamentale de l'assurance, de l'aplomb, de nos opinions sur ceci ou cela.

La fragilité de l'opinion publique

Il nous montre à quel point, presque chaque jour, nous manquons de scrupule, de retenue, dans l'énoncé de nos points de vue, sur la conduite d'autrui en particulier. Et jamais sans doute un philosophe n'a avancé la retenue aussi loin que Pascal lorsqu'il est allé jusqu'à admettre que nous sommes incapables de connaître « si Dieu est ».

Donc Diderot, dans ce chef-d'œuvre qu'est *Madame de la Carrière*, opère une démonstration éblouissante de la fragilité de l'opinion publique, non informée, expéditive, versatile : « Cette foule qui nous porte aux nues, qui nous traite dans la fange... le point important n'est pas de savoir, mais de parler... »

DANSE

John Neumeier au Théâtre de la Ville

Manipulations en tout genre

Depuis dix ans le public du Théâtre de la Ville peut suivre l'itinéraire de John Neumeier, chorégraphe puissant qui donne au ballet néoclassique une forme théâtrale vivante. Cela ne va pas toujours de soi et son *Othello* agace bien des dents.

John Neumeier aime s'éloigner au Théâtre de la Ville. C'est un des rares lieux hors de son fief de Hambourg où il ne se consume pas d'angoisse. Depuis qu'on l'a découvert avec un *Sacre* taurin, un *Songes* d'une nuit d'été ambigu et une *Passion selon saint Matthieu* transcendée, il s'est affirmé comme un visionnaire à l'écriture complexe.

John Neumeier agace aussi bien les « balletomanes » que les « modernes », non qu'il cherche à provoquer, mais parce qu'il reste uniquement préoccupé d'exprimer son monde intérieur sans souci des modes. Plus Européen que moi, il met en scène ce chorégraphe est américain devant sa prédilection pour le romantisme allemand, son goût pour le lyrisme exorbité de Schumann ou de Mahler, et son intimité avec l'univers shakespearien. Américain, il l'est cependant par son goût pour les plongées psychanalytiques à la Tennessee Williams.

L'homme d'aujourd'hui, avec ses frustrations, est le centre de son univers théâtral. Même dans ses ballets les plus joyeux, il y a une dissonance qui gêne. On voit des danseurs, certes dans la bienséance et l'harmonie d'un vocabulaire académique, se disloquer soudainement avec des mouvements sauvages, hystériques, incongrus. A ces moments de crise, Neumeier est étonnamment proche de Pina Bausch.

Un thème revient obstinément dans chacune de ses créations, celui de la manipulation. On le trouve dans *Vanitas*, dans *Histoires sur le Lac des cygnes*, *Pétrouchka* et surtout *Othello*, qui ouvre le cycle du Théâtre de la Ville.

Le spectacle, un peu long à se mettre en place, installe dans un décor métallique (conçu par le chorégraphe) une action à première vue conventionnelle avec des danses de cour du seizième siècle et des évolutions de masses béjartiennes. Par à

Diderot a choisi, pour objet de cet universel et brouillon ouvrage, l'aventure, d'ailleurs étonnante, d'un couple : une femme et un homme se marient, puis se séparent. Le texte est « vertigineux », parce que Diderot, malin comme un singe, s'empare à brulot les pistes, prend que pense par phrase. La vérité, s'il y en a une, nous file dans les doigts comme une anguille. Mais tout un chacun, ignorant à peu près tout des faits réels, a sa religion faite, — quitte à en changer. Ce que l'on appelle l'« alternance », en politique.

Tous « osent entreprendre de résoudre la question », à l'encontre du doute de Pascal. Et ce que montre avec un talent fort Diderot, c'est que même Madame de la Carrière et son mari restent incompréhensibles, l'un à l'autre.

Et là, on n'est pas le fameux pont aux ânes de la « non-communication ». C'est un phénomène qui relève de l'abîme : pour un rien, un geste ébauché, un quart de mot, vous regardez tout à coup un père, une sœur, un époux et, toute « psychologie » mise à part, vous percevez un vide, un noir, infini. C'est l'affaire d'un instant, vous faites un rétablissement, il faut bien vivre. Ajoutons que *Madame de la Carrière*, ce faisant, est un spectacle d'un charme, d'une gaieté, irrésistibles. Ça, c'est le génie de Diderot, sans concurrence.

C'est aussi au Petit Odéon, un spectacle sublime, parce qu'il est joué par l'une des plus grandes actrices françaises : Catherine Sellers. Beauté absolue de la présence et de la voix, son si rare « magnétisme », intelligence entière du texte : Catherine Sellers, c'est l'art suprême. François Chautour, à ses côtés, joue à la perfection. Mise en scène super-ciselée de Pierre Trabard.

MICHEL CURNOUT.

* Petit Odéon, 18 à 20.

Communication

Touchés par la baisse de la fréquentation

Les professionnels du cinéma veulent faire payer Canal Plus

Le jour même de la Fête du cinéma, jeudi 4 juin, les professionnels du septième art lançaient un « appel solennel aux pouvoirs publics, afin de rétablir le nombre record de films à la télévision, de contraindre Canal Plus à respecter ses engagements vis-à-vis du cinéma et de prendre des dispositions réglementaires » sur le câble et le satellite qui n'aggraverait pas la concurrence faite aux salles de cinéma.

Décidément, les relations passionnelles du cinéma avec Canal Plus ne s'apaisent pas. Après être parvenu en guerre contre la Cinq, les professionnels du septième art s'en prennent aujourd'hui à la chaîne câblée. Ils lui reprochent de ne plus vouloir respecter les accords signés il y a un peu plus de deux ans. A l'époque, Canal Plus, en grandes difficultés, avait négocié avec le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) un assouplissement de son cahier des charges. La chaîne avait obtenu de diffuser un plus grand nombre de films (364 au lieu de 320) et de les programmer à des heures plus favorables (dès 21 heures le mercredi et le vendredi, dès 18 heures le dimanche et les jours fériés).

Aujourd'hui, c'est le cinéma qui est en creux de la vague, avec une chute des entrées en salles (163 millions en 1986, contre 200 en 1982). « Nous sommes confrontés à une ouverture extrêmement brisée du paysage audiovisuel », explique M. Gilbert Grégoire, responsable du BLIC. « Sans faire de fiction sur Canal Plus », les milieux professionnels estiment que c'est au tour de la chaîne de leur « renouer l'accusé ». C'est pourquoi ils lui demandent de renouer aux avantages concédés en 1982, en soulignant que ceux-ci avaient été « à titre transitoire » et devaient être « révisés dans le cas où Canal Plus atteindrait son objectif de rentabilité ».

Le BLIC refuse d'entretenir tout aménagement — soutenu par Canal Plus — de la règle des 25 %. Celle-ci impose à la chaîne de consacrer le

quart de ses ressources au paiement des droits des films qu'elle diffuse. Or, à l'occasion du Festival de Cannes, les responsables de la quarantaine chaînes ont annoncé qu'ils comptaient dépenser à cet effet 500 millions de francs en 1987. Un montant, fait observer le BLIC, sensiblement inférieur à ce qu'il devait être puisque le chiffre d'affaires de Canal Plus devrait atteindre 3 milliards de francs cette année. « Malheureusement, ils ont de l'argent, lance M. Grégoire, ils ne veulent plus jouer le jeu ».

Canal Plus, en réalité, voudrait « parmi d'autres possibilités » — inclure dans ce versement les investissements faits pour le cinéma sous forme de coproductions et de versions d'excursion ». Les responsables du BLIC, réchassés à un pas du succès, ont décidé de saisir le ministre de la Culture et de la Communication, M. François Léotard. Mais celui-ci est à Fréjus, préoccupé par d'autres problèmes !

Interrogé sur cette démarche, M. André Rousselot, président de Canal Plus, a déclaré : « J'apprends que le BLIC avait, dans sa communication, dit qu'il ne pas le faire, mais en fait, Canal Plus a tenu respect de ses engagements à l'égard du cinéma. Canal Plus choisira le moment et les moyens de répondre à cette mise en cause ».

Le ministre choisi par le BLIC pour exprimer officiellement son mécontentement, n'est pas fortuit. En effet, la rue de Valenciennes accueille deux députés — l'un sur le câble, l'autre sur le satellite — que le cinéma juge trop favorables aux chaînes câblées. « Ce sont des hommes de détermination », affirme M. Grégoire, en rappelant que « la France doit l'existence d'une réglementation, qui garantit d'abord, jusqu'à la septième des industries cinématographiques ». Il rencontre en cela un écho favorable au Centre national de la cinématographie, pour lequel seule une convention européenne constituerait une garantie durable.

PHILIPPE-ANGEL GAY et ANITA HENRI.

Avant l'ouverture de son capital à des intérêts privés

Télédiffusion de France est transformée en société anonyme

Un décret gouvernemental a transformé le 5 juin le statut de Télédiffusion de France. L'établissement public est converti en société anonyme. Son capital reste provisoirement la propriété de l'Etat et de six cadres de l'entreprise (une société anonyme à sept actionnaires), mais la loi de septembre 1986 sur la communication audiovisuelle prévoit qu'il pourra s'ouvrir à concurrence de 49 % à des investisseurs privés.

Depuis 1974, TDF était le symbole même du monopole d'Etat sur l'audiovisuel, l'établissement gérant le plan de fréquences et assurant la diffusion exclusive des chaînes de radio et de télévision. La loi de 1982 avait écorné ce monopole en permettant aux radios privées d'assurer leur propre diffusion. Celle de 1986 a retiré à TDF le monopole de la diffusion des télévisions privées et a confié le plan de fréquences à la Commission nationale de la communication et des libertés.

Certes, la Cinq, M6, TF1 et Canal Plus continuent, comme A2 et FR3, à recourir aux services de TDF. La société n'a pour le moment aucun concurrent et dispose d'un statut majeur : l'installation de son réseau d'émission sur tous les hauts lieux du territoire, lieux vers lesquels sont orientés les antennes de tous les foyers français. Mais cette position de force n'est pas éternelle. Déjà, la Direction générale des télécommunications (DGT) assure, par le satellite Telecom-1, le transport des émissions de la Cinq et de M6 vers les récepteurs à un coût moindre que les faiblesse hertzienne de TDF.

L'autre menace vient des propriétaires de la cinquième chaîne, qui veulent rapidement étendre leur réseau de diffusion. M. Silvio Berlusconi ne dispose-t-il pas, en Italie, d'entreprises capables de concurrencer TDF si cette dernière se montre peu coopérative ou trop lente ?

La transformation de TDF en société anonyme devrait lui permettre de mieux résister à la concurrence en dynamisant sa politique commerciale, en facilitant ses investissements. Mais la société veut aussi en profiter pour diversifier ses activités. De la diffusion hertzienne, TDF passe à la diffusion par satellite grâce au satellite TDF-1, qui pourrait être opérationnel dans un an. L'entreprise explore aussi le marché du câble récemment ouvert à la concurrence. Elle propose aux collectivités locales des réseaux coaxiaux à 40 canaux. Des premières contrats sont en cours de négociation.

tions à Fréjus et dans la région parisienne.

Les ambitions de TDF ne se bornent pas à l'audiovisuel. La société s'intéresse aussi aux nouveaux services de télécommunications, notamment le radio-téléphone et la messagerie mobile (paging). Le ministre des P et T, M. Gérard Laroque, encourage discrètement ce développement : une concurrence limitée et strictement nationale sur les télécommunications n'est-elle pas le meilleur moyen de stimuler la DGT ? Elle servirait aussi de prétexte pour que le gouvernement accepte de transformer à son tour la DGT en société commerciale.

Ces ambitions projets nécessitent de coûteux investissements, et TDF s'est largement endettée, sans pour construire les réseaux des nouvelles chaînes privées que pour lancer le satellite. Certes, la société devrait réaliser sur 1986 un de ses meilleurs résultats (un peu moins de 200 millions de francs) mais pourrait afficher une perte exceptionnelle d'environ 900 millions due aux provisions pour TDF 1 et au décalage en pré-traitement de quelque deux cents salariés. D'où l'intérêt d'ouvrir rapidement le capital à des investisseurs privés pour retrouver des fonds propres.

Le choix des nouveaux actionnaires sera déterminant pour l'avenir de TDF : chaîne de télévision s'il s'agit de protéger l'activité principale, compagnie des ondes pour pénétrer le marché du câble ou entreprise de télécommunications si le radio-téléphone devient l'objectif prioritaire.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« Le Matin de Paris en grève. — La rédaction du quotidien Le Matin de Paris s'est mise en grève de vingt-quatre heures reconductible, jeudi 4 juin. Les syndicats ont demandé à la direction l'identité du nouveau PDG prévu par l'administration judiciaire et les arbitraires (Le Monde du 5 juin). Ils ont aussi réclamé que des discussions avec ce nouveau PDG, sur le projet rédactionnel du Matin et sur la nature et l'efficacité des suppressions d'emplois prévues (la moitié des 160 postes de journalistes) soient tenues le 8 juin. La direction actuelle n'a pas pu leur fournir de réponses. M. Hervé Bourges, ancien PDG de TF1, « pressenti » pour prendre la tête de *Le Matin de Paris*, estime pour sa part qu'il « faut que les conditions optimales soient réunies » pour accepter ce challenge.

9-10 JUIN 21H

BUBIGNY 48 31 11 45 FNAC

CHOREGRAPHIE
SUZUSHI HANAYAGI

et VIDEO
KATSUHIRO YAMAGUCHI

EASTERN SPAGHETTI 12 juin: SHIMIZU YAZUAKI
15-16-17 juin: EUGÈ-NIL

Le Monde sur minitel

TeleMarket

achetez chez vous, hors de la cohue.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

LE THÉÂTRE DES DEUX ANES

Donnera dimanche 7 juin, en soirée la dernière de la mordante revue de P. J. Vaillard et Maurice Horgues

« APRÈS LA ROSE C'EST LE BOUQUET »

Réouverture le 12 septembre.

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Spectacle
d'opéras américains ; quatre roles
en Solémis ; The Eveleppio ; Pas de
deux.

COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre de la
Porte-Saint-Martin (45-10-00-15), 20 h
30 : Esther.

CHATELAIN (47-72-81-15). Grand Théâ-
tre d'Orléans : Théâtre Clésier :
(dern.) A 20 h : Les Fous du Sud.

ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (45-
25-70-32), 20 h 30 : La Ronde.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 :
Madame de La Carilize, de Denis Diderot.

RENAUDOURG (42-77-12-33). Châteaufort-
Vidéo : Cycle sur le théâtre, en
reporter à la rubrique Cinéma,
Cinéma-thèque ; Vidéo-Informations :
16 h. Sont glaciés sublimés, de P. Sie-
gler ; 19 h. Paul Delvaud, de
A. Mahon ; Vidéo-Information : 16 h, il
tira, de Puccini ; 19 h. Répète : les
propos de P. Boullez, de 15 h à 19 h ;
Hommage à Jeanne Cheuret : Concerto-
symphonique (orchestre de Paris) ;
Dance : 20 h 45 : Le palais des larmes
de R. Khatys (Chorégraphie et mise en
scène).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-
61-19-83), à 20 h 30 : Orchestre musical
de Lyon (S. Bando/E. Indici) ; mar. à
18 h 30 : L'honneur opéra (Musique de
J.-P. Brondelle) ; Orchestre national de
Lyon/S. Brondelle.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77),
20 h 45 : Ballet de l'Opéra de Hambourg,
Jean Nivencia.

CARTE

JACQUES MONFORT (45-31-
28-34), 20 h : Tongo-chief, par le groupe
Gaton.

**MAISON DES CULTURES DU
MIDI** (45-44-73-30), Afrique - à
Paris : Soirée de musiques, danses,
poésie : à 20 h 30 : Ombres.

MONTFERRAND (43-22-74-77), 21 h :
Conversations après un mariage.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-66), 20 h 30 :
Mais qui est qui ?

CEUXE (42-74-42-52), 20 h 45 : Léopold
le bon-tém.

PALAIS DES GLACES (45-07-49-93),
20 h 30 : Hite, lui ditrait donc l'île.

PALAS-ROYAL (47-97-59-81), 20 h 45 :
l'Amour-garçon.

POCHE (45-42-92-97), 21 h : la Belle
Familie.

POTINIERE (42-41-66-16), 20 h 30 :
Portrait d'un chien de campagne.

PORTES SAINT-MARTIN (40-15-00-15)
20 h 30 : Esther.

RANELAGH (42-88-64-64), 20 h 30 : Les
Petites Filles modèles.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-20-26),
20 h 45 : Héloïse ; 21 h : Ulrich Engel.

SAINT-OCTAVE (47-48-63-47),
20 h 45 : les Scènes de Lola.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-
23-35-10), 21 h : Sans rivage.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (43-06-
19-09), 20 h 30 : Les Femmes.

TAC STUDIO (43-73-74-67), 20 h : la
Double Incompréhension.

TAI, 10 rue DESRAY (42-78-10-79),
20 h 45 : L'Alibi ; 22 h : L'écluse des
jours ; 20 h 30 : Huis clos.

TEL D'EIDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 :
Le baladeur ; 22 h : Nous on fait où
on nous dit de tel.

TEL DU MARAIS (46-66-02-02),
20 h 30 : Nusilles clinées.

TEL DU TEMPE (43-65-10-48), 20 h 30 :
Anigues ; 22 h 15 : Les 18 h 30 :
Deux Larzacs pour un soucier.

THEATRE 13 (45-88-10-36), 20 h 30 : A
piod.

THEUTOU (47-82-42-40), 20 h 30 :
Nons, Théo et Vincent Van Gogh.

TRISTAN-BERNARD (45-23-08-00),
20 h 30 : Auteur de Martin.

VARIÉTÉS (43-39-59-52), 20 h 30 : C'est
encore moi l'après-midi.

Les autres salles

ANTHONE (42-06-77-71), 20 h 30 :
Héroïc et Mauds.

ARLANCE (43-38-19-70), 21 h : Es on
salon obscuro.

ARTISTIC-ATHLETISME (43-79-06-18)
20 h 30 : les Criminels.

ATALANTE (46-05-11-00), 20 h 30 : Co
qui est resté d'un Rembrandt déshéant en
petits carrels bleu réguliers, et fouetta aux
cavaliers.

ATELIER (46-06-49-34), 21 h : le Mauds
imaginaire.

BASTILLE (47-47-42-14), 19 h 30 :
Fugue Immortale.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-00-24)
20 h 30 : le Tompique.

BOURVIL (45-74-74-84), 20 h 30 : Lady
Fouquet et la Piste d'or.

CAPÉ DE LA DANSE (43-57-05-35)
20 h 30 : les Emigrés ; à 20 h : l'Abn.

CARTOUCHIERE : Aquarium (43-74-
99-41) 20 h 30 : les Heures blanches.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-
38-69), Rouvres 20 h 30 : Crêdo.

COMÉDIE-CALMARTIN (47-42-
42-42) 20 h : les Rivières contre le Tébou.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(42-08-08-24), 20 h 30 : Fleur de cactus.

COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11)
20 h : Cellulite.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)
20 h 30 : Orlando Furioso.

CELESTIN-BALLET (47-06-
45-11), 20 h 30 : le Ménéprou.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Une
grande famille.

DECHARGEURS (42-36-00-02),
18 h 30 : le Premier Quart d'honneur ;
22 h 15 : Verdun-Pain.

DEL-HEULM (42-64-35-90), 20 h 30 :
L'Épave ; 22 h 30 : le Compagnon de la
carotte.

EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 :
les Céciles.

ESSAYON (42-78-46-42), 19 h : la Chemin
d'Anna Bergson.

FONDATION DEUTSCHE DE LA
MUSIQUE (43-78-41-90), 20 h : Mécé-
fontaine.

FONTAINE (48-74-74-40) 21 h : Au
secours, tout va bien.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-
46-18), 21 h : le Perfectionniste.

GAITE-MONTMARTRE (43-20-90-09), 21 h :
Palier de ombes ; 22 h : C'est on air on
jamais.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
(40-13-02-42), 20 h 30 : Transit cheve-
reux.

GUTHRIE-MONTMARTRE (43-27-
89-41), 21 h : Mafé-let Phéas.

GYMNASSE (42-46-79-79), 20 h 30 : la
Famille Hémard.

HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h 30 : la
Cantatrice chère ; 20 h 30 : le Léon.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), 20 h 30 :
le Léon.

LIÈRE-THÉÂTRE (45-86-55-43),
20 h 30 : le Jeu de Robin et de Marjane.

LUCERNARE (45-44-57-34), 1 : 19 h 30 :
Baudelaire ; 21 h 15 : Moi seul magné-
phon ; 21 h 30 : le Petit Prince.

MARCELLE (42-65-07-09), 21 h : Anti-
pomp.

MARIE-STUART (45-06-17-00),
20 h 30 : Maud.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Kean.

MICHEL (43-65-35-02), 21 h 15 : Pygma-
le pour les.

MONTMARTRE (47-42-95-22), 20 h 30 :
Doris Hém.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-
44-53), 21 h : l'Acroco-habitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Après
la rose, c'est le bouquet.

La danse

CAPÉ DE LA DANSE (43-57-05-35),
20 h 30 : Compagnie Antipodique ; 22 h :
Y. Rens.

ETREZAR (42-36-47-47), 20 h 30 :
Compagnie.

TE DE PARIS (48-74-10-75), 21 h :
Tango-Tango.

Opérettes
Comédies musicales

MOGADOR (42-92-24-80), 20 h 30 :
Cécile.

PALAS DES CONGRES (42-66-20-75),
20 h 30 : Dreaming.

TIP DELAZET (42-74-20-30), 20 h 30 :
la Figue du bas.

Le music-hall

ARLEQUIN (45-89-43-22), 20 h 30 :
Grain de folie.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60),
20 h 30 : E. Glou.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
(45-81-30-84 et 40-15-02-42), 20 h 30 :
Toujours.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), 20 h :
M. Jolivet.

MAISON DES CULTURES DU
MONDE (45-44-41-42), Baganda-S.
Mauds.

MUTUALITÉ (43-29-13-99), 20 h 30 :
Ariad.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 :
G. GH : Grand Music-hall de Portugal.

PALAS DES CONGRES (42-66-20-75),
20 h 30 : le Compagnon de la carotte.

TRIOUDES DES MUVENS ARIES (43-
35-58-37), 22 h 24 h : Socratico Tano.

ZERVU (loc. : 42-78-80-53), 20 h 30 :
Lata Mauds.

Les concerts

Salin Foyat, 20 h 30 : Festival Choral.

Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois,
20 h 30 : l'Orchestre et Chœur des pro-
fesseurs de la Ville de Paris, dir. : B. Vergne
(Cembalo, Mozart).

Centre Strömberg, 20 h 30 : H. Hanzler,
A. Kuntz (Schubert, Beethoven, Schumann).

Jazz, pop, rock, folk

RECY, Palais omnisports (43-41-72-04),
20 h 30 : P. Gabriel.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-
24-34), 22 h 30 : Mauds.

CHATELAIN (45-44-57-34), 1 h 15 :
L. Art.

FOLIES PIGALLE, 21 h : A. Ainal.

LUCERNARE (45-44-57-34), 1 h 15 h 30 :
Tambu Tumb.

MONTMARTRE TERRACE (42-36-26-46),
22 h : Hémard.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h 30 : Qué-
sant P. Bourc.

NEW MORNING (43-33-51-41), 21 h 30 :
P. Bourc.

THEATRE JOURNAL MONTMARTRE
(45-45-57-72), 22 h : G. Champagne.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'Acroce-habitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

La danse

CAPÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h : Compagnie Acrochopée ; 22 h : V.Real.

LE BEAUX (42-26-47-47), 20 h 30 : C'est bien.

TEL. DE PARIS (48-74-10-75), 21 h : Tango... Tango.

Ornégras

Comédies

MOGADO (42-52-28-30), 20 h 30 :
Cabaret.

PALAIS DES CONGRÈS (42-66-30-75),
20 h 30 : *Dreamgirls*.

T.I.P. DELAUNAY (42-74-28-30), 20 h 30 :
Le Fugaz du lac.

Le music-hall

ARLEQUIN (44-80-43-22), 20 h 30 :
Grain de folie.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60),
20 h 30 : E. Glouc.

GRANDS BALLETS DE LA VILLETTE
(45-81-30-34 40 15-02-42), 20 h 30 :
Tournai de chevalerie.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), 21 h
M. Jolivet.

**MUSÉE DES CULTURES DU
MONTAIGNE** (45-64-41-42), *Regardez-
vous*.

MUTUALITÉ (42-28-12-99), 20 h 30 :
Arend.

OLYMPIA (67-42-25-49), 20 h 30 :
G. G.H. / Grand Music-Hall de Portugal.

PALAIS DES CONGRÈS (42-66-30-75),
20 h 30 : *Dreamgirls*.

PROTHÉTOIRES DE BIENFAITS ALIÉS (42-
34-34-34) 23 h : *Scènes d'été*.

ZENITH (40-34-80-53), 20 h 30 :
Lisa Minnaghar.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Festival Choral.
Eglise des Minimes, 18 h 15 : Petits Chanteurs du Marais (Allard, Montovetti).
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 20h30 : Orchestre et Chœur des professeurs de la Ville de Paris, dir. B. Vargne (Chapman, Mazuet).
Cathédrale Reims, 20 h 30 : B. Haendler, A. Knecht (Schubert, Beethoven, Brahmsmann).
Jazz, pop, rock, folk.
SABREY, Palais omnisports (43-41-72-04), 20 h 30 : P. Gabyrl.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 : Cambrave ; Arrow.
COIN DIAMANTS (45-70-94-29), 21 h :
POLYNE PIGALLE, 21 h : A. Akal.
LYCEUMNAIRE (45-44-57-34), à 18 h 30 : Tenho Tam.
MAGNETIC TERRACE (46-26-36-46), 21 h : Les 444 Quartet.
MONTANA (45-46-93-08), 22 h 30 : Québec F. Bource.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : P. Flesher.
PALAIS DE LA VILLE, MONTMARTRE (45-23-57-70), 22 h : G. Champagne.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
Idé 11 h à 21 h *sauf dimanches et jours fériés*
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 5 juin

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h : Watergate seven +
REX CLUB, 22 h : Arizona et Zone Man-
 que.
SLOW CLUB (43-23-84-30), 21 h 30 :
 R. de Kort quartet.
SUNSET, 21 h : L. Molina.
 Forêt (43-83-90-39), 22 h 30 : Livry
 chante la marquisse de Sévigné.
MALAKOFF, théâtre : 71 (46-55-43-45),
 30 h : Ruzickite d'essence.
MANTEs-LA-JOLIE, CC. G. Brasseur
 (30-33-20-43), 20 h 45 : M. Benin.
MANDRES-LES-ROSES (42-07-05-94),

En région parisienne

BORGNY, MC 93 (48-31-11-45), 21 h :
Abbé Irénée : *Villans* de The French
Chickens.

BOULOGNE-BELLANCOURT, TSB
(46-03-50-44), 21 h : C. Escoudou,
M. Truffaut.

CHATEAU-MALABRY, théâtre de
Poésie Centrale (46-62-39-21), 21 h :
Amédée.

LA DÉFENSE (47-29-30-31), opéra-comé,
J. Jellien.

LEVALLOIS, Pour Théâtre (47-48-
49-20-30) Caiffoux pour Caiffoux.

LIVRY-GARGAN, scène du château de la
N.P.E. Burgioffo.

NANTERRE, Théâtre des Américains (47-
21-18-81), 21 h : C. Casz domine : *Parec*
conscience humaine (47-29-51-44).

SAINTE-DENIS, théâtre de C. Philippe (42-
06-61), 20 h 30 : P. Oreste (42-43-
42-63-06), Orchestre national d'Alsace-
de France, 20 h 30 : Groupe de musique
du Centre Musical de Paris-VIII, dir.
D. Gauthier (Janasek, Brahms, Messiaen).

SCEAUX, CAS (46-05-05-64), 22 h 30 :
Mauprat et Leyla : *Goyane* quartet.

VERSAILLES, Opéra royal (42-66-
29-29), 20 h : ARG.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-44-34-36)
16 h, Angel, de E. Lubitsch (v.a.) ; 19 h, *Quinze des dix-huit* ; *River* ; *Bob* ; *to* ; de A. Clarke (v.a., s.-L.).

Un certain regard : A Gathering of Old Men, de V. Schoenfeld (v.a., s.-L.).

BEAUBOUON (42-78-35-57)
15 h, *Le Livre rouge*, de Y. Sjöström ; 17 h, *The Living Idol*, de A. Lewin ; 19 h, *Quinze des dix-huit* ; *Journal d'un jeune fou*, de L. Rademakers (v.a., s.-L.).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Salle Gerance (42-78-37-29)
Le cinéma brésilien.

14 h 30, *Matoa* (a família e foi ao cinema), de J. Brenneise ; 17 h 30, *Arca Sem Niche*, de R. A. Reis ; 20 h 30, *Estados Unidos*, de N. S. ; 22 h 30, *Paradiso Marinho Barroco* ; *O Padre e a Mãe*, de J. P. F. ; *João Pedro* ; *de A. Andre*.

RASL DETECTIVE PRIVÉ (A. V.)
Napoleon, 17 (42-67-63-42)

MEDDY (A. v.a.) ; *Laormine*, 6 (45-44-57-34).

LES RESOUMONNÉS N° 2 (A. V.) ; *St-Louis*, 15 (45-3291-68).

BRAZIL (Br. v.a.) ; *Epitô-de-Rei*, 5 (43-57-57-47) ; *St-Lambert*, 19 (45-32-91-67).

RUSSON ARDENT (Fr.) ; *Larica*, 4 (42-78-47-86) ; *Chau-Palace*, 5 (43-25-19-30) ; *UGC Monparnasse*, 6 (45-74-94-34) ; *St-Louis*, 6 (45-3291-68).

CHAMBERE AVEC VUE (Br. v.a.)
14-Juillet-Océan, 6 (43-25-59-83).

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol. v.a.) ; *Templiers*, 5 (42-75-24-56) ; *Chau-Palace*, 5 (43-25-19-30).

CHRONIQUE DU FINE MONT ANNONCE (1-Fr. v.a.) ; *Geomet-Hall*, 15 (42-97-40-70) ; *Hautefeuille*, 6 (46-33-79-38) ; 14-Juillet-Océan, 6 (43-25-59-83).

Les exclusivités

AFTER HOURS (A. v.) : Studio
City (45-64-77) ;

ALANTIK (Ind. v.) : République
Cinéma (45-05-51-33) ; i.h.p.

ANGEL HEART (M. v.) :
Gaumont-Bellini 1^{er} (45-97-49-70) ; St-
Esfèch (45-95-57-17) ; 14-Juillet
Cinéma (45-92-55-81) ; Ambassade (45-
95-19-08) ; Biennville-Montpar-
nasse 1^{er} (45-44-25-02) ;

L'APICULTEUR (Pr.-Gr. v.) :
Studio-Cité-Express 1^{er} (45-43-
42-25) ; 14-Juillet-Farman 6^e (45-25-
35-00) ; St-André-des-Arts 6^e (45-26-
48-18) ;

ARLA (Brill. v.) : Normandie 6^e (45-43-
40-18) ;

ARIZONA-FUNSOR (A. v.) : Ciné-
Boulevard 3^e (45-71-52-36) ; UGC
Odéon 6^e (45-23-10-30) ; Biennville
(45-42-20-40) ; 14-Juillet-Bergonzelli
(45-70-70-70) ; 14-Juillet-Montpar-
nasse 6^e (45-74-94-94) ; UGC Boule-
vard 9^e (45-74-85-40) ;

**ASSOCIATION DES MALFANTOIS
(Pr.)** : Georges 6^e (45-33-45-45) ;
Cinéma (45-46-49-07) ; Guizot 1^{er}
(45-80-18-03) ; Parisienne 1^{er} (45-20-
30-19) ;

**V.L. : Rex 3^e (45-36-43-93) ; Brimbor 6^e
(45-22-57) ; Fragaça 3^e (45-70-
33-48) ; UGC Gare-de-Lyon 1^{er} (45-43-
01-29) ; Gaumont-Campana 1^{er} (45-46-
28-27) ; Gaumont-Casablanca 2^e
(45-36-10-46) ;**

LA COULEUR DE L'ARGENT (A. v.) :
Gaumont-Opéra 2^e (45-42-00-00) ;
Cinéma de la Sorbonne 1^{er} (45-33-
33-10-82) ; Marignan 6^e (45-59-52-52) ;

CRIMES DU CŒUR (A. v.) : Ciné-
théa-St-Germain 6^e (46-33-10-82) ;

CROCODILE DUNDEE (A. v.) :
Marignan 6^e (45-59-52-52) ; v.f. :
Impérial 2^e (45-67-72-20) ; Gaumont 1^{er}
(45-42-16-80) ; Montparnasse-Pathé 1^{er}
(45-20-12-06) ;

LA DAME DE MUSASHINO (Jap. v.) :
Tempteur 3^e (45-72-94-56) ;

**LE DISCIN DE TEMPEST (AMÉRI-
Cain) (A. v.)** : Studio-Cité-Express 1^{er}
(45-34-25-52) ; UGC Biarritz 6^e (45-62-
01-40) ; UGC Gare-de-Lyon 1^{er} (45-43-
01-29) ;

DONKEY LAW (A. v.) : St-André-
des-Arts 6^e (45-26-48-18) ;

LES ENFANTS DU SILENCE (A. v.) :
Hautefeuille 6^e (46-33-79-38) ;
Ambassade (45-35-19-08) ; v.f. :

LES FILMS NOUVEAUX

ATOMIC COLLEGE (*). Film américain de R.W. Haunert et S. Weil (v.a.) : Forum Orient-Express (v. 42-33-42-26) ; Lumière (v. 47-70-10-41) ; Montparnasse-Patbé, 14 (42-20-36-26).

ATTENTION BANDITS. Film français de Claude Lelouch. Forum Horizon, 14 (45-08-37-57) ; Rex, 2 (42-33-43-93) ; UGC Danon, 6 (42-30-40) ; Marignan (45-59-52-82) ; Publicis Champ-Elysees, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Parnasse, 8 (47-53-47-33) ; Paramount Opéra, 9 (45-56-31) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Favaulte, 13 (43-31-80-74) ; Miraval, 14 (45-39-52-43) ; Montparnasse-Patbé, 14 (42-20-36-26) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillol, 17 (47-48-08-00) ; Wexlar Patbé, 19 (45-22-06-01) ; Secrétain, 19 (42-06-79-79) ; Gaumont Gambetta, 20 (42-36-10-36).

BACKLASH. Film américain de Bill Bixby et David Zucker (v.a.) : (42-71-52-36) ; Luxembourg, 6 (45-33-97-77) ; Balzac, 9 (45-61-10-10) ; Escorial, 13 (47-07-07-07).

BEYOND THERAPY. Film américain de Robert Altman (v.a.) : Ciné-Baubourg, 37 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-31-10-30) ; UGC Danon, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Bastille, 11 (43-42-10-40).

COURS CROISÉS. Film français de Stéphane de La Portelle (v.a.) : Saint-Germain Huchette, 5 (46-33-30-30) ; Paramount, 14 (42-30-30-30).

LES LETTRES D'UN HOMME. Film français de Jean YVES ESCOFFIER. Film soviétique de Constantin Lopouchanski (v.a.) : Champs (45-44-28-80).

FREE-WE-ASX ADVENTURE. Film américain de Tim Burton (v.a.) : Gaumont Balles, 1 (45-97-49-79) ; Saint-Germain des Pères, 6 (42-22-87-23) ; Publicis Champ-Elysees, 8 (47-20-76-23) ; UGC Champ-

Elysees, 8 (45-63-16-16) ; Escorial, 13 (47-07-28-03) ; V.F., Gaumont Opéra, 14 (47-53-40-35) ; Miramar, 14 (42-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PETITE BOULIQUE DES PRODIGES. Film américain de Frank Oz (v.a.) : Forum Horizon, 14 (45-08-37-57) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Brétagne, 6 (42-33-57-97) ; UGC Champ-Elysees, 8 (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; Kimo-conviction, 10 (45-66-50-50) ; V.F., Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-22-44) ; Miraval, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Clichy Patbé, 14 (45-22-46-01).

QUEST-CE QU'AI FAIT POUR MERITER. Film français de P. Almouzni (v.a.) : Luxembourg, 6 (45-33-97-77).

REBEL. Film américain de M. Jenkins (v.a.) : Forum Orient-Express, 14 (45-33-42-26) ; Caracole, 14 (42-31-10-30) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Luxembourg, 13 (42-30-32-20) ; V.F., Mazéville, 17 (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (45-62-20-40) ; UGC Danon, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-22-44) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-74-30-01) ; UGC Convention, 15 (45-74-30-01) ; Images, 17 (42-02-47-94) ; Secrétain, 19 (45-62-06-79-79).

UNE FLAMME DANS MON COEUR. Film suisse d'Alain Tanner (v.a.) : (45-74-30-01) ; Saint-Antoine des Arts, 6 (45-48-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; 95-40-30-30) ; Balzac, 9 (45-61-10-10) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-22-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

Paradoxi-Opéra, 9^e (47-42-56-31) : LA PELICULA DEL REY (Arg. v.o.) :

LOMBARDIE 14 (45-23-52-37); **Caven-**
tonne 15 (45-23-53-00).

LE EN PETITE DOULEUR (Fr.):
Gaumont-Halles, 1° (42-97-49-70);
Hautefeuille, 6° (46-35-79-38); Men-
gen, 6° (45-39-92-82); François, 9° (47-
70-33-48); Nations, 12° (43-43-04-67);
Gauumont-Alézia, 14° (45-23-44-50);
Montparnasse, 15° (45-23-12-66);
Panthé-Clichy, 18° (45-22-46-01).

FAUX TÉMOIN (A. v.a.): Forum Ori-
ent, 1° (42-33-42-26).

PIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE
(A. v.f.) (Il. a.p.): St-Ambrose, 11°
(47-00-56-16); St-Lambert, 15° (45-32-
91-68).

LE FLOC EST TROP PRESENT FAIRAIT
(A. v.a.): Triomphe, 6° (45-62-45-76).

GAUGUIN, LE LOUP DANS LE
SOLEIL (Fr.-D. V. Ang.): Elysées-
Lincoln, 6° (45-23-59-14); Parisienne,
14° (45-23-59-20).

GOLDEN CHILD (A. v.a.): Triomphe,
6° (45-62-45-76); V.F.; Rex, 2° (43-36-
83-93).

GOOD MORNING BARBILONA (Il. a.v.)
a.v.): Gauumont Opéra, 2° (47-42-
60-33); Nations, 12° (43-43-04-67);
59-83); 14 Juillet Parasse, 14° (46-26-
58-00); Colisée, 15° (43-59-29-46);
George V, 1° (45-62-41-46); St-Lazare
Parasse, 14° (45-23-44-50); 14 Juillet
Barbille, 11° (43-57-90-81); 14 Juillet
Beaugrenelle, 15° (45-23-79-79); Bismar-
ck, 14° (45-23-44-50); Montparnasse, 15°
(45-23-44-50); V.F.; Rex, 2° (43-36-
83-93); Gauumont Alézia, 14° (45-23-
44-50).

LE GRAND CREMIN (Fr.): Forum
Orient, 1° (45-08-57-57); Villiers, 2°
(47-42-72-52); St-George, Village, 3°
(46-33-63-20); Ambassade, 6° (45-59-
19-08); George V, 1° (45-62-41-46);
George V, 1° (45-62-41-46); George V,
1° (45-62-41-46); George V, 1° (45-62-
41-46); George V, 1° (45-62-41-46);
Faveille, 15° (43-31-56-86); Mar-
maros, 14° (43-23-52-37); Parisienne,
14° (43-23-52-37); Gauumont-
Convention, 15° (45-23-44-50);
Panthé-Clichy, 18° (45-22-46-01);
Gauumont-Gambetta, 2° (46-36-10-96).

L'HISTOIRE DU JAPON BACTINE
LA UNE HOTTESE DE BAP (Il. a.v.)
v.a.), Chuy-Place, 3° (45-23-19-50).

HOTEL DE FRANCE (Fr.), Forum Arc-
e-ciel, 11° (42-97-53-74); Racine-
Odson, 6° (43-26-18-68); Belair, 2°
(45-62-41-46).

INSPECTEUR GADGET (Fr.): Sain-
t-Germain, 1° (45-23-09-81-61).

JEAN DE FLORETTTE (Fr.): George V,
1° (45-62-41-46).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chin.
v.a.); Utopia, 5° (43-26-84-65).

MACRETH (Fr. v. il.). Vendôme, 3° (47-
31-52); Publicis Maignon, 6° (45-39-
31-77).

MANNEQUIN (A. v.a.): Marjunga,
6° (43-59-92-82); v.f.; UGC Montpar-
nasse, 15° (45-23-44-50).

MANON DES SOURCES (Fr.): Elysées-
Lincoln, 6° (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.): Epée-de-Roi, 3°
(43-37-57-47).

MELO (Fr.): Tomplars, 3° (44-74-
94-56).

LA MENAGERE DE VERRE (A. v.a.)
v.a.): Ciné-Beaubourg, 3° (42-71-
59-83); Nations, 12° (43-43-04-67);
UGC Rodéo, 6° (45-74-94-94); Ri-
tard, 6° (45-62-40-24); 14-Juillet-
Beaugrenelle, 15° (45-23-79-79).

LA MESSE EST FINIE (Il. v.a.): Tom-
plars, 3° (43-27-84-30).

MIKEY ET NICKY (A. v.a.): Epée-de-
Roi, 3° (43-37-57-47).

MISSION (A. v.a.): Châtelain-Victoria,
11° (45-08-94-14); Elysées-Lincoln, 6°
(43-59-36-14).

LES MOIS D'AVRIL SONT MEUR-
TRIERS (Fr.): Parisienne, 14° (45-23-
30-19).

MY BEAUTIFUL LAURETTE
(Brit. v.a.): Cinéoch, 6° (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong.
v.a.): Triomphe, 6° (45-62-45-76).

NOLA DARLING NEN FAIT QU'A SA
TÊTE (A. v.a.): République-Cinéma, 11°
(46-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr. v. angl.):
Nations, 12° (45-61-10-60); v.f.; François,
9° (47-70-33-48); Montparnasse, 15° (45-
23-44-50).

LATINS, 1° (45-16-47-86).

PIERRE ET D'AMÉLIA (Fr.) Forum Arc-
e-ciel, 11° (42-97-53-74); Gauumont-
Opéra, 2° (47-42-60-33); Hautefeuille,
6° (46-33-79-38); Colisée, 15° (43-59-
29-46); Gauumont-Alézia, 14° (45-23-
44-50); Gauumont-Parasse, 14° (45-23-
30-40); Gauumont-Convention, 15°
(45-23-44-50); Clichy-Panthé, 18° (45-
22-46-01).

PLATOON (A. v.a.) (Fr.): Forum-Orient,
1° (45-23-42-26); Marjunga, 6° (43-59-
92-82); v.a. et v.f.; George V, 1° (45-62-
41-46); v.f.; François, 9° (47-70-33-48);
Galaxie, 13° (45-80-18-03); Mistral, 14°
(45-39-52-43).

QUATRE AVENTURES DE RAIN-
IER ET MIRABELLE (Fr.):
Luxebourg, 6° (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A. v.a.): Gauumont-
Hallés, 11° (42-97-49-70); Gauumont-
Opéra, 2° (47-42-60-33); Action Rex
gauche, 3° (43-29-44-40); 14-Juillet-
Odson, 6° (43-25-59-83); Pagode, 7°
(47-05-12-51); Gauumont Champ-
s-Élysées, 1° (45-23-44-50); 14-Juillet
Bastille, 11° (43-57-90-81); Gauumont-
Alézia, 14° (45-23-44-50); Gauumont-
Parasse, 14° (45-23-30-40); 14-Juillet-
Beaugrenelle, 15° (45-23-79-79);
Mayfair, 17° (45-25-27-06); Mollit, 17°
(47-48-06-06); v.f.; Rex, 2° (43-36-
83-93); St-Lazare-Parasse, 14° (45-23-
44-50); St-Lazare, 14° (45-23-44-50);
St-Lazare, 14° (45-23-44-50); St-Lazare,
14° (45-23-44-50); St-Lazare, 14° (45-23-
44-50); Nations, 12° (43-43-04-67);
UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44);
Miramar, 14° (43-20-89-52); Gauumont-
Convention, 15° (45-23-44-50); Panthé-
Clichy, 18° (45-22-46-01).

LE RETOUR DE JEAN MAURICE
(Fr.) Studio 43, 9° (47-70-63-40).

ROSA LUXEMBURG (All. v.a.): Ciné-
och, 6° (46-33-10-82).

SABINE KLEIST, 7 ANS (All. RDA,
v.a.): République-Cinéma, 11° (46-05-
51-33).

STAND BY ME (A. v.a.): Studio de la
Harpe, 5° (46-34-25-52); UGC Biarritz,
3° (45-62-20-20).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.)
v.a.) Utopia, 5° (43-26-84-65).

SWEET COUNTRY (Grec. v.a.): Mer-
cury, 3° (45-62-96-82).

THAT'S LIFE (A. v.a.): Cinéoch Saint-
Germain, 6° (46-33-10-82); Ambassade,
6° (43-59-19-08).

THE AMERICAN WAY (A. v.a.) (Fr.)
Forum-Horizon, 1° (45-08-57-57); Ciné-
Beaubourg, 3° (42-71-59-83); Danco,
(42-25-10-30); Normandie, 15° (43-63-
16-16); v.f.; Rex, 2° (43-36-83-93);
UGC Montparnasse, 15° (45-23-44-50);
Garcia, 6° (45-23-44-50); 14-Juillet-
Beaugrenelle, 15° (45-23-79-79); UGC
Gobelins, 1

PARIS EN VISITES

SAMEDI 6 JUIL

- **Le musée d'Orsay**, 10 h 30, 1, rue de la Bellechasse, entrée des groupes (M^{me} Ad-Girard).
- **Petit cimetière révolutionnaire** de Picpus, 15 heures, sortie métro Picpus (Isabelle Haullier).
- **Le musée d'Orsay**, 10 heures, près du Rhinocéros (Académie).
- **Exposition Costume, costumes**, 14 h 30, Grand Palais, avenue Winston-Churchill (Paris et son histoire).
- **Les salons du ministère de la marine et la place Louis-XV**, 14 h 30, 2 rue Royale (D. Bouchard). — Carte d'identité.
- **Le Musée illuminé**, 21 heures, sortie métro Saint-Paul (La France et son passé).
- **Notre-Dame de Paris et l'île de la Cité**, 15 heures, devant la statue de Chénier (Léonce Visites).
- **L'atelier d'Engèle Delacroix**, 14 h 30, 6 place Gutenberg (Hauts-Seux et découvertes).
- **Le cimetière du Père-Lachaise**, 10 h 30, à l'entrée située avenue du Père-Lachaise, métro Gambetta (Les amis de la terre de Paris).
- **Exposition Tunis**, 11 h 30, sortie métro Champs-Élysées-Clémenceau (Arcus).
- **Le Musée du XIX^e siècle dans la gare d'Orsay**, 13 h 30, entrée du Musée de la Fondation d'houssier (Conscience de l'éclat et d'ailleurs).
- **Une heure au Père-Lachaise**, 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de Roquette (V. de Langlade).
- **L'Institut, du collège Mazarin à la Coupole**, pour Académiciens, trois siècles de perpétuité, 14 h 45, pont des Arts, côté quai du Louvre (Monuments historiques).
- **Les hôtels de Carnuschi et Camondo**, 15 heures, 7, avenue Vélasquez (Monuments historiques).
- **La tour de Nesle et le vieux quartier Saint-André-des-Arts**, 15 heures, métro Odéon, sortie devant le cinéma Danton (Présence du passé).
- **Hôtels de l'île Saint-Louis**, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneurs).
- **Hôtels du Marais, place des Vosges, illuminés**, 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneurs).
- **Jardins et passages de Clignancourt**, 14 heures, Jules-Joffrin (Paris pittoresque et insolite).
- **Le couvent des Carmes et son jardin**, 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).
- **Les salons du ministère des finances**, 17 heures, 93, rue de Rivoli (Tourisme culturelle).

CONFÉRENCES

199 bis, rue Saint-Martin, 15 heures :
L'agir au service de l'être (ordre de la Rose-Croix. AMORC-Radio 3).

Hôtel Concordo Saint-Lazare, 108, rue Saint-Lazare, 17 heures :
L'éveil de la conscience (Association gnostique d'anthropologie et de sciences A.C.).

CONFÉRENCES

199 bis, rue Saint-Martin, 15 heures :
« L'agir au service de l'être » (ordre de
la Rose-Croix, AMORC-Radio 3).

Hôtel Concorde-Saint-Lazare,
108, rue Saint-Lazare, 17 heures :
« L'éveil de la conscience » (Association
gnostique d'anthropologie et de
sciences A.G.).

Le Monde
sur minitel

CINEMA
Tous les programmes.
Toutes les salles. Tous les horaires.
3615 TAPÉZ LEMONDE

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche. Signification des symboles : **P** : Signalé dans le Monde radio-télévision ; **F** : Film à vision ; **O** : Ouvert à la télévision ; **N** : Ne pas manquer ; **M** : Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 5 juin

TF 1

20.35 Variétés : Grand public. Emission de Patrick Sabatier et Remy Grumbach. Avec Jean Lefebvre, Viktor Lazlo, Elia, Philippe Laville, Annabelle, Linda de Suza, Etienne Auberger, El Chateau, Christophe Jenac, Régine. 22.30 Tennis : Internationaux de Roland-Garros. Résumé des épreuves de la journée. 22.45 Série : Une occasion en or. Comédie en cinq épisodes écrite par Alain Riou. 1. La chignole, avec Jean-Hugues Lime, Françoise Olivier, Yves Afonso. 22.45 Journal. 0.05 Magazine : Premier balcon. De Joseph Poli et Dominique Darzacq. Actualité théâtrale. 0.20 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Rediffusion d'un des matches les plus importants de la journée.

A 2

20.30 Série : Deux films à vision. 21.20 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Écrivains, vos papiers », sont invités : Raymond Castans (Marcel Pagnol), Jeanne Champion (Le Hurlévent), Marcel Julien (Le fils François Villon), Claude Pichon (Baudelaire) et Michel Piccoli qui parlera de Une jeunesse viennoise, autobiographie d'Arthur Schnitzler. 22.45 Chât-chât : Soirées d'une nuit d'été. 23.00 Film suédois d'Ingmar Bergman (1955). Avec Eva Dahlbeck, Ulla Jacobson, Margit Carlquist, Gunnar Björnstrand.

FR 3

20.35 Feuilleton : Florence ou la vie de château. 4 épisodes : Roman-photo. Avec Annie Girardot, Jean-Luc Bideau.

FR3
SAMEDI 6 JUIN 11 h 25
"Société générale la nuit"
Découvrez l'une des plus grandes banques mondiales.

21.30 Document : Les sentinelles du désert, film de Frédéric Laffont. 22.30 Journal. 22.55 Documentaire : Dossiers.

N'Diaye Rose, chef tambour major du Sénégal. 23.20 Prélude à la nuit. Quatuor à cordes, opus 121, de Fauré, par le quatuor Bernabé.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Ballade. Film américain de Peter Yates (1968). Avec Steve McQueen, Jacqueline Bisset, Robert Vaughn. 22.45 Flash d'informations. 22.55 Série : Espion à la mode. 23.45 Cinéma : Tirez sur le pianiste. Film français de François Truffaut (1960). Avec Charles Aznavour, Marie Dubois, Albert Remy. 1.00 Cinéma : Sœur qui peut (la vie). Film franco-espagnol de Jean-Luc Godard (1980). Avec Isabelle Huppert, Jacques Dutronc, Nathalie Baye, Anna Belduc. 2.25 Cinéma : Feu sur le gang. Film américain de Gordon Douglas (1957). Avec James Cagney, Phyllis Thaxter, Raymond Massey. 4.15 Cinéma : Sans soleil. Film français de Chris Marker (1982). 5.55 Variétés : J'ai deux amours, Joséphine Baker.

LA 5

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.40 Série : Serpico. 22.40 Cinéma : Casimir. Film français de Richard Poirier (1950). Avec Fernandel. 0.15 Série : Laurel et Hardy. 1.45 Série : Mike Hammer. 2.40 Série : Hôtel.

M 6

20.30 Série : Dynastie. Le cri. 21.30 Série : Caprice et Lacey. Une vieille femme se sent menacée. 22.30 Cinéma : La vie de Robespierre. Film français de Marcel L'Herbier (1942). Avec Gisèle Pascal, Suzy Delair, Louis Jourdan, Louis Salou, Maria Denis. 23.30 Magazine : La saga du rock (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Turbulences : douleur-scandale. 21.30 Musique : Black and blue. Éloge de la batterie. 22.30 Nuits magiques. Les gens, tout de même, modernité : Les premiers pas. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (donné le 11 avril 1986, à Stuttgart) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 en la mineur de Mahler par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. García Navarro. 22.20 Les soirées de France-Musique : à 22.30, Les pêcheurs de perles ; à 0.30, Méditerranée.

Samedi 6 juin

TF 1

13.45 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Finale dames (simple et double). Les gagnantes du double dames des cinq dernières années sont les suivantes : 1986, 1985 et 1984 : Navratilova-Shriver ; 1983 : Fairbank-Reynolds ; 1982 : Navratilova-Smith. 15.30 Tiro à l'arc à l'Estérel. 15.45 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Finale simple messieurs. Les vainqueurs des cinq dernières années sont les suivants : 1986 : Fitzgerald-Smith ; 1985 : Edmondson-Warwick ; 1984 : Leconte-Noah ; 1983 : Jarry-Simonson ; 1982 : Stewart-Taygan. 18.35 Flash d'informations. 18.45 Feuilleton : Cagney et gage. 19.20 D'accord, pas d'accord. 19.35 Cécil et Cécile. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Série : Julien Fontanes, magistrat. Le contenu sous la gorge, téléfilm d'André Farwagi, avec Jacques Morlet, Bernard Le Coq, Jean-François Garreud. 22.10 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Résumé des épreuves de la journée. 22.25 Droit de réponse. Emission de Michel Polac. Thème : Le polar français. 0.00 Journal. 0.25 Série : Les incorruptibles. Le doyen des gendarmes. 1.05 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Rediffusion d'un des matches les plus importants de la journée.

A 2

13.35 Série : « V ». Le jour de la Libération. 14.25 Dessins animés. 14.55 Les jeux du stade. Escrime : masters ; Rugby : Coupe du monde, quarts de finale. 17.00 Série : Le juge et le pilote. Joyeux juristes. 18.00 Les carnets de l'aventure. Oubliés : L'homme de la Tour. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 D'accord, pas d'accord. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Affaire suivante. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champs-Élysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec : Serge Lama, Nicoletta, Rita Nastase, François Valéry, Tina Charles, Cock Robin, Interface, Christine Roc, Eric Charden, Jeff McBride, Pierre Bertrand, Denise Grey, Nadine de Rothschild, Mimie Mathy et une interview de David Bowie qui présentera sa vidéo « Time will crawl ». 21.35 Feuilleton : Nana. De Maurice Cazeneuve, d'après Zola. Avec Véronique Genest, Guy Tréjan, Patrick Préjean (2^e épisode). 22.25 Les enfants du rock. Ni vu ni connu. Avec Philippe Vulliamin (Dennis Twist) et Hélène Delprat, peintre. 0.40 Journal.

FR 3

14.00 Espace 3 : Portraits de la semaine. 14.35 Théâtre : Jules César. Cycle William Shakespeare (v.a.). 17.00 Télé-

13h30 SAMEDI VISION
Présenté par Philippe Gildas
CINÉMA : Émission pour enfants
ALFA LA ROMEO : présentation de modèles
TÉLÉVISION : Émission de la semaine
TICKET : un billet pour un spectacle

vision régionale. 18.00 « Prière pour la paix du monde ». Discours du pape Jean-Paul II, en direct de Lourdes, à l'occasion de l'anniversaire (retransmis par FR3 Toulouse). 19.00 Flash d'informations. 19.15 Actualités régionales. 19.53 Dessins animés : Ulysse 31. 20.04 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes. Dessins animés : à 21.00, un épisode du Remède des maux. 22.00 Journal.

Audience TV du 4 juin 1987

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	41,6	14,7	12,2	3,6	2,0	7,6	1,0
19 h 45	46,2	18,8	16,8	3,0	2,5	6,1	0,0
20 h 16	61,4	23,9	21,9	6,6	3,6	6,6	0,6
20 h 55	63,6	15,7	10,7	28,4	2,0	6,1	1,0
21 h 08	60,9	8,1	10,2	36,0	1,5	5,1	2,0
22 h 44	40,1	7,6	19,3	4,6	1,0	7,6	1,0

Programmes du jeudi 4 juin, à 20 h 30. TF 1 : « Columbo » (série) ; A 2 : soirée SIDA ; FR 3 : la Cage aux folles 2 (film) ; Canal Plus : Surpris party (film) ; LA 5 : le Locataire (film) ; M 6 : Jon d'Espagne (film).

Dimanche 7 juin

TF 1

8.00 Bonjour la France. Journal présenté par Jean-Claude Bourret. 9.00 Zappe : Zappeur. Emission de Christophe Izard. Avec les présentateurs d'Yves Brunier, Dina-moi, Dina-moi, Dina-moi ; Dodo Dodo ; La vache Noire ; Amélie ; Les Buzick ; La maison de Toutou ; James Hound ; Satanas et Diabolo ; Calimero. 10.00 Série : Tarzan. Le trésor de la jungle. 11.00 Trente millions d'amis. Emission de Jean-Pierre Futin. Bije et Bonnet : Les chœurs d'été de Nadine de Rothschild. Les marathoniens du ciel. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Télé-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Starzky et Hatzky. Coupables ? 14.20 Sport dimanche et à la folle pas du tout. 15.30 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Finale messieurs. 16.00 Tiro à l'arc. 16.15 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Finale messieurs (suite). 19.00 Magazine : 7 sur 7. Emission de Jean Luzzi et Anne Sinclair. Invité : Roland Ferré. 19.55 Tirage du Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : le Mar de l'Adriatique. Film français de Marcel Carné (1970). Avec Bourvil, Peter McEnery, Reinhold Kolldehoff, Jean Poirier, Terry Thomas, Sophie Desmarez. Un restaurateur normand panouillard se trouve malgré lui, en 1943, mêlé à la Résistance. Comédie burlesque quelque peu inspirée du succès de la Grande Vadrouille. Ce serait plutôt la petite, mais on aime bien voir Bourvil et Sophie Desmarez, même si elle joue, elle, les unités. 22.15 Sport dimanche.

SUR
DANS SPORT DIMANCHE SOIR
UNE PEUGEOT 205 GTI S'ERA GAGNÉE.
PARTIRAGE AU SORT
TELELOTO Shell

che soir. 23.15 Journal. 23.35 Magazine : C'est à lire. Emission de Lucie Perrot. 23.50 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. Rediffusion.

A 2

4.55 Rugby : Coupe de monde. Quarts de finale. 6.55 Rugby : Coupe de monde. Quarts de finale. 8.50 Informations et météo. 9.00 Ces chères vidéos. 9.15 Émissions : Bible ouverte : Le livre des nombres ; le peuple aux trois fides : La source de vie ; l'Église pour tous. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, célébrée au monastère du Christ de Tamar au Portugal (en direct et en Éurovision). 12.05 Dimanche Magazine. En direct, les tribunes. 13.00 Journal. 13.20 Tout le monde le sait. Invité : Marc Laviole. Céline Dion, Blaise Monty, Marijst Alie, Nicole Croisille, David et Jonathan. 14.30 Série : Les deux font la paire. La légende du château hanté. 15.20 L'école des fans. Invité : C. Jérôme. 16.25 Les kiosques à musique. 17.00 Série : Benoit. Sans issue. 18.15 Série 2 : Football : championnat de France ; Athlétisme : Grand Prix de Monaco ; Rugby : coupe de monde ; Basket : championnat d'Europe ; Natation : Tennis ; Cyclisme : tour d'Italie ; Escrime : Golf. 19.30 Série : Maguy. Une Maguy démagogue. Avec Rosy Varte, Jean-Marie Tibalet, Marthe Villalonga. 20.00 Journal. 20.30 Série : Les cinq dernières minutes. Cinq obscures, célèbres de Frank Appenderia. Avec Jacques Dubay, Marc Eyraud, Alexandra Stewart. Un antiquaire est retrouvé mort dans un bassin à hydrates. Meurtre ou noyade ? 22.00 Rugby : Coupe de monde. 22.40 Projection privée. De Marcel Julien. Invité : Philippe Soler. 23.40 Journal. 23.50 Jazz : Festival d'Antibes-Juan-les-Pins 1986. Jacques Higelin et Didier Lockwood.

FR 3

9.00 Debout les enfants. Zorro : Croquetoile ; Ulysse 31 : En route pour l'austral. 10.00 Magazine : Mosaïque. 11.30 Alphonse. Bernard Buffet. 11.35 Feuilleton : Fils de la nuit. 12.00 Cinéma : Les deux faces. 12.30 Espace 3. 13.00 Flash d'informations. 13.04 Magazine : D'un côté à l'autre. 13.30 Forum. RMC-FR3. 14.30 Sports-loisirs. Concours d'atelage à Compiègne ; Championnat de France de gymnastique à Mulhouse ; Boxe américaine ; Meeting international de natation à Monaco ; Karaté ; Rendez-vous du golf. 16.45 Amuse 3 : Dossiers. 17.20 Dessins animés : Lucky Luke ; Pétit. 17.55 Série : Yoo. 18.20 RFO Hebdo. 18.50 Amuse 3 (suite). Signé Carl's Eyes : Les petits matins. 19.40 Jeu : Cherchez la France. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Série : Sur la piste du crime, le flic. Le mythomane. 21.25 Documentaire : Genre cinématographique (2^e partie). 22.30 Journal. 22.45 Cinéma : L'homme de paille. 23.00 Cinéma : Film français de Félix Ozer (1937). Avec Pierre-Richard Willm, Annie Vernay, Suzy Prim, Roger Karl, Abel Jacquin. Le comte Alexis Orloff, favori de Catherine II, s'oppose à l'union de la jeune princesse Elisabeth Tura-Kovna, prétendante au trône de Russie, qu'il était chargé d'épouser. Drame historique et romantique, mêlé de scènes spectaculaires et un couple de rêve. Pierre-Richard-Willm, Annie Vernay. Rhythmes donc. 0.15 Prélude à la nuit. Symphonie n° 7, d'Alexandre Scriabine.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ÎLE-DE-FRANCE

Dimanche 7 juin

Provins, 14 heures : armes anciennes ; Rambouillet, 14 h 30 : années 1950 à 1987 ; Les Andelys, 14 h 30 : mobilier, tableaux, argenterie.

Samedi 6 juin

Arras (56400), 10 h 30 : linges, literie, mobilier, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Laon, 14 h 15 : grands vins.

Dimanche 7 juin

Nogent-le-Rotrou, 14 heures : objets d'art, argenterie, bijoux, mobilier ; Joigny, 14 h 30 : armes anciennes ; Sens, 14 h 30 : tableaux, vins, mobilier, objets d'art ; Montreuil-sur-Mer, 15 heures : 180 gouaches d'Emile Wogelin ; Semur-en-Auxois, 14 h 30 : tableaux anciens, mobilier, objets d'art.

Lundi 8 juin

Marly, 14 h 30 : objets d'art, argenterie, bijoux, mobilier ; Semur-en-Auxois, 14 h 30 : Tableaux, tapis, mobilier de style.

FOIRES ET SALONS

Paris, avenue du Maine. Ivry-sur-Seine, Caen, Vitry, Saint-Étienne, Bièvre (Foire à la photo), Gisors, Combourg, Montargis, Tournus, Avignon, Villeneuve-sur-Yonne (Foires aux collections), Herbaut (41), Mur-de-Sologne (41).

C. H.

Le Monde
sur minitel
ROLAND-GARROS
Tous les matches en direct des courts
3615 TAPEZ LEMONDE

LOTO
Tirage du mercredi 3 juin 1987
8 20 27 33 45 47 35
PROCHAIN TIRAGE EN DIRECT SUR TF 1
ANCIEN : 9 JUIN 1987 à 20 h 30
VALABLE : 10 JUIN 1987 à 20 h 30
POUR LES DERNIÈRES FRANCHES DE LA DÉMARCHE PROCHAINE

6 boules n°	1 491 995,00 F
5 boules n°	211 125,00 F
4 boules n°	7 425,00 F
3 boules n°	130,00 F
2 boules n°	10,00 F

REPÈRES

Salaires

Progression plus rapide pour les ouvriers

Le salaire mensuel moyen était de 8 155 F en octobre 1986, selon une enquête semestrielle du ministère des affaires sociales sur les gains des salariés à partir d'un nouvel échantillon de 40 000 personnes. En un an, d'octobre 1986 à octobre 1987, les gains ouvriers ont progressé de 4,4 % (contre 6,1 % d'octobre 1984 à octobre 1985), soit plus vite que pour les catégories non ouvrières (+ 3,5 %, contre 6,2 % un an plus tôt). En octobre 1986, le salaire horaire ouvrier était de 38,74 F en moyenne, soit 6 550 F par mois. Les employés gagnaient en moyenne 6 806 F, les agents de maîtrise, techniciens et dessinateurs 9 910 F, et les cadres 17 527 F.

Pétrole

Les stocks des compagnies au plus bas depuis quatorze ans

Les stocks de pétrole brut détenus par les compagnies ne devraient représenter, au 1^{er} juillet, que soixante-douze jours de consommation, soit le niveau le plus bas depuis 1974, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son dernier bulletin mensuel. Depuis le début de l'année, les compagnies n'ont cessé de puiser dans leurs stocks, qui ont baissé au rythme de 1,6 million de barils/jour au premier trimestre et devraient encore diminuer de 0,6 million de barils/jour au second. Cette diminution est partiellement compensée par les stocks stratégiques détenus par les gouvernements qui représentent vingt-trois jours de consommation supplémentaires. Le total des stocks (quatre-vingt-quinze

jours de consommation) constitue néanmoins le niveau le plus bas depuis 1979.

Paiements courants

Excédent britannique au premier trimestre

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré un excédent de 987 millions de livres (chiffre corrigé des variations saisonnières) au premier trimestre 1987, contre un déficit de 585 millions au dernier trimestre de l'an dernier. Au premier trimestre 1986, les paiements courants britanniques avaient été excédentaires de 1 064 millions. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, prévoyait, en mars dernier, pour 1987, un déficit de 2,5 milliards.

Conjoncture

Recul du PNB en RFA

Le produit national de la RFA a reculé de 1 % en volume au premier trimestre 1987 par rapport au deuxième trimestre 1986, mais dépasse de 2 % le PNB du premier trimestre 1986, selon des chiffres provisoires publiés jeudi 4 juin par la Bundesbank. «Après la pause hivernale, l'économie de l'Allemagne fédérale a repris le chemin de la croissance», a commenté M. Karl Otto Poeth, le gouverneur de la banque centrale, qui estime que «le pessimisme, qui a actuellement cours en la matière, n'est pas justifié».

Ce retour à la croissance n'est que partiellement confirmé par les statistiques provisoires publiées ce même jeudi à Bonn par le ministère de l'économie. La production industrielle aurait certes augmenté en avril de 3,5 % par rapport au mois de mars. Malgré ce redressement, la production industrielle ouest-allemande des quatre premiers mois de l'année demeure inférieure de 1,5 % à celle des quatre premiers mois de 1986.

La remise en question de l'autorisation un peu légèrement accordée aux télévisions d'accueillir la publicité pour les bières constitue incontestablement un enjeu économique : pour les chaînes de télévision, qui découvrent un peu tard que les dimensions du gâteau publicitaire à se partager ne se sont pas accrues à la mesure de leurs appétits ; pour les organes de la presse écrite, et singulièrement les magazines, qui ont vu chuter en 1986 les ventes d'espace aux marques de bières ; pour les brasseries, qui voyaient dans la télévision un moyen puissant d'arracher aux marques concurrentes une part de marché.

Les bières assurent le tiers des dépenses publicitaires des boissons alcoolisées (voir tableau ci-dessous), qui frôlent le milliard de francs en 1986 (pour un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs), en progression de 19 % en 1986. L'accroissement des dépenses publicitaires des marques de bière (+ 22 %), a été consacré essentiellement à la télévision, qui a également profité d'un transfert des dépenses au détriment de la presse écrite (- 28 %) et de la radio (- 10 %). Si les marques de bière font tant de publicité, c'est que l'industrie de la brasserie s'est déjà concentrée (rente-trois entreprises contre un millier en Allemagne), les deux premières sociétés (BSN et la Française de brasserie) fournissant les trois quarts du marché français.

La politique publicitaire est de ce fait une politique de marques : l'objectif pour une marque donnée est moins d'accroître la consommation globale de bière (car on est réticent) que d'arracher aux marques concurrentes une part de ce marché stagnant. La publicité est donc nationale pour des marques nationales. Vraisemblablement, cette politique publicitaire est beaucoup moins pour les alcools et les champagnes (à quelques exceptions près), et tout à fait différente pour les vins. Quant au cidre (con-

La publicité télévisée sur la bière remise en question

La fin d'une provocation

permissible à la bière quant à son degré alcoolique), il est pratiquement absent des grands médias (1,4 million de francs par voie d'affiches).

Si les magazines et la presse écrite ont tout à fait intérêt à voir disparaître des écrans les spots en faveur de la bière, l'intérêt financier des chaînes de télévision est à l'opposé, car le gâteau publicitaire ne peut croître vraiment que par l'arrivée sur les écrans de secteurs jusqu'ici interdits de télévision. La bière était une première étape, fort fragile, la distribution (grands magasins, hypermarchés) en est une autre, autrement importante, et où la santé publique n'a aucune part. D'accord pour conserver la manne publicitaire des marques de bière, les télévisions se battent pour se la partager : la 5 a, en 1986, recueillit les achats d'espace télévisé des brasseries, TF 1, Canal + et A 2 s'en partageant plus de la moitié.

La fort complexe législation française sur les boissons alcoolisées, déjà légèrement simplifiée sur injonction communautaire (qui a

fait disparaître la différenciation entre les spiritueux - calvados, cognac, rhum... - et les spiritueux forts comme les pastis et les whiskeys) s'est doublée, dès 1982, d'une recommandation du BVP (Bureau de vérification de la publicité). Celle-ci instaure l'autodiscipline des annonceurs, des agences et des médias : pas d'incitation à l'abus, indication de modération sur tous les messages, pas de publicité dirigée vers les jeunes, les conducteurs d'automobile, les sportifs, etc. Mais... l'Union générale de la brasserie française, qui regroupe les brasseries, n'a pas signé cette recommandation pour deux raisons : les fabricants de spiritueux voulaient obliger les autres fabricants de boissons alcooliques à faire ce que la loi leur assignait à faire ; les distributeurs de vins ne pratiquaient pas cette autodiscipline. Aujourd'hui, les brasseries, qui notent au passage que les conseils de modération pour les autres boissons que la bière sont parfois si discrets qu'ils sont à peine perceptibles, ne se sentent absolument pas tenus par la recommanda-

tion du BVP. Et ils ont fait très fort, tout de suite, à la télévision, en donnant à leur publicité un look jeune, branché, sensuel...

Au BVP, on pense que, dès que la publicité est autorisée, le problème n'est pas d'opérer une discrimination entre médias, mais d'être très strict sur la teneur des messages.

La baisse de la consommation

Les professionnels de la bière arguent encore que la consommation d'alcool en France diminue, même si nous conservons le triste privilège d'être en tête pour la consommation annuelle d'alcool pur : 18 litres en 1963, 13,3 litres en 1985. Mais cette baisse est due à la désaffection pour le vin (de 14 litres à 9 litres), tandis que la part des spiritueux reste stable (2,38 litres à 2,35 litres), tout comme celle de la bière (1,83 litre en 1963, 2,4 litres en 1976, 2 litres en 1985). Il est vrai aussi qu'on observe d'importants transferts d'habitudes : on boit moins de vin ordinaire, plus de vins fins, autant de bière, plus d'apéritifs doux, plus d'apéritifs très forts...

Il reste que la bière contient de l'alcool, que la télévision n'est pas un média comme un autre, et que l'entrée de la bière sur les petits écrans a été ressentie comme une provocation par ceux qui connaissent l'urgence d'une lutte efficace contre l'alcoolisme. S'il y a doute quant aux effets réels de la publicité sur la consommation, ce doute doit profiter au consommateur. La réalité est qu'aucun gouvernement n'a voulu vraiment lutter contre l'alcoolisme, tant les lobbies des producteurs divers sont puissants. Il est sûr que la suppression de la publicité pour la bière à la télévision n'est qu'une toute petite étape vers une politique anti-alcoolique cohérente. Cela suppose de consacrer d'importants crédits à la prévention de l'alcoolisme : nul doute que la publicité (en particulier à la télévision) ne soit efficace en ce domaine. Mais il faut choisir d'y consacrer autant d'argent non seulement que les brasseries mais que l'ensemble des fabricants de boissons alcoolisées.

JOSÉE DOYÈRE.

La publicité pour les alcools (en millions de francs)

	Total boissons alcoolisées	Bière	Apéritifs (1)	Alcools et vins (2)	Vin	Champagne et mousseux	Liquors fins alcool
Total	965,7	317,2	172,5	168,7	148	89	64,1
Presse dont magazines (3)	411,5	71	67,3	114,9	83,3	42	30,7
Affichage	239,4	52,2	64	33,9	39,9	22,5	24,5
Radio (4)	136,4	59,6	29,3	2,4	23,8	14,7	5
Cinéma	106,9	67,8	9,7	16,8		9,1	3,5
Télévision (5)	71,5	66,6	2,2	0,7	1	0,7	0,4

Sources : SECODIP (6).

(1) y compris les whiskeys, gin, etc.
(2) Cognac, Armagnac, Mirabelle, etc.
(3) y compris les suppléments magazines des quotidiens nationaux.
(4) Radio Monte-Carlo, Radio TSB-Luxembourg, Europe 1, Sud-Radio.
(5) RTL et TSB Monte-Carlo, télévisions périphériques, passent de la publicité pour les spiritueux, les alcools, etc. Interdite sur les écrans en France.
(6) Les relevés faits par la société SECODIP (la « page »), qui ne sont pas publiés mais que nous avons pu nous procurer, sont établis d'après les tarifs officiels des différents médias, sans tenir compte des marges de négociation, et des dégrèvements. Les chiffres, hors taxes, sont donc surévalués.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sanpaolo présente son bilan.

En langue européenne.



Total Actif	ECU 43.957
Ressources Extérieures	ECU 32.556
Fonds Propres et Provisions	ECU 2.742
Bénéfice Distribuible	ECU 329
Allocation aux Oeuvres Sociales	ECU 24

en millions d'ECU

SANPAOLO
ISTITUTO BANCARIO
SAN PAOLO DI TORINO

LA DIVERSITÉ FAIT NOTRE FORCE.



Plus de 5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986, une taille européenne et un bon potentiel en Amérique du Nord. Epeda-Bernard Faure est entré, avec le renfort de Luchaire, dans une nouvelle phase de développement.

OPE REUSSIE

Nous remercions les actionnaires de Luchaire de leur confiance. Ils ont ratifié dans leur très grande majorité le choix des deux groupes pour un projet commun d'entreprise.

EPEDA - BERTRAND FAURE
LUCHAIRE □□□

une force internationale

Un ensemble diversifié, performant et décentralisé. Une force internationale dont les opportunités de développement sont multiples en France, en Europe, en Amérique et dans le monde. Un groupe qui a les moyens de son internationalisation.

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

MONDES EN DEVENIR

LE DROIT
INTERNATIONAL
DANS UN MONDE
DIVISÉ

Antonio CASSESE

13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F

Editions
BERGER-LEVRULT



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE RAFFINAGE
DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS

NAFTAL

Direction aviation marine

AÉROPORT HOUARI BOUMEDIÈNE

(Avis de prorogation de délai)

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires intéressés par l'avis de vente international N° AVIM.DIM.01.87 concernant la vente de deux (2) barges fluviales de soutage de 3 000 tonnes chacune que la date limite de remise des offres est prorogée au 30 juin 1987.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNTS ECUREUIL

JUIN
1987

EMPRUNT DE 1 000 000 000 DE FRANCS

AU TAUX FIXE DE 8,70 % LE 1^{er} COUPON EST FIXÉ A 400 F (PAR OBLIGATION)

NOMINAL:	5000 F
PRIX D'ÉMISSION:	4796 F
JOUISSANCE:	22 JUIN 1987
DURÉE:	11 ANS ET 289 JOURS
INTÉRÊT ANNUEL:	8,70% SOIT 435 F PAR OBLIGATION
TAUX DE RENDEMENT AU RÈGLEMENT:	9,45 %
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT:	9,45 %
AMORTISSEMENT NORMAL: EN TOTALITÉ LE 6 AVRIL 1999 SAUF RACHAT EN BOURSE.	

EMPRUNT DE 500 000 000 DE FRANCS A TAUX RÉVISABLE ANNUEL

PRIX D'ÉMISSION:	4886,50 F
JOUISSANCE:	22 JUIN 1987
DURÉE:	11 ANS ET 289 JOURS

INTÉRÊT ANNUEL: 400 F pour la première année puis, pour les suivantes, 90 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'État et assimilés, publié par l'INSEE pour le mois de février précédant la révision. Taux d'intérêt minimum garanti: 5,5 %.

AMORTISSEMENT NORMAL: EN TOTALITÉ LE 6 AVRIL 1999 SAUF RACHAT EN BOURSE.

Une note d'information (visa COB n° 87-198 du 27-5-87) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil. BALO du 1^{er} juin 1987.



L'AMI FINANCIER
Caisse d'Épargne Ecureuil

SOCIAL

La campagne du PS sur la Sécurité sociale

Entre la prudence et l'agressivité

Le gouvernement n'est pas seul à avoir une démarche hésitante (ou parfois incoérente) sur la Sécurité sociale. Tout en cherchant à tuer l'offensive sur ce thème auquel les Français sont sensibles et à tirer profit de la situation actuelle, les socialistes hésitent à avancer des propositions précises dans le Livre blanc qu'ils vont présenter la semaine prochaine.

Beaucoup craignent, comme le disait jeudi 4 juin M. Henri Emmanuelli, député des Landes, chargé de la communication au secrétariat national du PS, « que nos propositions deviennent le sujet essentiel des débats. Il n'est pas nécessaire de cumuler les inconvénients de l'opposition et ceux de la majorité ». Mais ne risque-t-on pas, dans l'hypothèse inverse, de limiter les discussions à l'action pensée des socialistes ?

Peut-on reconnaître qu'il y a des difficultés de financement du régime général sans faire des propositions pour les résoudre, mais ne risque-t-on pas alors de s'engager pour l'avenir ? Ainsi, les socialistes ont renoncé à soutenir dans leur Livre blanc les propositions des « sages » en faveur d'une taxation pénalisant de l'alcool et du tabac. Enfin, comme le disait M. Manu, « est-il nécessaire de s'engager en tous sens jusqu'à épuiser les initiatives du président de la République ? ».

Le Livre blanc n'évite pas ces contradictions. En quelque vingt pages, il met d'abord l'accent sur l'origine des difficultés : baisse de recettes des cotisations, augmentation des dépenses consacrées à la fois à des réformes structurelles (vieillesse) et

à la population, attention plus grande portée par chacun à sa santé, coût des technologies médicales) et à des choix politiques : création de nouvelles prestations (minimum vieillesse, allocation d'adulte handicapé, allocation de parent isolé, par exemple), développement des hôpitaux, nouvelles règles de calcul des retraites (la loi Boulin de 1972) ou abaissement de l'âge de la retraite à taux plein.

Il vante aussi l'action sociale des gouvernements de gauche entre 1961 et 1986 (même si celle-ci peut avoir contribué à l'augmentation des dépenses). A cette action, il oppose celle du gouvernement actuel, accusé de ne pas maîtriser la gestion, de céder aux groupes de pression (médecins et laboratoires pharmaceutiques), de faire payer le dépannage des dépenses de santé aux plus vulnérables — les malades remboursés à 100 %, notamment les personnes âgées, — de ne pas assurer la croissance du pouvoir d'achat des retraités, de favoriser les familles riches et, enfin, de se dédouaner de ses responsabilités en lançant les États généraux.

Côté propositions, le PS, qui pourtant ne manque pas d'experts parmi ses adhérents ou parmi ses sympathisants, reste plutôt court, sans pour autant briser les engagements qu'il a pris en matière de leur implication. Il entend réviser les mesures prises par le gouvernement actuel sur l'assurance-maladie, sur la « décentralisation » des retraites comme sur les prestations familiales. Mais il propose aussi la rigueur et une concertation avec les professions de santé pour

la maîtrise des dépenses, un réexamen des conditions de liquidation des retraites, régime par régime, en tenant compte des effets sur les différentes catégories sociales.

« Briser la Sécurité sociale »

Cette prudence n'a pas empêché le PS d'engager une campagne par voie d'affiches et de pétitions. L'affiche du PS, tirée à 200 000 exemplaires et relayée par la société de communication de M. Bertrand Delanoë, ancien député de Paris et ex-responsable des fédérations au secrétariat national du Parti socialiste, vise à « déconstruire » la campagne d'affiches gouvernementale sur les États généraux qui, pour « sauver une grande idée », utilise le thème de la balance, « espèce en voie de disparition, que l'on a sauvée » : l'affiche du PS, représentant une silhouette de balance, demande « ce que la droite va laisser d'une grande idée ».

La pétition, elle, ne fait pas de détail, quitte à prendre des libertés avec la vérité. Elle accuse le gouvernement de vouloir « briser la Sécurité sociale », d'« enlever plusieurs milliards de francs aux familles à bas revenus pour les donner aux plus riches », de « remettre en cause la retraite à taux plein » et d'aligner les retraites « non sur la hausse des prix, mais sur celle des salaires », et affirme que « de 1981 à 1985, il n'y a pas eu de déficit ». Une pétition qui, à en croire les responsables du PS, a en beaucoup de succès.

GUY HERZLICH.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Texas Air commanderait 200 Boeing

Le groupe Texas Air commanderait deux cents avions au constructeur américain Boeing, soit cent 787 et cent 737. Texas Air, qui est le premier transporteur privé du monde occidental, a besoin de renouveler les flottes de ses filiales Eastern et Continental. Il sera intéressant de voir quelle solution sera retenue pour le financement d'un contrat impressionnant d'environ 6 milliards de dollars (36 milliards de francs). Le groupe Texas Air se trouve dans une situation financière délicate en raison des batailles tarifaires qu'il a dû mener et des rachats de compagnies en difficulté comme People Express. On estime à 8,5 milliards de dollars (39 milliards de francs) le montant de ses dettes, et aucun banquier ne lui prêterait les sommes nécessaires à ses avions. Texas Air devrait se tourner vers la solution du leasing à moins que Boeing n'achète des obligations transformables en actions de Texas Air, comme il vient de le faire pour Allegis, propriétaire de United Airlines.

Cora-Reville

rachète les parfums Caron

Les parfums Caron (115 millions de francs de chiffre d'affaires) vont redevenir français. Des trois candidats à la reprise, de la société récemment mise en vente, son actuel propriétaire, la firme pharmaceutique américaine A. H. Robins, a choisi le groupe Cora-Reville (30 milliards de francs de chiffre d'affaires dans les produits de luxe et la distribution). Ce dernier paiera son acquisition 18 millions de dollars (108 millions de francs environ) soit 50 % de plus que la mise à prix initiale. Les cadres de Caron, soutenus par le Crédit agricole, et le parfumeur Lamotte-Tourret étaient en lice. Le rachat de Caron va permettre à Cora-Reville de renforcer les ventes de sa division produits de luxe (400 millions de francs de chiffre d'affaires). Le groupe français devra superviser l'obtention du feu vert du tribunal de commerce de Richmond (Virginie). Depuis près de deux ans, Robins est en effet placé sous le régime très spécial aux États-Unis de la faillite et des ventes de ses actifs comme il l'est.

Kodak se lance

dans la photo électronique

Le puissant groupe américain Eastman Kodak se lance dans la photo électronique. La direction de l'entreprise a annoncé, le 3 juin, la mise sur le marché entre les mois d'août et d'octobre prochains de sept appareils de divers calibres capables de réaliser des clichés utilisant la technologie des caméras vidéo. Stockés sur un disque souple, de la taille d'une boîte d'allumettes, les images réalisées par ces appareils seront toutefois de qualité inférieure à celles obtenues par le procédé classique de la photochimie. Mais elles présenteront l'énorme avantage de pouvoir être retouchées, emmagasinées et transmises, par exemple, par téléphone. Le nouveau procédé s'adresse notamment aux services de radiologie des hôpitaux. Kodak fabriquera la plus grande partie des pièces constitutives et comparera cette nouvelle avancée industrielle à son entrée sur le marché des photocopies au début des années 70. Pour l'instant, les amateurs n'auront pas accès à ces nouveaux matériels, alors qu'ils pourront bientôt se procurer le Mavica utilisant une technique similaire que Sony s'apprête à relancer.

SPIE-Batignolles

chez un électricien américain

SPIE-Batignolles, filiale du groupe Schneider, vient de porter sa participation au capital de l'Américain Comstock de 20 % à 54,4 %.

Comstock est une entreprise d'électricité qui réalise un chiffre d'affaires de 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs) et dispose d'un carnet de commandes de 500 millions de dollars (3 milliards de francs environ). Comstock est le premier fournisseur d'installations électriques du métro de New-York, qui devrait être rénové en cinq ans. SPIE-Batignolles semble assez complétement de sa nouvelle filiale, dans la mesure où elle réalise ses 18,5 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'électricité (47 %), le génie civil et le bâtiment (23 %), l'ingénierie et les ensembles industriels (14 %), les canalisations (12 %), la promotion immobilière (4 %).

Philippe-France: un chiffre d'affaires de 21 milliards de francs

Philippe-France, qui publie pour la première fois un résultat consolidé, a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 21,27 milliards de francs (+ 15 % sur 1985) et un bénéfice net de 698 millions de francs (+ 127 %). Philippe emploie vingt-neuf mille six cent personnes en France dans les télévisions (radiotechnique industrielle et commerciale, RTIC), les antennes (Pon-taigne), les équipements de télécommunications (TRT), les composants, l'éclairage et l'électroménager.

L'UAP réorganise son état-major

Deux mois après sa nomination à la présidence de l'UAP, M. Jean Dronier réorganise son état-major. M. Didier Fleiter, directeur général depuis juillet 1984, est confirmé dans son poste. Le second directeur général, M. Charles Barrau, proche de la retraite, qui avait été nommé à ce poste, venant de l'extérieur, par Mme Yvette Chassagne, PDG de janvier 1983 à mars 1987, est remplacé par M. Roland Lejart, jusqu'alors responsable de l'informatique et des technologies nouvelles, qui a fait toute sa carrière dans l'entreprise. Un nouveau poste est créé, celui de directeur-conseiller général, confié à M. Roland Pizzen, qui sera tout particulièrement chargé de préparer la privatisation de l'UAP. Enfin, M. Jacques Henri Gougenheim, directeur général de 1972 à 1984, qui, après s'être violemment heurté à Mme Chassagne, avait dû quitter son poste pour être nommé à la direction générale de la Banque Worms, filiale de l'UAP, revient dans le groupe comme administrateur directeur général de la branche UAP International (un quart de l'activité totale).

Economie

SOCIAL

Quand la Sécurité sociale vend de l'espace publicitaire

La caisse primaire d'assurance-maladie du Val-de-Marne vient de trouver une façon inédite de gagner de l'argent. Elle a passé un contrat avec la société Paris-France-Publicité pour vendre à des annonceurs l'espace libre au verso des feuilles de décompte (trente mille exemplaires par jour) ; les contrats seraient signés pour deux cent cinquante mille exemplaires. En contrepartie, la société fournirait aussi les formulaires imprimés, ce qui économiserait 1 million de francs par an. La caisse conserve le tiers de la surface libre pour ses propres messages : des conseils pratiques d'hygiène bucco-dentaire ou un texte du docteur Olivenstein sur la drogue, diffusé à 150 000 exemplaires.

Sont exclus des publicités autorisées le tabac, les boissons alcoolisées et, de façon générale, « tout abus alimentaire », mais aussi les produits des laboratoires pharmaceutiques, leur présence pouvant être

interprétée comme une caution donnée par la caisse. Exclues aussi les messages politiques ou confessionnels. Le contenu même des annonces doit être soumis à la direction de la CPAM. Ont déjà passé leur examen avec succès deux éditeurs, Larousse et Robert Laffont (pour les ouvrages du commandant Coustau) et une société de matériel de protection contre le vol.

Les précautions prises n'ont pas empêché certaines critiques sur le principe, notamment du côté de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Un bilan va être dressé prochainement avant de décider de poursuivre ou non l'expérience. Celle-ci, en tout cas, a donné des idées à d'autres caisses, qui envisagent plutôt d'utiliser les espaces libres pour leurs propres messages ou pour des publicités pour des services de la Sécurité sociale.

FRANCIS GOUGE.

● Journée d'action de la CGT le 23 juin sur les salaires. — La CGT a annoncé, le vendredi 5 juin, à l'issue de la commission exécutive, qu'elle organisait, le mardi 23 juin, une journée nationale interprofessionnelle d'action dans les entreprises publiques et privées axée principalement sur les salaires et la revendication d'un SMIC à 5 900 F. Cette action prendra des formes diverses déterminées selon les entreprises et permettra de lancer une pétition nationale sur les salaires. Les revendications sur les salaires seront abordées en liaison avec les classifications, l'emploi, la protection sociale et les conditions de travail. Des préavis de grève aux FTT ont été déposés espérant pour la journée du 11 juin par les fédérations CGT, CFTC et CFDT. La CGT comme la CFDT ont dénoncé des pertes de pouvoir d'achat, la poursuite de la diminution des effectifs et les « privatisations » mettant en cause le statut des agents. La CFTC s'en tient aux problèmes salariaux. De leur côté, les fédérations des finances FO, CFDT, CFTC et CGC ont appelé ensemble à un arrêt de travail de vingt-quatre heures des agents des finances le 10 juin, avec une manifestation parisienne à 12 heures de Bercy au Palais-Royal.

TRANSPORTS

Les suites des grèves

M. Dupuy
directeur de la SNCF
partira à la retraite
le 1^{er} octobre

M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, fera valoir ses droits à la retraite le 1^{er} octobre prochain, alors qu'il aurait pu demeurer à son poste cinq ans de plus, jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans.

M. Jacques Douffaignes, ministre délégué aux transports, était informé de l'intention de M. Dupuy, depuis le mois de janvier. Il a rendu hommage à sa « loyauté absolue » et à son « sens exceptionnel du service public ». Le ministre a ajouté que M. Dupuy avait été très affecté par la grève de la SNCF des mois de décembre 1986 et de janvier 1987. On savait depuis plusieurs mois que le directeur général, en poste depuis décembre 1985, tenait des propos désabusés sur ses fonctions et sur l'avenir de la SNCF. Il avait l'impression d'être incompris des cheminots.

Certes, M. Dupuy a fait preuve, au cours de la grève, d'un manque de sens de la communication remarqué, au point que chacune de ses interventions à la télévision a aggravé le conflit et donné lieu à des interprétations contradictoires. Il ne faut pourtant pas lui faire porter toutes les responsabilités. Lui, l'homme de la technique, le père du TGV, il avait parfaitement diagnostiqué le malaise interne de la SNCF, et il souhaitait que s'assombrisse le système quasi militaire qui y prévalait. Son seul défaut aura été de donner l'impression d'ordonner le dialogue.

M. Dupuy a aussi souffert de se voir déposséder de ses responsabilités de chef d'entreprise pendant la grève. Les cabinets ministériels s'étaient substitués à lui et lui avaient dicté les déclarations et la conduite à tenir face aux grévistes, avant de l'abandonner au moment où il fallait annoncer que l'application de la nouvelle grille salariale, qui avait mis le feu aux poudres, était « repoussée ».

Le successeur du directeur général étant traditionnellement choisi parmi ses adjoints, la compétition s'annonce vive entre MM. Michel Fève, chargé des affaires commerciales, et Philippe Rouvillois, responsable des questions financières.

ALAIN FAUJAS.

FINANCES

Le rôle des chambres régionales des comptes

Censeurs ou conseillers des élus locaux ?

Un colloque sur le droit budgétaire et la comptabilité publique des collectivités locales a été organisé, les 3 et 4 juin, à l'université de Paris-Dauphine. A cette occasion, plusieurs experts ont dressé un bilan de la décentralisation depuis 1982

sous ses aspects financiers. Faut-il assouplir les règles de gestion ? L'Etat, et notamment le ministère des finances, a-t-il réellement allégé sa tutelle sur les finances locales ? Les chambres régionales des comptes exercent-elles un contrôle trop

tâillon sur les régions, les départements et les communes ? L'Etat ne va-t-il pas chercher à réduire les pouvoirs de ces juridictions créées par la gauche ?

Quels sont les pouvoirs et le rôle de ces institutions financières ?

MONTPELLIER
de notre correspondant

A l'aube de leur renaissance, les chambres régionales des comptes, institutions prestigieuses de l'Ancien Régime, éprouvent le besoin de se reconstruire. Leurs présidents se réunissent le 11 juin à Montpellier qui fut le siège de l'une des plus anciennes et qui, aujourd'hui, peut sans doute, par sa position dans la moyenne nationale, le mieux symboliser le rôle décentralisateur de la réforme lancée il y a cinq ans par Gaston Defferre.

Installée en 1523 par François I^{er}, la chambre des comptes du Languedoc fonctionna d'abord en parallèle avec la Cour des aides, créée en 1437 par le jeune Charles VII. Les deux institutions fusionnèrent en 1629, sous Louis XIII, sous le nom de Cour des comptes, aides et finances.

A l'époque, son ressort géographique était très vaste. Il s'étendait du Rhône à la Garonne et de la Méditerranée à l'Auvergne et au Limousin.

Plus modeste aujourd'hui, sa circonscription est limitée aux cinq départements du Languedoc-Roussillon. Elle se situe à la croisée d'un axe majeur de la région, entre l'Île-de-France, la première, et la Réunion, la vingt-quatrième.

La Cour emploie trente-huit personnes, dont douze conseillers. Ses locaux, spécialement conçus pour elle, au cœur de Montpellier, dans le quartier tout neuf du Polygone, ont été aménagés en vue d'un objectif proche de quatre-vingts postes, dont dix-neuf pour les magistrats. On compte dans ses rangs à côté d'anciens élèves de l'ENA, des hommes issus d'administrations centrales ou des services extérieurs de l'Etat. Un administrateur civil, un ancien secrétaire général de grande ville, et même un officier de marine figurent parmi l'équipe des « conseillers ». Leurs contrôles portent sur 3 500 comptes qui, auparavant, relevaient de la Cour des comptes, la grande maison de la rue Cambou.

Les conseillers du Languedoc-Roussillon ont en particulier enquêté sur l'octroi des subventions en général et des aides accordées aux entreprises afin de déterminer si l'argent public a été distribué de façon efficace ou en pure perte. Ils ont aussi examiné, dans ce même esprit, l'endettement de certaines communes des Pyrénées à la recherche des profits, trop souvent surévalués, qu'il est théoriquement possible de tirer des loyers de neige, soit parce que l'enseignement arrive trop tôt ou trop tard, soit parce que la clientèle a été plus rare que prévu. Il en est parfois résulté un endettement important. Encore mal connu, même les élus les plus directement

intéressés, le rôle des chambres régionales est avant tout de conseiller et non de censurer les élus locaux, départementaux et régionaux.

« Si un grand nombre d'élus, explique M. Jacques Ratier, président de la chambre du Languedoc-Roussillon, nous disent et nous écrivent que les contrôles effectués leur ont été utiles et les inciteront soit à appliquer plus fidèlement une réglementation mal interprétée, soit à éviter certaines erreurs dans la préparation ou l'exécution de leur budget, quelques-uns ont été surpris, voire inquiétés, par l'accomplissement de l'une de nos missions : le contrôle de la gestion. »

Il ajoute : « Parmi les motifs qui peuvent justifier cette attitude, la nouveauté des rapports directs avec une institution financière n'est pas le moindre. La Cour des comptes ne contrôlait elle-même que les collectivités les plus importantes, soit quarante-quatre pour notre région, tandis que notre compétence s'étend à trois mille cinq cents organismes, y compris les établissements scolaires récemment décentralisés. Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs des finances procédaient à l'apurement administratif d'un très grand nombre de comptes en examinant essentiellement l'équilibre et la régularité des écritures comptables. » Le rôle des Chambres régio-

nales va plus loin, à tel point que, parfois, les élus reprochent aux juges d'exercer un « contrôle d'opportunité », ce qui outrepasserait leur mission.

L'action des chambres régionales sera au centre des travaux du 11 juin, qui se dérouleront sous la présidence de M. Claude Charbonnaud, président de la chambre de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'association des présidents de chambre régionale.

Une exposition accompagnera et illustrera cette réunion sous le titre « Ces messieurs de la cour » (1). Pour la première fois apparaîtront sous les yeux du public des documents endormis depuis François I^{er} dans le linceul des dossiers, notamment l'Edit de Charles VII, instituant la Cour des aides pour le Languedoc et le duché de Guyenne, les lettres patentes de Louis XI et de Charles VIII, et l'Edit de François I^{er} de 1523.

L'archichancelier de l'Empire, Cambacérès, né à Montpellier, tient une place de choix dans cette exposition, en raison du rôle important qu'il joua auprès de Napoléon I^{er} lorsque fut élaborée la loi créant la Cour des comptes.

ROGER BÉCIAUX.

(1) Ouverte jusqu'au 22 juin au musée Fabre de Montpellier tous les jours sauf mardi.

Informatique, robotique, et intelligence artificielle à Montpellier, ou comment s'épanouir dans un pôle de pointe.



1965, l'arrivée d'I.B.M. fait éclore l'informatique et l'électronique à Montpellier. La greffe a si bien pris, qu'en une génération ce secteur d'activité s'est déployé avec vigueur et a créé plus de 8 000 emplois.

De nombreuses entreprises sont nées, d'autres comme TELEMÉCANIQUE ou INTERTECHNIQUE ont bâti des unités de production ou créé des filiales... Et chacune peut tirer parti de la présence des universités et des centres de recherche : Laboratoire de Microélectronique, Automatismes, Optoélectronique, C.N.U.S.C., L.A.M.M. (Laboratoire d'Automatismes et de Microélectronique de Montpellier).

Tous les ans, les entreprises bénéficient à Montpellier du Salon de la Communication pour présenter leurs dernières innovations et nouer des contacts fructueux avec les décideurs et chefs d'entreprises du monde entier.

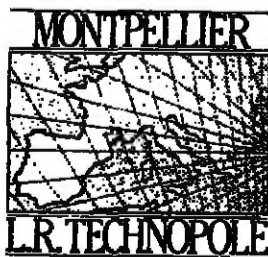
Tous les ans, de nouveaux industriels rejoignent Montpellier.

Dès cette année, avec le Parc du Millénaire, ils trouveront un terrain favorable à leur épanouissement : 50 hectares situés entre l'usine I.B.M. et l'aéroport international. Le Parc du Millénaire accueille des entreprises en robotique, imagerie, électronique.

En perpétuelle expansion, Montpellier préservera pourtant les valeurs qui la font aimer. Et si Montpellier s'affirme comme Capitale de l'Europe au Sud, elle restera avant tout la capitale de cœur que l'on connaît aujourd'hui.

REJOIGNEZ MONTPELLIER L.R. TECHNOPOLE !

En l'an 2000, à Montpellier,
l'intelligence ne sera pas
uniquement artificielle.



Pour tout renseignement : District de Montpellier - 14, rue Marcel-de-Serres - 34000 Montpellier - Tél. : 67 52 18 19 - Téléc. : 490531F

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

5 JUIN Cours relevé à 14 h 55[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% en coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations			Chem. (B)	670	670	OPR Pathon	385	380	Étrangères		
Exp. 7% 1872	8820		Chem. (N)	1560	1560	Quing	310	290	A.L.G.		
Exp. 6.50% 77	128	0.337	Colonat (L)	2270	2130	Edg. U.L.C.	3025	3020	Alst.	1078	
8.50% 78/84	910	0.833	Cogit	490	490	Edg. Nord	3030	3030	Alst.	370	370
10.50% 78/84	104	8.127	Crd Ind. (L)	848	825	Edg. Nord	626		Alst.	370	370
12.25 00/00	108 90	0.108	Crd Ind. (L)	2865	2861	Edg. Nord	445	445	Alst.	1380	
13.80% 00/07	901 70	0.909	Crd Ind. (L)	770	780	Edg. Nord	256 10	280	Alst.	280	283
13.80% 00/08	307 38	0.308	Crd Ind. (L)	1080	1080	Edg. Nord	381	354 40	Alst.	320	
16.25 00/07	106 57	0.107	Crd Ind. (L)	80	80	Edg. Nord	831	820	Alst.	240	
16.25 00/08	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	1480		Alst.	172	
16.25 00/09	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	288 90	288 30	Alst.	371 50	368
16.25 00/10	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	968	972	Alst.	1420	
16.25 00/11	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	1060	1040	Alst.	1420	
16.25 00/12	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	200 80	194	Alst.	586	581
16.25 00/13	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	730	710	Alst.	102 70	
16.25 00/14	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	1781	1751	Alst.	33	31
16.25 00/15	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	320	300	Alst.	820	805 10
16.25 00/16	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	180	185	Alst.	352	
16.25 00/17	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	401	401	Alst.	720	
16.25 00/18	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	311 80	311 80	Alst.	580	570
16.25 00/19	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	378 80	383 80	Alst.	822	
16.25 00/20	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	105	108	Alst.	168	164
16.25 00/21	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	774	824	Alst.	395	400
16.25 00/22	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	110	110	Alst.	328	
16.25 00/23	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	483	470	Alst.	122 80	
16.25 00/24	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	1680	1550	Alst.	465	455
16.25 00/25	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	820	820	Alst.	320	
16.25 00/26	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	820	820	Alst.	976	
16.25 00/27	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	820	820	Alst.	23 80	
16.25 00/28	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	820	820	Alst.	283	283
16.25 00/29	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	820	820	Alst.	87	87
16.25 00/30	116 23	0.117	Crd Ind. (L)	905	905	Edg. Nord	820	820	Alst.	71	72

Second marché (selection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	1189	945	Drouot-Auxiliers	540	530	MAI	700	696
Alcatel	925	925	Drouot-Cor. convert.	3700	3650	Nantes	280	270
Ayrol	680	680	Editions Belfond	330	338	Nervia-Jeanne	770	750
B.C.M.	980	980	Elari, S. Desmaré	830	875	Ons. Gouss. Roch.	640	539
Bell	1270	1270	Evryvis Interim	44	42	Orléans	911	910
Boisjoly Technologies	1270	1245	Expanid	808	805	Petit Brestois	285	282 70
Bolton	181	181	Falgaud	705	705	Peridigis	710	708
Boussin	1030	1030	Falgaud	1100	1100	Pfister	958	958
Colson	1042	1042	Guy Deguette	1050	1050	Pfister Import	958	958
Comptex	1042	1042	L.C.C.	363	360	Prolog	1811	1811
Cardif	2500	2500	L.C.C.	320	322	St-Charles Industrie	1800	1800
Chen	1780	1780	Le Compteur de Paris	320	322	S.N. Saint-Martin	2400	233
C.M.E.	1670	1670	L.S.F.	218	220	S.O.G.E.P.M.	280	286
C. E. R. C. B. C.	320	320	M. Information	222	230	Sore-Mat	1842	1842
C.E.S.P.	280	280	La Couronne	850	850	Sore-Mat	1842	1842
C.E.S.P.	280	280	Le J. du Jeune de l'Inde	476	476	S.P.E.	1432	1450
C.F.P.-Communication	1600	1610	Loch-Boudinmont	330	330	S.P.E.	1870	1870
C.F.P.	280	280	Loch-Boudinmont	330	330	S.P.E. Genet	372	372
C.I.F.	242	242	Loch-Boudinmont	330	330	Sofin	1940	1800
Dalme	324	315	Mazette	820	825	Stalpas	444	444
Dalme G.T.A.	3430	3430	Mazette	391	388	Stalpas	1080	1080
Dalme	3430	3430	Mazette	391	388	Stalpas	1080	1080
Dupont	280	280	Milvigne Interact.	680	680	Union de France	372	375

SICAV (sélection)[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide
Albia
Cold, Foudier France
Permud Ricard
Total	8 40

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

38.15 Tapez **LEMONDE** puis **BOURSE**

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 5/8	Achat
Euro-Live (5 1)	6 073	6 067	5 900
ECU	6 880	6 932	—
Allumages (100 DM)	334 330	334 440	334 440
Belgique (100 DM)	16 130	16 132	15 775
Bordeaux (100 DM)	298 650	298 650	297 500
Dortmund (100 DM)	82 240	82 280	81 500
Hervange (100 DM)	80 890	80 980	87 500
Grande-Bretagne (5 1)	9 877	9 804	—
Griben (100 DM)	4 420	4 420	4 200
Grèce (100 DM)	4 917	4 917	4 365
Suisse (100 L.)	404 020	403 360	390
Solde (100 DM)	95 880	96 020	92 500
Autriche (100 DM)	4 870	4 780	48 300
Espagne (100 DM)	4 600	4 750	46 700
Portugal (100 DM)	4 257	4 257	40 700
Grande 5 (cote 1)	4 532	4 508	4 432
Paris (100 DM)	4 213	4 228	4 070

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS parc.	COURS 5/8
Vente				
5 360	Or fin (500 en barres)	57890	88200	
342	Or fin (en lingots)	87350	88100	
16 660	Platine française (20 g)	521	521	
305 600	Palladium français (100 g)	586		
93	Palladium français (10 g)	586	810	
94	Platine belge (20 g)	500	500	
10 380	Souverain	638	638	
5 240	Pièce de 20 dollars	3040	3040	
4 850	Pièce de 10 dollars	1450	1440	
410	Pièce de 5 dollars	837 50		
500	Pièce de 50 pence	3255	3260	
48 700	Pièce de 10 florins	822	831	
5 700	Or Londres	450 25	454 70	
4 720	Or Zurich	452 50	464 50	
4 720	Or Hongkong	448 45	466 55	
4 250	Argent Londres	7 63	7 88	

Energy-Short	500 03	570 18
Energy J	52053 03	52053 03
Energy-Long-Term ..	1782 03	1714 87

[illegible]

Mano-Union	430 62	411
Mano-Union S&L	181 61	154 28
Mano-Union	6530 07	6517 04

Radio-Engine	13332	12200 71
Radio-Engine	10472	10710 15
Radio-Engine	11943	11223 41
Radio-Engine	11943	11223 41
Radio-Engine	14622	14235 85
Radio-Engine	14622	14235 85
Radio-Engine	1309345	1306340 40
Radio-Engine	10532	10422 83
Radio-Engine	10532	10422 83
Radio-Engine	10532	10422 83
Radio-Engine	759-42	738 12
Radio-Engine	62551-52	62551 52
Radio-Engine	1176	1176 31
Radio-Engine	10481	10371 34
Radio-Engine	1400-98	1373 41
Radio-Engine	461 21	440 30
Radio-Engine	1111	1081 85
Radio-Engine	255 37	226 13
Radio-Engine	5338234	52945 56
Radio-Engine	158 87	158 31
Radio-Engine	853 61	814 90
Radio-Engine	15238-46	15257 94
Radio-Engine	102 14	104 39
Radio-Engine	636 46	610 51

Techno-Gam	1228 06	1192 28
Techno-Gam	6075 74	5800 23
L.A.P. Investing	424 64	409 29

• présélection	109 37	109 37
• prime	482 58	470 24
• sélection	1318 72	1258 92
• le Garantie	3350 81	3294 98
• le Garantie	918 67	877 01
• le Garantie	1957 35	1468 28
• le Garantie	3913 43	3165 18
• le Garantie	2188 46	2057 16
• le Garantie	176 78	176 78
• le Garantie	1943 09	1889 06
• le Garantie	536 25	522 23
• le Garantie	803 13 72	597 16 56
• le Garantie	148 52	148 52
• le Garantie	7642 03	7642 03

a : coupon détaché
 c : offre
 d : droit détaché
 d : demandé
 e : prix précédent
 * : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Deux échéances électorales en Europe. 3 Le débat sur le désarmement. 5 Sri-Lanka : regain de tension avec New-Delhi. 6 La peine de mort requise contre l'ex-empereur Bokassa.	7 Le conflit entre le premier ministre et M. Léotard. 8 Le nouveau découpage municipal de Marseille. — Les socialistes font campagne dans le monde du travail. 9 Le journal d'un amateur, de Philippe Bouchet.	10 Le procès de Klaus Barbie. — La fusillade de l'avenue Trudaine aux saisis de Paris. 12 L'opération policière dans les milieux intégristes musulmans. 20 Tennis : les internationaux de France.	21 L'époque, le mode, la morale, la passion : une exposition à Beaubourg. 22 Madame de la Carrière, de Didier, au Petit Odéon. — John Neumeier au Théâtre de la Ville. — Communication : TDF devient société anonyme.	27 La publicité télévisée sur la bière remise en question. 28 La campagne du PS sur la Sécurité sociale. 29 Le rôle des chambres régionales des comptes. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 24 Annonces classées 26 Cartes 25 Météorologie 25 Philatélie 25 Mots croisés 18 Loto 24	• Étudiants en médecine : les carabins s'abandonnent à leur grève. ETU • Proche de Lyon : Barbie présent ou absent, quelle différence ? BAR • AIDES répond à vos questions. SIDA Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

A propos des gendarmes en civil

Vive polémique entre M. Pandraud et M. Giraud

Une vive polémique vient d'opposer M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, à M. André Giraud, ministre de la défense, à propos de la gendarmerie. Une circulaire datée du 11 mai de M. Régis Mourier, directeur de la gendarmerie nationale, détaillant les conditions dans lesquelles les gendarmes sont autorisés à travailler en civil, a mis le feu aux poudres. Ni M. Pandraud ni ses services n'avaient été mis au courant de l'élaboration de cette circulaire qu'ils ont découverte par hasard.

La polémique avec M. Giraud a été si vive que M. Pandraud, samedi dernier, aurait mis sa démission dans la balance. Au ministère de l'Intérieur, on confirme la gravité du différend, mais on nie qu'elle ait conduit à une telle extrémité. On admet seulement que MM. Pasqua et Pandraud, tous deux en accord total, contrairement à ce que nous avons écrit, ont été mis devant le fait accompli, ce qui n'est pas l'usage lorsque l'on agit de problèmes de sécurité. Ce souci de minimiser le conflit était à prévoir après la crise qui secoue la majorité des derniers jours.

La circulaire à l'origine du « coup de gueule » de M. Pandraud est intitulée « Instruction relative au port de la tenue civile pour l'exercice de la police judiciaire ». Plus simplement : sans quelles conditions la gendarmerie peut-elle porter la tenue civile en cas de besoin ? « Exercice des missions en uniforme », est autorisé à travailler en civil.

Sur le sujet, les fonctionnaires de la police nationale sont d'une sensibilité extrême. Leur position est simple : les gendarmes ont pour mission

de lutter contre la délinquance en milieu rural et non en milieu urbain. C'est d'ailleurs la substance des propos tenus mercredi 4 juin par M. Daniel Duglery, secrétaire général du Syndicat des commissaires, au cours d'une conférence de presse donnée en compagnie des représentants du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), principal syndicat parmi les enquêteurs et inspecteurs de police, et d'un représentant du Syndicat des commandants et officiers (SCO), organisation influente parmi les officiers de la police nationale en tenue. « Il faut écarter l'idée d'une police militaire qui agirait en civil », a encore ajouté M. Duglery. La lutte contre la délinquance ne saurait justifier la mise en œuvre progressive de mesures potentiellement dangereuses pour la liberté.

Conflit de compétences

Si l'argumentation de la gendarmerie est tout aussi classique — le port de la tenue civile est autorisé « pour effectuer des reconnaissances et surveillances » — on a des difficultés « le port de l'uniforme est de nature à compromettre la réussite de ces missions » — c'est la première fois, depuis longtemps, que ces dispositions sont formellement précisées par une circulaire. La direction de la gendarmerie avait justifié son texte auprès des services du premier ministre par le souci d'organiser, enfin, une pratique de plus en plus répandue mais laissée à l'appréciation des responsables locaux, parfois à la limite des textes légaux ou réglementaires qui régissent l'activité des gendarmes.

Derrière cette querelle se profile en réalité un point autrefois. Longtemps cantonnés à la campagne, les gendarmes, sous l'influence de l'évolution socio-démographique du pays, veulent prendre pied dans les villes et y exercer leurs fonctions de police judiciaire. Les textes ne s'y opposent pas, disent-ils, et d'ailleurs nombreux sont les juges d'instruction qui font appel à leurs services. Les policiers voient d'un mauvais œil cette ambition, considérée comme une concurrence déloyale. Ils font remarquer que l'organisation des deux corps étant écartée l'une par rapport à l'autre, de nombreux conflits de compétence, voire de graves incidents, risquent d'opposer policiers en civil à gendarmes « déshabillés » qui pourraient être confondus avec des malfaiteurs, comme cela s'est produit à plusieurs reprises.

M. Pandraud s'est naturellement rangé aux arguments des policiers. Vient commissaire de la police — il a été de nombreuses années directeur général de la police nationale — sachant à quel point ce sujet peut irriter ses troupes, il n'avait de toute manière pas le choix. Le fait nouveau est que, cette fois, le ministre de la défense a fait — provisoirement ? — triompher sa conception et satisfait une revendication que les gendarmes avaient depuis longtemps.

Sous la pression du ministre de l'Intérieur, une commission devrait toutefois être créée pour examiner les problèmes de compétence, d'efficacité des effectifs et de complémentarité que soulève cette réorganisation de la police d'emploi des forces de police.

GEORGES MARION.

CHINE

Remaniement au département d'organisation du PC

Pékin (AFP). — M. Song Ping, soixante-dix ans, a été nommé chef du département d'organisation du PC chinois, organisme de la plus haute importance, en remplacement de M. Wei Jianxing, démissionnaire.

Ce remaniement au sommet d'un organisme chargé du choix des hauts dirigeants du Parti communiste chinois à travers le pays prend une valeur politique essentielle à quatre mois d'un congrès qui doit décider en octobre du renouvellement d'une partie de ses organes dirigeants.

M. Song Ping n'est pas considéré comme un conservateur extrémiste, mais M. Wei Jianxing, cinquante-six ans — considéré comme un réformateur et remplacé par un dirigeant nettement plus âgé, contrairement au programme de rejuvenescence de la direction chinoise — fait apparaître les frictions de la lutte d'influence qui se poursuit entre conservateurs et réformateurs depuis la chute de M. Hu Yaobang.

• Premier essai nucléaire depuis décembre 1984. — La Chine a procédé, vendredi 5 juin, à 5 h 00 GMT à un essai nucléaire souterrain, le premier depuis décembre 1984, a annoncé l'observatoire sismique Hagfors de Stockholm. L'essai, réalisé au centre d'essais souterrains de Lop Nor, dans la province occidentale du Sinkiang, a provoqué une explosion de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter, a précisé un porte-parole de l'observatoire. Celui-ci a ajouté que l'engin testé était probablement d'une puissance inférieure au plafond des 150 kilotonnes fixé par l'accord, non ratifié, conclu par les États-Unis et l'URSS en 1974 sur les expérimentations nucléaires. — (Reuters.)

Nicaragua, Salvador, Honduras

Recrudescence des combats en Amérique centrale

San José. — Au moment où le président costaricien Oscar Arias termine une tournée européenne en faveur de son plan de paix pour l'Amérique centrale, la violence redouble sur le terrain, tant au Nicaragua qu'en Salvador et même en Honduras.

En Nicaragua, où les antisandinistes de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), six ans après leur création, semblent jouer le tout pour le tout, les combats font rage depuis un mois dans plusieurs départements du Nord et du Centre. Au début de la semaine, l'attaque par le FDN d'une coopérative et d'un centre de personnes déplacées dans le nord du département de Jinotega, frontalier avec le Honduras, a fait deux morts et dix blessés. La veille, l'armée sandiniste avait annoncé la mort de quatre soldats lors de combats dans le département de Chinandega, dans le centre du pays, et de quatre soldats des forces spéciales du ministère de l'Intérieur et de sept rebelles lors d'affrontements à 150 kilomètres au sud-est de Managua.

En Salvador, où le président José Napoleón Duarte a été l'objet du troisième anniversaire de son combat en promettant des réformes sociales, politiques et économiques, la situation militaire, en dépit des assurances de l'armée qui s'estime en position « favorable », reste très délicate tandis que la montée de la tension sociale rend le climat explosif. Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a rappelé, avec les attaques de deux des plus importantes garnisons du pays — celles d'El Paraíso (Chalatenango) dans le Nord et de San Francisco Gotera (Morazan) dans

l'Est — mais aussi la paralysie quasi totale des transports les trois derniers jours, qu'il garde une forte capacité militaire.

Parallèlement, les manifestations de rue se succèdent jour après jour dans la capitale et, le 31 mai, un dirigeant syndical enseignant a été blessé par balle alors qu'il participait à un rassemblement devant la prison de Maricao, dans la banlieue de San Salvador, afin de réclamer une amnistie générale pour les prisonniers politiques.

En Honduras, où la présence de la Contra est devenue le principal sujet de préoccupation, un affrontement entre armée et antisandinistes a fait à la fin de la semaine dernière sept morts et six blessés dans la province frontalière d'El Paraíso. C'est la première fois qu'est rendu public, à travers les récits de paysans de la région recueillis par un journal local, un tel incident qui, assure-t-on dans la zone frontalière, est loin d'être le premier.

Les antisandinistes, selon les témoignages, qui avaient pénétré le matin même au Nicaragua pour effectuer une attaque, auraient ouvert le feu en retour contre un poste hondurien qui refusait de les laisser repasser la frontière.

A la fin du mois de mai, un officier supérieur, qui avait demandé à conserver l'anonymat, avait fait part de malaises croissants au sein des forces armées devant la présence de la Contra en territoire hondurien et de la multiplication d'incidents provoqués par des soldats « des deux côtés » les uns des autres. « Les combats entre Nicaraguayens et Honduriens ont augmenté », a-t-il déclaré. — (AFP.)

Airbus Industrie lance officiellement les programmes A-330 et A-340

Airbus Industrie a officiellement décidé de construire deux nouveaux avions, le bi-réacteur A-330 et le quadri-réacteur A-340, et ce après le 5 juin auprès du constructeur aéronautique européen.

Après avoir reçu le soutien des gouvernements des quatre pays initiateurs, le bi-réacteur A-330 et le quadri-réacteur A-340, France, RFA et Espagne), Airbus a décidé le lancement de ces programmes, afin de permettre la certification officielle de l'A-330 en mai 1992 et de l'A-340 au printemps 1993 (le Monde du 5 juin).

Airbus Industrie a reçu des « engagements d'achat et de décisions d'intérêt » de dix compagnies portant sur cent trente appareils de ce type. « La décision de lancer l'A-330 et l'A-340 nous permet de confirmer la validité de notre stratégie commerciale », a déclaré l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie, M. Jean Pierson, en annonçant cette décision.

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Préservez votre dos fragile avec **Pirax** FRANCO

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Préservez votre dos fragile avec **Pirax** FRANCO

37, Av. de la République 75013 PARIS
Tél. 45-47-46-35 Météo : PARLEMENT

A C D E F G H

La Financière de Suez privatisée à l'automne

Un groupe très prospère

M. Renaud de La Genière, PDG de la Compagnie financière de Suez, a annoncé à l'automne, a annoncé le ministre des finances, M. Edouard Balladur, dans une déclaration au *Nouvel Observateur*. M. de La Genière était en visite de courtoisie à Paris, à l'occasion de la signature de l'accord de coopération entre la Compagnie financière de Suez et la Banque de France.

Dans la course à la privatisation, les présidents en place sont anxieux de figurer sur la liste avant les élections présidentielles, à la fois pour obtenir plus de liberté et pour consolider leurs positions personnelles. Dans le cas de la Financière de Suez, néanmoins, une certaine logique justifie la décision, puisque l'autre « banque d'affaires » — qu'est Paribas — a déjà été privatisée et que la différence de statut devient fort gênante pour Suez.

Le groupe dont M. de La Genière, ancien gouverneur de la Banque de France, a pris la présidence en juin 1986 à la place de M. Jean Peyrelevade, est fort prospère, débarrassé désormais de ses « canards boiteux ». En 1986, il a dégagé un bénéfice net de 2,37 milliards de francs (+ 56 %), et de 1,41 milliard de francs hors plus-values de cession (+ 34,8 %). Ses fonds propres atteignent 16,5 milliards de francs et son bilan 333 milliards de francs.

Dans la structure du groupe, les activités bancaires prédominent (44 % des bénéfices) avec, au premier rang, la banque Indosuez, dirigée par M. Antoine Jeancoeur Galigani, qui a réalisé 827 millions de francs de bénéfices en 1986 dans les activités internationales et les opérations financières. Viennent ensuite la banque Vernes, la Banque parisienne de crédit (financement des PME), la banque La Hénin (financement de l'immobilier), la Sofinco (crédit à la consommation) et la banque Monod.

Viennent ensuite les participations dans l'industrie et les services : 20 % de la Lyonnaise des eaux (Abel-Pain); 10 % du groupe hôtelier Accor; des intérêts non négligeables dans Saint-Gobain, Bouygues, Valéo, Roussel-Uclaf, Beghin-Say, sans oublier l'important patrimoine de la filiale Crédit foncier immobilier, et les activités dans

l'agro-alimentaire (Salles du Midi, Domaines Cordier à Bordeaux). Après sa nationalisation, en février 1982, ses dirigeants successifs, MM. Georges Piescoff et Jean Peyrelevade, ont travaillé à la reconstitution de l'empire Suez, récupérant les filiales bancaires (banque La Hénin et Sofinco), y ajoutant la banque Vernes et la Banque parisienne pour le commerce, et réussissant à conserver 34 % dans le groupe Violette, que s'apprêtait à avaler M. France, de la Compagnie industrielle.

Parmi les désinvestissements, citons le tiers du capital du Crédit industriel et commercial, revendu au groupe Bolloré. Le groupe, par ailleurs, avec M. Gérard Worms, s'est lancé dans le capital risque, dans Astorg.

Parmi ses axes de développement, figurent le renforcement de l'ensemble bancaire, celui de l'ensemble industrie et services dans les secteurs à forte croissance et valeur ajoutée (biotechnologie, loisirs, immobilier de services).

Comme pour Paribas, le ministre des finances constituera un noyau stable, et mettra une part du capital à la disposition de l'étranger, où le groupe est très apprécié, notamment par sa filiale Indosuez.

F. R.

HAVAS : 730 000 actionnaires auront chacun trois actions

Les 2,3 millions d'actions d'Havas mises en vente au cours de la semaine de l'Ascension ont été demandées vingt fois. En conséquence, seuls les ordres prioritaires (c'est-à-dire ceux des particuliers) pourront être servis, a indiqué vendredi 5 juin le ministre de l'économie, 730 000 particuliers deviennent ainsi actionnaires d'Havas. Chacun se verra attribuer trois actions seulement.

Pas de la moitié des salariés de la société sont également devenus actionnaires. Dans son communiqué, le ministère de l'économie dresse un rapide bilan chiffré des huit privatisations réalisées jusqu'à présent.

Le nombre des actionnaires directs a plus que triplé durant les six derniers mois en passant de 1,5 million à 5,5 millions environ.

La remontée des taux d'intérêt en France

L'Etat emprunte désormais à plus de 9 %

La remontée des taux d'intérêt à long terme, amorcée en septembre 1986 après plus de quatre ans de baisse quasi ininterrompue, s'est accentuée cette semaine, à l'occasion de l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui a eu lieu jeudi 4 juin. Les taux pratiqués ont, pour la première fois depuis mars 1986, dépassé 9 %, atteignant leur niveau des premiers mois de l'année dernière. Sur les 8,5 milliards de francs recueillis par le Trésor, 2,7 milliards sur une durée de sept ans ont été adjugés à un taux moyen de 9,23 %, contre 8,81 % il y a un mois. Quant à la tranche à 25 ans (2,1 milliards de francs), son rendement a été de 9,60 %, contre 9,13 % en mars.

Ce relèvement de près d'un demi-point, bien qu'il ait été plus ou moins attendu, a néanmoins impressionné les milieux financiers, notamment sur les marchés à terme (MATIF), où un brusque fléchissement des cours a été enregistré dès l'annonce des résultats de l'adjudication, jeudi 4 juin en fin de matinée.

Une telle hausse est due, essentiellement, à la persistance de taux

élevés (8 %) pratiqués sur le court terme, à l'initiative d'une Banque de France soucieuse de défendre le franc, en même temps qu'elle vise à la parité du dollar.

Comme l'écart entre le court terme et le long terme était devenu trop réduit (moins d'un point il y a un mois), le plus réduit parmi les pays occidentaux, il fallait qu'un réajustement se produise soit par une baisse du court terme, soit par une hausse du long terme. C'est ce dernier qui a monté car, dans l'immédiat, une baisse du court terme n'est guère probable.

L'instabilité du dollar laisse planer une menace sur le franc, les perspectives sur le rythme de l'inflation sont incertaines et l'alignement du climat politique incite au pessimisme les milieux financiers. L'inquiétude de ces derniers se traduit donc par une remontée des taux qui, sur le court terme, hors inflation, sont désormais sensiblement plus élevés qu'en Allemagne (1 à 2 points de plus).

F. R.

Ponds, grand fabricant de produits de soins outre-Atlantique. En rachetant cette dernière affaire fin 1986, le groupe anglo-américain Unilever avait fait connaître sa décision de céder cette filiale sans rapport avec ses activités. C'est chose faite. Unilever a en effet un meilleur prix que prévu. ICI paiera 1,7 milliard de dollars (10,2 milliards de francs) au lieu des 1,25 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) escomptés.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Le numéro de « Monde » daté 5 juin 1987 a été tiré à 482 326 exemplaires

En Une Demi-Heure Chez Vous
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer
par « LAYRAC à domicile »
en téléphonant à 46.34.21.40
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 36.15.30)
Prix nets • Livraison gratuite

Graphologue MSI
Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 1200 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI-LEMONDE.

EN BREF

• ETATS-UNIS : M. Jackson en tête des candidats démocrates à la présidence. — Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un Noir, le pasteur Jesse Jackson, est en tête des candidats démocrates à la Maison Blanche. Selon un sondage publié, le jeudi 4 juin, par le *Washington Post*, M. Jackson recueille 22 % des intentions de vote des électeurs démocrates, loin devant le gouverneur du Massachusetts, M. Dukakis, et le sénateur de l'Illinois, M. Paul Simon (13 % chacun). — (AFP.)

• LIBAN : Trois Palestiniens tués dans le Sud. — La milice israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS) a tué trois combattants palestiniens, jeudi 4 juin, dans la zone de sécurité contrôlée par Israël au Liban sud, l'accrochage a eu lieu à Kf Hourneh, au sud de Djazine. — (Reuters.)

• L'International Herald Tribune paraît sans photos. — quotidien de langue anglaise, le *national Herald Tribune* du vendredi 5 juin a été diffusé sans aucune photographie. De grands recteurs blancs remplacent les clichés. Quelques lignes en exergue précisent qu'un conflit du travail à l'origine de ces pages sans illustrations. Au siège du quotidien, on a refusé de préciser si le conflit a eu lieu avec des agences, des photographes indépendants ou avec le personnel technique chargé de la photographie. L'éditeur ou le rédacteur en chef de l'*International Herald Tribune* devrait faire une mise au point dans l'après-midi du 5 juin.

M. HÉRVÉ DE CHARETTE invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 7 juin, de 18 h 15 à 19 h 30. Le ministre élu en 1986 déplorait l'état de la fonction publique et qui sera présenté à l'occasion d'un débat avec le journaliste et journaliste politique, rédacteur en chef de l'*International Herald Tribune*, M. Paul Simon, et de M. Daniel Caron, du Monde, et de M. Paul-Jacques Truffaut et de Catherine Millaud, de RTL, le débat étant dirigé par Philippe Collet.